

# Une approche équilibrée de l'administration des élections

Rapport annuel 2014–2015



Elections  
Ontario



## Nous équilibrons nos priorités

Dans tous ses travaux, Élections Ontario équilibre les enjeux multiples ainsi que les points de vue et les défis diversifiés pour diriger des élections efficaces dans lesquelles Ontariennes et Ontariens peuvent avoir confiance.





## Lorsque nous planifions des élections,

nous mettons en balance les besoins de la population ontarienne de toutes les régions et communautés dans un souci de maintenir des normes d'équité. Lorsque nous dirigeons des élections, nous mettons en balance les attentes du public à l'égard d'un processus facile et notre devoir de protéger l'intégrité du système.

# > Une fois l'élection terminée,

nous écoutons les propos de la population ontarienne sur ce qui a fonctionné et ce qui n'a pas fonctionné et nous jugeons les divers points de vue, priorités et visions des personnes concernées.



Office of the  
Chief Electoral Officer  
of Ontario



Bureau du directeur  
général des élections  
de l'Ontario

L'honorable Dave Levac  
Président de l'Assemblée législative  
Bureau 180, édifice de l'Assemblée législative, Queen's Park  
Toronto (Ontario)  
M7A 1A2

Monsieur le président,

J'ai le plaisir de vous présenter le rapport annuel portant sur les activités de mon bureau en application de la *Loi électorale* et de la *Loi sur le financement des élections* au cours de l'exercice 2014–2015.

Durant cette période, mon bureau a dirigé la 41<sup>e</sup> élection générale de l'Ontario et l'élection partielle tenue à Sudbury et a déployé des efforts importants pour mettre en œuvre les priorités du *Plan stratégique 2013-2017* d'Élections Ontario.

Veillez agréer, Monsieur le président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in cursive script that reads 'Greg Essensa'.

**Greg Essensa**



**Le 31 mars 2015 a marqué  
pour Élections Ontario la  
fin d'une année riche**

en événements, année au cours de  
laquelle nous avons dirigé la 41<sup>e</sup>  
élection générale de l'Ontario, qui  
s'est révélée selon toute vraisemblance  
l'élection générale la plus réussie de  
l'histoire de la province.

# Table des matières

<b>Une approche équilibrée de la transformation Message du directeur général des élections</b> .....	4
<b>41<sup>e</sup> élection générale et élections partielles en Ontario</b> .....	6
Notre approche de déploiement.....	7
Un meilleur accès, une meilleure élection.....	7
Plus de jours et plus d'options.....	8
La gestion des plaintes .....	10
L'élection partielle de Sudbury.....	14
Enquête en vertu de la <i>Loi électorale</i> .....	15
<b>Après l'élection</b> .....	18
La conclusion de l'élection .....	19
Sollicitation de commentaires .....	19
Sondage exhaustif.....	20
Tournée de débriefage .....	20
Expérimenter nos meilleures idées .....	21
<b>Au cours de l'exercice</b> .....	22
Préparation .....	23
Améliorer la conformité .....	23
Investissements stratégiques.....	23
Système de gestion des élections.....	24
Nouveau site Web.....	24
<b>Recommandations de modifications législatives</b> .....	26
Renforcer la réglementation sur les tiers.....	27
Établir une autorité d'adressage unique .....	29
Redécoupage des limites des circonscriptions électorales de l'Ontario .....	30
Établir des normes d'évaluation communes et une norme de certification pour la technologie électorale.....	31
Prolonger le calendrier électoral.....	32
Simplifier le choix du moment du calendrier électoral .....	33
Établir un jour du scrutin qui n'est pas un jour d'école .....	33
Permettre l'inscription provisoire des gens âgés de 16 ans .....	34
Mettre en place une approche pratique des communications .....	35
Fournir un accès plus facile pour faire campagne .....	35
Éliminer la première période d'interdiction de publicité commerciale.....	35

Passer d'une élection à date fixe l'automne à une élection à date fixe au printemps .....	36
Centraliser la gestion de la campagne .....	37
<b>Loi Électorale</b> .....	38
<b>Loi sur le financement des élections</b> .....	50
<b>Annexe A</b> : Présentation de l'organisme .....	65
<b>Annexe B</b> : Partis politiques inscrits au 31 décembre 2014 .....	68
<b>Annexe C</b> : Demandes d'inscription du nom d'un nouveau parti politique en 2014.....	70
<b>Annexe D</b> : Modifications apportées aux associations de circonscription inscrites par parti en 2014.....	71
<b>Annexe E</b> : Description des états financiers et des plafonds de contribution .....	72
<b>Annexe F</b> : Sommaire des données financières extraites des états financiers relatifs à la période de campagne par les partis politiques pour l'élection générale du 12 juin 2014.....	74
<b>Annexe G</b> : Sommaire des données financières extraites des états financiers relatifs à la période de campagne par les partis politiques inscrits pour l'élection partielle de Sudbury du 5 février 2015.....	76
<b>Annexe H</b> : Sommaire des données financières extraites des états financiers annuels de 2014 des partis politiques inscrits.....	78
<b>Annexe I</b> : Sommaire des données financières extraites des rapports sur la période de campagne des tiers inscrits pour l'élection générale du 12 juin 2014.....	80
<b>Annexe J</b> : Sommaire des données financières extraites des rapports relatifs à la campagne électorale déposés par les tiers inscrits pour l'élection partielle de Sudbury du 5 février 2015.....	88
<b>Annexe K</b> : Sommaire des recettes et des dépenses des candidats et des associations de circonscription pour l'élection générale du 12 juin 2014 .....	90
<b>Annexe L</b> : Sommaire des données financières extraites des états financiers de la période de campagne des candidats et des associations de circonscription inscrits pour l'élection partielle de Sudbury du 5 février 2015.....	124
<b>Annexe M</b> : Sommaire des données financières extraites des états financiers annuels de 2014 des associations de circonscription inscrites.....	126
<b>Annexe N</b> : Sommaire des données financières extraites des états financiers de la période de course des candidats à la direction d'un parti.....	128
<b>Annexe O</b> : Entités ayant effectué un dépôt tardif en 2014-2015 .....	129
<b>Annexe P</b> : Budget mis à jour de l'élection générale de 2014.....	148
<b>Annexe Q</b> : Exigence de publication d'un rapport sur l'accessibilité lors de l'élection partielle à Sudbury le 5 février 2015 .....	150
<b>Annexe R</b> : Liste des provinces et des territoires permettant de voter la fin de semaine ou lors d'un congé scolaire.....	154



## Une approche équilibrée de la transformation

### Message du directeur général des élections

Le 31 mars 2015 a marqué pour Élections Ontario la fin d'une année riche en événements, année au cours de laquelle nous avons dirigé la 41<sup>e</sup> élection générale de l'Ontario, qui s'est révélée selon toute vraisemblance l'élection générale la plus réussie de l'histoire de la province.

Un sondage Ipsos Reid réalisé après l'événement de juin 2014 a confirmé ce qui suit : 90 p. 100 des votants étaient satisfaits de leur expérience électorale; la majorité des candidats, des directeurs des finances et des représentants des partis estimaient que l'élection a été encore mieux dirigée que l'élection générale de 2011; et une forte majorité des directeurs du scrutin ont été satisfaits de la formation préalable à l'élection qu'ils ont reçue, soit bien davantage qu'en 2011, ce qui révèle des progrès sensibles.

Depuis la dernière élection générale, mon équipe a travaillé dans un contexte exempt de date fixe dans lequel nous devons être prêts en tout temps en vue du déclenchement d'une élection. Par conséquent, nous avons amélioré notre façon de procéder, nous avons utilisé nos ressources de manière plus créative et nous avons resserré nos processus dans l'ensemble de l'organisation, tout en gardant à l'esprit les compressions budgétaires. Notre *Plan stratégique 2013–2017* nous a aidés à nous concentrer sur notre vision visant à mettre en place un processus électoral plus moderne et accessible pour les Ontariennes et les Ontariens. Nous en sommes maintenant à mi-chemin de notre plan. Nous sommes prêts à apporter dorénavant des améliorations plus concrètes.

Notre travail accompli tout de suite après l'élection de 2014 nous a permis de faire exactement cela. La

clôture de l'élection générale a marqué la dernière année de notre cycle électoral. Étant donné que les élections générales surviennent à peu près tous les 4 ans, il est préférable d'envisager nos travaux dans un cycle d'activités de 4 ans. Comme dans le cas de tous les bons plans d'activités, nous entreprenons notre cycle en procédant à une analyse approfondie, qui nous permet d'apprendre le plus possible de l'expérience des élections générales lorsqu'elles sont terminées, avant que nous commencions à planifier la prochaine élection. Nous avons consacré six mois à une clôture officielle de l'élection, ce qui nous a permis de prendre en compte les opinions et les expériences de nos intervenants qui avaient pris part à l'élection générale. Nous avons sondé la population ontarienne et avons rencontré les membres du personnel et d'autres intervenants, et avons jaugé leurs points de vue sur ce qui a fonctionné et n'a pas fonctionné.

La clôture a été un franc succès. Grâce aux points de vue que nous avons entendus, nous avons pu acquérir les connaissances et avoir les éclairages dont nous avons besoin pour définir l'empreinte adéquate en vue de l'élection générale de 2018. Comme nous nous tournons maintenant vers une élection générale à date fixe, nous disposons de la souplesse et de l'espace requis pour utiliser nos ressources afin de mettre à l'essai de nouvelles initiatives de transformation grâce auxquelles nous pourrions franchir des étapes importantes menant à notre vision de l'avenir.

Certes, le défi d'un tel exercice consiste à aller de l'avant de façon mesurée pour protéger l'équilibre entre des principes contradictoires, dont en premier lieu l'équilibre délicat entre la promotion de

l'innovation d'une part (qui a pour but de donner aux électeurs un accès plus facile au processus électoral) et la protection de l'intégrité du processus électoral d'autre part.

Le maintien de cet équilibre constitue un défi très ancien pour les administrateurs d'élections; en 2014–2015, j'ai continué à recommander des changements importants à la loi électorale de l'Ontario qui contribueront au renouvellement du processus électoral (voir les pages 26–37). À titre d'exemple, citons ma recommandation que l'Assemblée législative établisse des normes communes et un processus de certification en vue du recours à la technologie dans le cadre des élections. Certaines technologies promettent de faciliter aux électeurs l'accès au vote. Nous savons que le public s'attend à ce qu'Élections Ontario innove, mais nous entendons également des spécialistes affirmer que les technologies disponibles ne garantissent peut-être pas l'intégrité et le secret. Nous devons trouver un équilibre adéquat en préparant les élections à venir.

Nous avons exercé un certain nombre d'autres activités importantes en 2014–2015 qui rapprocheront l'Ontario de l'élection de la prochaine génération. Certaines d'entre elles sont visibles dès maintenant. Nous avons développé un nouveau site Web et un système centralisé de gestion des élections qui ont amélioré le processus électoral du point de vue administratif. De plus, nous avons achevé un exercice exhaustif de restructuration organisationnelle, ce qui signifie que nous pouvons maintenant exercer certaines activités plus facilement et utiliser nos ressources plus efficacement. Le dernier exercice a simplifié notre processus de gestion de la conformité (voir la page 13). En 2015, j'ai pu effectuer, notamment pour cette raison, des travaux sans précédent dans le domaine de la réglementation plus efficacement et plus rapidement qu'auparavant. Mon enquête portant sur une violation apparente de la *Loi électorale* à la suite de l'élection partielle de Sudbury constituait la première enquête du genre à avoir été menée par un directeur général des élections dans la province de l'Ontario.

Certaines de nos activités de préparation des élections à venir en étaient encore au stade des idées en 2014–2015. Nous nous employons à mieux servir une population vieillissante et de plus en plus diversifiée. Nous cherchons à rectifier une logistique électorale insoutenable dans le cadre de laquelle il devient de plus en plus difficile de trouver des lieux de vote et de recruter et former du personnel pour le jour du scrutin. De plus, nous nous efforçons de satisfaire aux plus grandes attentes des intervenants, qui nous demandent de leur offrir des services personnalisés.

Je suis extrêmement fier de nos réalisations en 2014–2015 et des années qui ont mené à l'élection générale de 2014. Il importe de garder à l'esprit que les activités d'Élections Ontario ne s'insèrent pas aussi naturellement qu'on le souhaiterait dans un seul exercice; il convient davantage de considérer notre rendement dans un cycle de quatre ans, soit le temps qu'il faut pour préparer une élection générale. Après cette dernière année de notre cycle d'activités, mon équipe et moi envisageons l'avenir avec optimisme en 2015–2016. Cette année correspond à la première année d'un nouveau cycle de quatre ans. Au cours de ce nouveau cycle, nous procéderons à des investissements prudents sur le plan financier, à des innovations, et nous moderniserons le processus électoral auquel la population ontarienne s'attend—en gardant toujours à l'esprit l'équilibre entre les principes qui consistent à améliorer l'accès pour les électeurs et à protéger l'intégrité du système électoral.

Veuillez agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs.

**Greg Essensa**

Directeur général des élections

# 41<sup>e</sup> élection générale et élections partielles en Ontario

En 2014, une élection générale a été déclenchée lorsque le lieutenant-gouverneur a accepté la demande de la première ministre de dissoudre l'Assemblée législative. Sur le plan administratif, l'élection a été la plus réussie dans l'histoire de la province, ce qui est d'autant plus remarquable compte tenu du fait qu'Élections Ontario a tenu l'élection en contexte de date non fixe, ce qui imposait des pressions constantes sur les processus opérationnels et le personnel de l'organisme.

## Notre approche de déploiement

Élections Ontario s'est préparé à l'élection générale de 2014 en étant prêt en tout temps. En Ontario, la *Loi électorale* prévoit des élections générales à date fixe, ce qui fait qu'elles ont lieu suivant un cycle régulier. Toutefois, en situation de gouvernement minoritaire, la possibilité d'un vote de censure à l'Assemblée législative de l'Ontario signifie qu'une élection pourrait toujours être imminente. Tel était le cas de la période postérieure à l'élection générale de 2011 à l'élection générale de 2014.

La nécessité d'être prêt en tout temps a procuré à Élections Ontario une expérience précieuse qui, en définitive, nous a permis d'améliorer nos processus opérationnels. Par nécessité, nous sommes demeurés étroitement en contact avec nos 107 bureaux des directeurs du scrutin, les propriétaires des lieux de vote envisagés et les fournisseurs pour nous assurer qu'une élection pourrait être déclenchée

à tout moment. Il s'agissait d'innover dans nos façons d'équilibrer le fardeau de la responsabilité entre les directeurs du scrutin et le bureau central afin de déclencher efficacement une élection.

## Un meilleur accès, une meilleure élection

Élections Ontario, comme l'exige la *Loi électorale*, s'est servi de la technologie d'aide au vote dans les bureaux des directeurs du scrutin pour rendre le vote plus accessible aux électeurs lors de l'élection générale de 2014. La technologie d'aide au vote a permis aux électeurs ayant des besoins d'accessibilité diversifiés de remplir leur propre bulletin de vote. À titre d'exemple, les électeurs ayant des problèmes de mobilité pouvaient utiliser la technologie de contact au souffle et des palettes spécialement conçues. Les personnes ayant une vision restreinte pouvaient faire usage de commandes sonores étape par étape pour générer, puis remplir leur propre bulletin de vote.

### Déploiement rapide

L'élection générale de 2014 a comporté un déploiement très rapide de ressources. Une fois les décrets de convocation des électeurs émis, le 7 mai, Élections Ontario a activé 144 bureaux des directeurs du scrutin, a commencé à mettre en place 8 000 lieux de vote et a recruté 76 000 personnes pour travailler le jour du scrutin, soit le 12 juin. Notre préparation constante depuis 2011 nous a permis de cibler nos activités comme jamais auparavant.

144

bureaux des directeurs du scrutin

8 000

lieux de vote

76 000

personnes pour travailler le jour du scrutin

## Pourquoi la préparation constitue-t-elle un tel défi?

Les élections à date fixe représentent un phénomène relativement nouveau en Ontario. En 2005, on a instauré une loi établissant une date fixe applicable aux élections générales provinciales, soit le premier jeudi d'octobre tous les quatre ans à compter de 2007. Autrement dit, avant 2007, Élections Ontario devait être prêt la plupart du temps, car une élection pouvait être déclenchée en tout temps (quoiqu'elles fussent généralement déclenchées à tous les trois à cinq ans, au gré du gouvernement).

Par conséquent, pourquoi était-il si difficile avant l'élection générale de 2014 d'être constamment prêt à la tenue d'élections? En 2010, de nombreux changements ont été apportés à la loi électorale de l'Ontario dans le but d'améliorer l'expérience des électeurs de même que leur accès au processus. Ces modifications comprenaient la capacité de voter dans les bureaux des directeurs du scrutin au cours des 29 jours de la période de convocation des électeurs et, de ce fait, l'ouverture immédiate des bureaux des directeurs du scrutin en conformité avec les normes d'accessibilité. Ce sont des changements positifs pour le processus, mais ils rendent la tenue d'élections plus complexe et présument qu'Élections Ontario peut prévoir longtemps d'avance une date fixe.

### Plus de jours et plus d'options

Élections Ontario a continué à offrir aux électeurs plus de jours et plus d'options de vote en 2014. Plus de 566 000 électeurs ont choisi de voter par anticipation. Le vote par anticipation est devenu la clé de nos efforts pour fournir aux électeurs le plus d'options de vote possible. Notre programme relatif aux bulletins de vote spéciaux par la poste est accessible à tout électeur. En 2014, il a été utilisé par plus de 77 000 votants, dont des électeurs qui, pour une raison ou pour une autre, n'ont pu utiliser le vote par anticipation ni voter au bureau de scrutin qui leur était désigné le jour du scrutin. Le programme relatif aux bulletins de vote spéciaux est également disponible sous forme de visite à la maison ou à l'hôpital pour les électeurs qui en font la demande. Les électeurs peuvent demander une visite à domicile lorsqu'il leur est impossible ou déraisonnablement difficile de se présenter au bureau du directeur du scrutin et que l'électeur a besoin d'assistance pour demander un bulletin de vote spécial.

Quatre-vingt-douze pour cent des votants interrogés se sont dit satisfaits de l'élection générale de 2014. Quatre-vingt-huit pour cent ont convenu que le processus de vote était « plus facile que jamais » en 2014.



### Activités de financement électoral

Tel que prévu par la *Loi sur le financement des élections*, le directeur général des élections supervise l'enregistrement des partis politiques, des associations de circonscription, des candidats, des participants à la course à la direction d'un parti et des tiers annonceurs. Nous examinons tous les états financiers afin de veiller à ce qu'ils respectent les stipulations et les limites applicables aux contributions à la campagne prévues par la Loi. De plus, nous distribuons des subventions pour défrayer les frais d'audit et de campagne.

Dans l'intérêt de la transparence et de la responsabilité, nous publions sur notre site Web toutes les contributions de plus de 100 \$ faites par une seule source à des partis politiques et des participants à la course à la direction d'un parti.

Nous examinons également tous les états financiers annuels, de la période de campagne électorale et de la période de course à la direction d'un parti nécessaires afin d'en vérifier la conformité et de les publier sur notre site Web.

- Pour voir les états financiers annuels de 2014 des partis et des associations de circonscription, veuillez consulter les annexes H et M.

- Pour voir les états financiers des partis, des associations de circonscription et des candidats pour la période de campagne de l'élection générale de 2014, veuillez consulter les annexes F et K.
- Pour voir les états financiers des partis, des associations de circonscription et des candidats pour la période de campagne de l'élection partielle de Sudbury tenue en 2015, veuillez consulter les annexes G et L.
- Pour voir les rapports des tiers annonceurs pour l'élection partielle de Sudbury tenue en 2015, veuillez consulter l'annexe J.
- Pour voir les états financiers de la période de course à la direction d'un parti, veuillez consulter l'annexe N.

La *Loi sur le financement des élections* oblige toutes les entités dont les états financiers sont supervisés par Élections Ontario à déposer ces états au moment opportun. Des retards à cet égard nuisent à notre capacité d'examiner les travaux et peuvent également retarder le versement des subventions aux campagnes. En 2014-2015, il y a eu 441 déclarants retardataires et 37 non-déclarants. Pour consulter des renseignements détaillés sur les entités politiques qui ont effectué un dépôt tardif, veuillez consulter l'annexe O.

### Éléments principaux de l'élection

- Plus de 52 p. 100 des électeurs se sont rendus aux urnes pour la 41<sup>e</sup> élection générale de l'Ontario, comparativement à seulement 48 p. 100 lors de l'élection générale de 2011.
- Le site Web nousfacilitonslevote.ca a été vu plus de 2,3 millions de fois, dont plus de 435 000 fois le jour du scrutin.
- Parmi les 24 000 bureaux de vote accessibles aux électeurs, seulement 10 ont rapporté des retards mineurs au niveau de l'ouverture.

## La gestion des plaintes

Entre le 1<sup>er</sup> avril 2014 et le 31 mars 2015, Élections Ontario a reçu 356 plaintes. Quelque 346 d'entre elles ont été classées lorsque nous avons établi qu'aucune loi n'avait été violée. L'enquête sur une plainte par la Division de la conformité et de l'exécution d'Élections Ontario a entraîné le renvoi de l'affaire au ministère du Procureur général. Neuf enquêtes demeurent ouvertes en date 31 mars 2015.

Les plaintes les plus courantes que nous avons reçues avaient trait à l'article 37 de la *Loi sur le financement des élections*, qui porte sur la publicité politique en période d'interdiction. Le directeur général des élections a recommandé que la loi régissant les périodes d'interdiction soit révisée de manière à tenir compte des réalités de la campagne moderne.

Les deuxièmes plaintes les plus répandues que nous avons reçues avaient trait à l'exigence d'enregistrement des tiers. Le directeur général des élections a recommandé qu'un organisme indépendant soit constitué pour faire enquête sur des options visant à renforcer les règles de publicité par des tiers en Ontario. L'examen comporterait des recommandations spécifiques sur la façon dont l'Ontario peut adopter des plafonds de dépenses et de contributions pour les tiers, renforcer les exigences de rapport pour les tiers et adopter des dispositions plus rigoureuses sur l'inscription et la lutte contre la collusion.

Le tableau qui suit donne la répartition des plaintes reçues.

### Nombre et type de plaintes reçues

Nombre de plaintes reçues	Type de plaintes reçues (article et Loi)	Dossier ouvert	Dossier fermé
53	Violation de la période d'interdiction (art. 37 de la <i>Loi sur le financement des élections</i> )	1	52
45	Violation des exigences d'inscription concernant la publicité faite par des tiers (art. 37.5 de la <i>Loi sur le financement des élections</i> )	1	44
40	Violation des exigences d'identification concernant la publicité (par. 22(5) de la <i>Loi sur le financement des élections</i> )	3	37
212	Divers articles de la <i>Loi sur le financement des élections</i>	2	210
2	Divers articles de la <i>Loi électorale</i>	1	1
4	Non liées à la <i>Loi électorale</i> ou à la <i>Loi sur le financement des élections</i>	1	3

## Activités d'inscription et de radiation

Élections Ontario a inscrit 20 nouvelles associations et a radié 10 associations. Nous avons inscrit 621 candidats (6 se sont retirés) en vue de l'élection générale de 2014, et nous avons inscrit 37 tiers annonceurs. Pour l'élection partielle de Sudbury, nous avons inscrit 10 candidats et 5 tiers annonceurs. Nous avons également actualisé les données d'inscription de 23 partis politiques et de 438 associations de circonscription inscrites.

### Subvention des dépenses liées à la campagne électorale

Le directeur général des élections rembourse certaines dépenses. Les subventions liées à la campagne électorale sont versées à chaque candidat ayant obtenu au moins 15 p. 100 des suffrages exprimés dans sa circonscription électorale; la subvention versée aux candidats correspond à 20 p. 100 des dépenses de campagne des candidats (sous réserve du plafond) pour la circonscription électorale, le moindre des deux montants étant retenu. En outre, les subventions liées à la campagne électorale sont versées aux partis politiques dont les candidats ont obtenu au moins 15 p. 100 des suffrages exprimés dans une circonscription électorale donnée. La subvention du parti est calculée en multipliant par 0,05 \$ le nombre de personnes habilitées à voter dans chaque circonscription électorale où le parti a obtenu au moins 15 p. 100 des suffrages exprimés.

Les subventions des dépenses liées à la campagne électorale versées au cours de l'exercice 2014-2015 ont totalisé 369 846,42 \$ pour les candidats admissibles et 881 839,97 \$ pour les partis admissibles. Ces subventions ne sont pas entièrement liées aux événements survenus au cours de cet exercice, car elles comprennent des subventions des exercices précédents versées au cours du présent exercice.

## Allocations de vérification

En vertu de la *Loi sur le financement des élections*, le directeur général des élections subventionne le coût des services fournis par les vérificateurs au titre de l'examen et de la présentation des états financiers en versant au vérificateur le moindre des montants suivants : le montant total des frais exigés par celui-ci ou un montant calculé sur la base du facteur d'indexation. Le montant calculé sur la base des frais d'indexation est modifié tous les cinq ans. Dans le cas des audits effectués au cours de la période entre le 1<sup>er</sup> janvier 2014 et le 31 décembre 2018, le montant est de 1 596 \$ pour les états financiers des partis politiques, de 798 \$ pour les états financiers des associations de circonscription, de 1 330 \$ pour les états financiers de la campagne des candidats et de 1 064 \$ pour les participants à la course à la direction d'un parti.

Au cours de l'exercice 2014-2015, le directeur général des élections a versé 1 411 552,63 \$ en subventions d'audit.

Les plaintes les plus courantes que nous avons reçues avaient trait à l'article 37 de la *Loi sur le financement des élections*, qui porte sur la publicité politique en période d'interdiction.

## Montants des nouvelles subventions, des contributions et des dépenses

Du fait de l'indexation, tous les montants des subventions, des contributions et des dépenses prévues à la *Loi sur le financement des élections* seront augmentés d'un facteur de 1,33 du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2018.

Catégorie	Description	Montant de base (en dollars) (\$)	Montant 2004-2008 (Montant de base x 1,12 facteur d'indexation) (\$)	Montant 2009-2013 (Montant de base x 1,24 facteur d'indexation) (\$)	Nouveau montant 2014-2018 (Montant de base x 1,33 facteur d'indexation) (\$)	Renvoi à la Loi	États financiers connexes
Plafonds de contributions	Don à un parti inscrit par année (en plus au cours d'une période de campagne électorale)	7 500	8 400	9 300	9 975	18(1)1	AR-10 CR-4
	Don à une association de circonscription inscrite par année	1 000	1 120	1 240	1 330	18(1)2	AR-1 CR-3
	Dons à toutes les associations de circonscription inscrites du même parti	5 000	5 600	6 200	6 650	18(1)3	
	Don à un candidat inscrit	1 000	1 120	1 240	1 330	18(1)4	CR-1
	Don à tous les candidats inscrits du même parti	5 000	5 600	6 200	6 650	18(1)5	
Plafond de dépenses	Plafond de dépenses de campagne par parti inscrit par électeur	0,60	0,67	0,74	0,80	38(2)	CR-4
	Plafond de dépenses de campagne par candidat inscrit par électeur	0,96	1,08	1,19	1,28	38(3.1)	CR-1
	Hausse du plafond de dépenses de campagne pour les candidats inscrits du nord	7 000	7 840	8 680	9 310	38(3.4)	CR-1
Subventions de vérification	Subvention de vérification par parti politique inscrit (annuelle et de campagne)	1 200	1 344	1 488	1 596	40(7)a)(i)	AR-10 CR-4
	Subvention de vérification par association de circonscription inscrite (annuelle et de campagne)	600	672	744	798	40(7)b)(i)	AR-1 CR-3
	Subvention de vérification par candidat inscrit	1 000	1 120	1 240	1 330	40(7)c)(i)	CR-1
	Subvention de vérification par participant à la course à la direction d'un parti	800	896	992	1 064	40(7)d)(i)	CR-5
Subvention aux fins de la campagne	Hausse du remboursement des frais de campagne des candidats inscrits du nord	7 000	7 840	8 680	9 310	44(2)	CR-1

## Renseignements détaillés sur les partis politiques et les activités d'inscription

Outre les annexes mentionnées précédemment, veuillez consulter les annexes qui suivent pour obtenir des renseignements sur les activités financières des partis politiques et des associations de circonscription.

- Annexe B : Partis politiques inscrits au 31 décembre 2014
- Annexe C : Demandes d'inscription du nom d'un nouveau parti politique en 2014
- Annexe D : Modifications apportées aux associations de circonscription inscrites par parti politique en 2014
- Annexe E : Description des états financiers et des plafonds des contributions

## L'élection partielle de Sudbury

### Résultats

En février 2015, Élections Ontario a géré une élection partielle dans la circonscription électorale de Sudbury après la démission du député provincial titulaire. La réussite administrative du scrutin a démontré que notre niveau élevé de préparation correspondait aux attentes énoncées pour Élections Ontario dans notre dernier plan stratégique.

Le tableau qui suit comporte un résumé des votes validés qui sont exprimés pour chaque candidat à l'élection partielle de Sudbury. Les coûts reliés au travail sur le terrain dans le cadre de l'élection partielle étaient de 380 977 \$.

Nom des candidats	Affiliation du partie politiques	Bulletins valides	
		Total	%
Glenn Thibeault	Parti libéral de l'Ontario	10640	41.25%
Suzanne Shawbonquit	Nouveau parti démocratique de l'Ontario	9067	35.15%
Andrew Olivier	Indépendant	3183	12.34%
Paula Peroni	Parti progressiste-conservateur de l'Ontario	1937	7.51%
David Robinson	Parti Vert de l'Ontario	837	3.24%
Jean-Raymond Audet	Parti Trillium de l'Ontario	39	0.15%
John Turmel	Parti Pauvre de l'Ontario	25	0.10%
J. David Popescu	Indépendant	24	0.09%
Ed Pokonzie	Indépendant	22	0.09%
James Wadell	Indépendant	21	0.08%
<b>Total</b>		<b>25795</b>	<b>100.00%</b>

## Enquête en vertu de la Loi électorale

À la suite de plaintes déposées en décembre 2014 à la Police provinciale de l'Ontario alléguant que des infractions criminelles avaient été commises et à Élections Ontario alléguant que la *Loi électorale* avait été enfreinte, le directeur général des élections a mené une enquête de type réglementaire sur la violation alléguée de la *Loi électorale*. L'enquête a été effectuée en fonction des plaintes à Élections Ontario, des enquêtes, et de la politique d'exécution.

L'enquête s'est penchée sur les allégations selon lesquelles certaines personnes avaient violé l'alinéa 96.1e) de la *Loi électorale*, une disposition portant sur la corruption dans le but d'inciter une personne à devenir candidat, à s'abstenir de devenir candidat ou à retirer sa candidature. Les plaintes étaient liées à la sélection du candidat du Parti libéral de l'Ontario à l'élection partielle de Sudbury de février 2014.

Après avoir examiné le rapport d'enquête, le directeur général des élections a conclu que les gestes posés par deux personnes pouvaient représenter une « violation apparente » de la *Loi électorale*. Il a renvoyé l'affaire au ministère du Procureur général de l'Ontario en date du 12 février 2015 conformément à l'article 4.0.2 de la *Loi électorale*. En 2014, le directeur général des élections et le ministère du Procureur général ont établi un protocole sur la poursuite des violations apparentes; cette affaire a été déférée au ministère en vertu de ce protocole.

Le 19 février 2015, en vertu de l'article 89 de la *Loi électorale*, il a déposé un rapport sur ces questions à l'Assemblée législative décrivant l'enquête. Comme les plaintes, les enquêtes et la politique d'exécution relevant du directeur général des élections et le protocole entre le directeur général

des élections et le ministère du Procureur général sont des documents publics, ils étaient joints au rapport du directeur général des élections à l'Assemblée législative.

En date du 31 mars 2015, les affaires signalées au Procureur général faisaient toujours l'objet d'une enquête criminelle d'après la PPO.

Si la PPO décide de déposer des accusations en lien avec la violation apparente de la *Loi électorale*, le directeur général des élections doit donner son consentement aux accusations déposées en vertu du paragraphe 98.1(1) de cette Loi. Le processus par lequel ce consentement est obtenu est également régi par le protocole intervenu avec le ministère du Procureur général.

Dans la mise en balance de la nécessité d'être transparent dans l'exercice de ses fonctions et de l'intégrité de l'administration de la justice, le rapport du directeur général des élections fait à l'Assemblée législative décrivait en détail le processus d'enquête et les considérations juridiques appliquées par le directeur. Le directeur a cependant conclu dans son rapport en indiquant qu'il ne lui incombe pas de faire office de poursuivant ou de juge dans la détermination de la culpabilité ou de l'innocence. En date de ce rapport, ces affaires sont entre les mains de la police. Pour ce motif, le directeur général des élections n'a pas d'autres observations à formuler sur ces questions à l'heure actuelle.

L'enquête sur les allégations de corruption en contravention de la *Loi électorale* a constitué une première pour Élections Ontario. L'enquête a débuté le 13 janvier 2015 et a pris fin le 12 février 2015 avec un rapport remis au Procureur général. Comme le directeur général des élections l'a rapporté à l'Assemblée législative le 19 février 2015, aucun directeur général des élections en Ontario n'avait auparavant mené une enquête de type réglementaire sur des allégations de corruption ou n'avait signalé une violation apparente de la *Loi électorale* ou de la *Loi sur le financement des élections* au ministère du Procureur général.

Une fois que le directeur général des élections a reçu les plaintes et a entrepris son enquête, la Division de la conformité a canalisé les ressources internes et externes requises pour réaliser les travaux de façon exhaustive et opportune. L'achèvement des travaux en quelques semaines témoigne de la priorité accordée à l'intégrité du processus électoral par le Plan stratégique 2013-2017 du directeur général des élections et de la compétence de la Division de la conformité établie dans le cadre de la restructuration organisationnelle effectuée en 2014-2015, qui comportait la mise en place d'une équipe d'application de la conformité spécialisée.



# Après l'élection

Le processus électoral ne prend pas fin le jour du scrutin. Au cours des semaines et des mois qui ont suivi l'élection générale de 2014, nous avons fermé nos bureaux des directeurs du scrutin, avons payé des milliers de membres du personnel électoral et avons comptabilisé avec soin les tonnes de documents transmis aux circonscriptions électorales.

De plus, Élections Ontario a pris plusieurs mois pour analyser de quelle façon nous nous sommes comportés au cours du scrutin. Le fait de passer du temps précieux avec notre personnel et nos intervenants nous a permis de tenir compte de leur rétroaction et de cerner des difficultés communes. La clôture de cette élection constitue l'élément primordial requis pour commencer à planifier le cycle électoral de 2018.

## La conclusion de l'élection

Élections Ontario a conclu de façon ordonnée la 41<sup>e</sup> élection générale. Lors des dernières élections générales, le processus de la clôture officielle a nécessité environ un an. En 2014, nous avons eu recours à un nouveau processus plus efficace qui devait prendre seulement six mois.

Tout de suite après la compilation officielle, nos 107 directeurs du scrutin ont procédé à la tâche importante de fermer leurs bureaux des directeurs du scrutin et de préparer les dossiers et documents en vue de les renvoyer à l'entrepôt central d'Élections Ontario. Comme les documents étaient retournés à partir du terrain, nous avons comme priorité d'extraire des dossiers d'élection et des fichiers de données pour les livrer à des installations d'entreposage sécuritaires et pour entreprendre la production des registres des résultats officiels, qui dressent la liste des résultats de l'élection générale et le sommaire des suffrages exprimés.

Au moyen du nouveau processus, plus efficace, nous avons modifié le Registre permanent des électeurs de l'Ontario d'après les renseignements recueillis au cours de l'élection, reçu des documents des directeurs du scrutin afin de les stocker dans notre entrepôt, et effectué un exercice complet de contrôle de la qualité et d'inventaire afin de veiller à ce que tous les documents envoyés sur le terrain soient pris en compte. En outre, nous avons accompli la tâche de payer des dizaines de milliers de membres du personnel électoral dont l'Ontario dépend pour que l'élection soit bien menée. Nous avons également entrepris un exercice complet sur les enseignements tirés dans le but d'améliorer nos processus en vue de la prochaine élection générale en 2018.

## Sollicitation de commentaires

Élections Ontario a mené un exercice de clôture complet et ciblé en 2014-2015 comportant des sondages et des consultations de fond avec nos intervenants. Tout au long du processus, nous avons mis l'accent sur l'avenir.

Nous avons eu recours à une approche centrée sur les gens. Par l'intermédiaire d'Ipsos Reid, nous avons fait des sondages détaillés auprès du grand public, des clientèles particulières, des entités politiques et du personnel des bureaux régionaux. Une tournée de 11 séances de débriefage auprès du personnel régional d'Élections Ontario aux quatre coins de l'Ontario a été faite. Nous avons

tenu des séances avec le comité politique consultatif formé des 21 partis en Ontario. Le directeur général des élections et des membres principaux ont assisté à des réunions individuelles avec 50 anciens candidats et avec chaque parti politique qui forme l'Assemblée législative de l'Ontario.

Nous avons analysé toutes les données de recherche tirées du processus de clôture. Ces données éclaireront davantage notre vision et notre plan en vue d'une élection générale à date fixe en 2018 et par la suite. Les données importantes que nous avons tirées de notre clôture ont également conforté les recommandations factuelles du directeur général des élections à l'Assemblée législative en vue d'apporter des changements à la *Loi électorale* et à la *Loi sur le financement des élections* (voir les pages 27-40). Voici des éléments importants de nos travaux.

### Sondage exhaustif

Nous avons donné le mandat à Ipsos Reid d'effectuer des sondages avec tous nos intervenants : électeurs généraux et électeurs spéciaux; directeurs du scrutin; électeurs sans-abri; et candidats politiques, directeurs des finances et représentants de partis politiques. Il était ainsi plus facile de s'assurer que la vision de la population ontarienne soit intégrée à nos plans sur l'élection de l'avenir.

Nos sondages ont permis de recueillir des données auprès de collectivités ayant traditionnellement fait face à des obstacles au vote, dont les communautés autochtones, les électeurs ayant un handicap, les jeunes électeurs et les étudiants, les électeurs à l'étranger, les électeurs sans-abri et les électeurs dont la langue principale n'est ni l'anglais ni le français. Nous désirions en apprendre davantage au sujet des aspects du processus électoral qui fonctionnent le mieux pour eux et de

quelle façon Élections Ontario peut contribuer à supprimer les obstacles au vote. Les sondages révélaient que 95 p. 100 des électeurs généraux n'ont pas subi de problème ni ne se sont butés à un obstacle au vote. Les sondages ayant porté sur les clientèles particulières ont révélé que la plupart des résultats étaient cohérents avec ceux de l'électorat en général. Les Ontariens se trouvant à l'étranger (16 p. 100) et les personnes handicapées (22 p. 100) ont déclaré qu'elles se butent au plus grand nombre d'obstacles. Les obstacles auxquels les votants ont fait face comprenaient le fait de ne pas figurer sur la liste des votants, des problèmes d'identification, des lieux de vote peu pratiques, du personnel inefficace, des problèmes avec le bulletin de vote, des places de stationnement insuffisantes aux lieux de vote et de longues files d'attente.

### Tournée de débriefage

Élections Ontario a procédé à un débriefage exhaustif avec tous les directeurs du scrutin et les secrétaires du scrutin dans toute la province. L'exercice, réparti en 11 séances à divers endroits en Ontario, a permis à Élections Ontario de prendre connaissance de commentaires provenant de différentes communautés et régions. Nous nous sommes penchés sur les différences régionales, les défis communs et les idées auxquels ces communautés font face, et qui éclaireront le plan d'Élections Ontario en matière de modernisation du processus électoral et d'élaboration des élections de la prochaine génération. Tout au long de ce processus, nous avons eu recours à la méthode de réflexion et de conception dont nous avons commencé à nous servir en 2014. D'après cette méthode, les points de vue et les idées de tous les participants sont précieux pour bâtir un avenir plus souhaitable. Il s'agissait d'une nouvelle approche pour Élections Ontario, qui a permis

d'obtenir auprès des travailleurs de première ligne des commentaires plus utiles axés sur l'élaboration de solutions durables.

Ainsi, le personnel du bureau central a pu mieux saisir les défis auxquels nos bureaux des directeurs du scrutin font face pendant les élections, et bénéficier des meilleures idées pour améliorer le processus.

### Les échos de la tournée de débriefage

Bon nombre des thèmes abordés permettent d'éclairer la conception des élections à venir. Nous avons entendu beaucoup de commentaires des membres du personnel du bureau central et du personnel sur le terrain sur les avantages d'établir de meilleures voies de communication et de meilleures stratégies organisationnelles. Dans une élection, la logistique « en temps réel » constitue une véritable préoccupation. Nous avons entendu des idées détaillées sur la façon d'améliorer notre Avis de recensement (il s'agit de la carte postée à chaque citoyen figurant sur la liste des électeurs qui énonce de manière exhaustive où et quand voter), ce qui permettra d'améliorer l'accès des électeurs au vote.

Les directeurs et directrices du scrutin se sont pratiquement tous dits préoccupés par l'incapacité de trouver le personnel nécessaire pour travailler dans les bureaux de scrutin.

Bien que l'élection générale de 2018 soit au cœur de notre attention, nous nous sommes projetés bien au-delà de cette date, jusqu'à imaginer une élection générale en 2025. Nous avons incité les participants à élaborer des concepts de ce que serait une élection entièrement « automatisée » dans l'avenir et de la façon de former des travailleurs d'élection à gérer un tel environnement et d'aborder le défi du recrutement du personnel dans un contexte électoral très différent.

### Expérimenter nos meilleures idées

Pour concevoir l'élection de l'avenir, Élections Ontario doit expérimenter des technologies, des outils et des processus nouveaux et accessibles au public au cours des élections partielles afin de s'assurer qu'ils protègent l'intégrité du processus électoral tout en procurant à la population ontarienne une meilleure expérience de scrutin. Nos activités de clôture ont permis à Élections Ontario de donner la priorité aux projets pilotes d'élections partielles à venir menant à l'élection générale de 2018.



**Les directeurs et directrices du scrutin se sont pratiquement tous dits préoccupés par l'incapacité de trouver le personnel nécessaire pour travailler dans les bureaux de scrutin.**



# ➤ Au cours de l'exercice

Élections Ontario se trouve à mi-chemin dans la mise en œuvre d'un plan stratégique ambitieux qui améliorera notre façon de tenir une élection. Le cycle électoral compte généralement quatre ans. Il débute lors de l'année qui suit une élection générale par une analyse de cette élection et par un processus de planification menant à la prochaine élection.

Au cours de la deuxième année et de la troisième année, la planification se termine et la mise en œuvre débute, ce qui fait que d'ici la dernière année, nous sommes prêts à tenir la prochaine élection générale. L'exercice 2014-2015 était le dernier exercice de notre cycle d'activités. Outre la clôture de l'élection, nous avons réalisé un exercice de restructuration essentiel pour concrétiser cette vision. Nous avons exercé toutes nos activités dans le but de mettre en place l'élection de l'avenir.

## Préparation

La nouvelle structure organisationnelle d'Élections Ontario favorise l'innovation, le professionnalisme et la collaboration à tous les niveaux de l'organisme ainsi qu'une réflexion et une résolution de problèmes progressives et indépendantes par l'ensemble des employés.

Le modèle de dotation plus souple de la nouvelle structure fait en sorte que nos professionnels mettent tout le poids de leur compétence au service de nos activités au cours des scrutins et entre les élections, ce qui nous permet d'améliorer notre efficacité opérationnelle et d'équilibrer le besoin d'être toujours prêts à un scrutin tout en dirigeant de manière responsable et sûre de nouvelles idées et initiatives qui amèneront l'élection de l'avenir.

### Améliorer la conformité

L'examen du public s'est accru tant en ce qui a trait à la réglementation externe qu'à la conformité d'Élections Ontario à diriger ses propres

activités, en assurant l'accessibilité des électeurs, des intervenants et du personnel, en protégeant la confidentialité des données sur l'électeur et en fournissant des services en langue courante. Nous nous engageons à ce qu'une approche beaucoup plus formelle et proactive oriente mieux les recommandations et les décisions, de même que la recrudescence fondée sur le risque, la probabilité et l'impact potentiel. Les décisions relatives aux plaintes et les mesures pour pallier à la non-conformité seront plus systématiques au niveau approprié. Une stratégie d'atténuation du risque sera mise de l'avant. La non-conformité sera fondée sur des preuves et validée pour influencer sur le comportement des entités réglementées. Les cas graves de non-conformité auront la priorité et feront l'objet de mesures de dissuasion et de prévention de façon plus souple et percutante.

Ces changements représentent un pas en avant important vers le maintien de la confiance du public et de la confiance que les élections provinciales respectent la loi électorale de l'Ontario. Au cours des mois et des années à venir, Élections Ontario veillera activement à ce que les cas de non-conformité importants soient repérés et fassent l'objet de mesures de dissuasion et de prévention.

### Investissements stratégiques

Bien qu'Élections Ontario ait réalisé un certain nombre d'améliorations technologiques à l'interne en 2014-2015, les travaux supplémentaires liés à l'état de préparation constant à une élection

à date non fixe ont nui à certains plans visant à fournir à la population ontarienne un processus électoral plus moderne et accessible.

Dans les faits, certains aspects du processus électoral en Ontario ne sont pas viables. Par conséquent, après le résultat de l'élection de juin 2014, qui a permis à l'Ontario d'établir une date fixe en 2018 pour la prochaine élection générale, Élections Ontario a mis davantage l'accent sur des initiatives liées à la technologie et à l'accessibilité qui faciliteront le vote. Les améliorations deviendront manifestes pour la population ontarienne au cours des années et des élections à venir.

---

Afin de progresser de façon significative vers la réalisation de nos objectifs de préparer l'élection de la prochaine génération, l'organisme reconnaît un besoin urgent de faire des investissements équilibrés et réfléchis dans le domaine de la technologie qui respectent notre exigence de faire preuve de prudence financière et qui ne mettront pas en péril l'intégrité du processus électoral de l'Ontario.

---

### **Systeme de gestion des élections**

Notre nouveau système de gestion des élections (SGE) est presque prêt à être utilisé par le personnel sur le terrain. On s'attend à ce qu'il soit lancé sur le terrain en 2015-2016. Le SGE nous permettra de gérer plus efficacement toutes les facettes de l'administration de l'élection; ainsi, le

bureau central et nos bureaux des directeurs du scrutin d'Élections Ontario seront plus responsables et offriront un meilleur rendement. Le SGE est un projet continu et nous continuerons à améliorer cette caractéristique de notre travail, en en modifiant la portée au besoin au fur et à mesure que nous identifierons les nouvelles possibilités et les nouveaux défis offerts par le logiciel et que nous appuierons de nouvelles modifications à la loi.

### **Nouveau site Web**

Nous avons appliqué les enseignements que nous avons tirés d'une période préélectorale très réussie pour mettre en place un certain nombre d'innovations et d'améliorations technologiques. Plus particulièrement, les sept élections partielles menées par Élections Ontario avant l'élection générale de 2014 nous ont fourni de l'information importante sur les attentes de la population ontarienne à l'égard de notre site Web. Il est plus simple pour la population ontarienne d'accéder à notre nouveau site Web et d'y naviguer. Tous les intervenants peuvent y trouver plus facilement les renseignements dont ils ont besoin. Nous avons remanié le site Web de concert avec nos intervenants afin qu'il soit davantage centré sur l'utilisateur et comporte des caractéristiques d'accessibilité conformes aux exigences de la loi.



# ➤ Recommandations de modifications législatives

Élections Ontario doit permettre au système électoral de s'adapter aux nouveaux besoins de la société et à l'orientation collective d'une nouvelle génération d'Ontariens et d'Ontariennes.

Toutefois, les lois et les structures électorales actuelles de l'Ontario ont été établies à une époque marquée par l'inexistence des pratiques opérationnelles et des technologies types contemporaines.

The Chief Electoral Officer makes recommendations to the Legislative Assembly of Ontario about the *Election Act* and *Election Finances Act* revisions needed to keep our electoral process up to date.

Le directeur général des élections formule des recommandations à l'Assemblée législative de l'Ontario au sujet des révisions requises à la *Loi électorale* et à la *Loi sur le financement des élections* pour maintenir à jour notre processus électoral.

Le défi consiste à formuler des recommandations de changement qui préserveront un bon équilibre dans l'ensemble du système, notamment l'équilibre des principes de l'intégrité et de la confiance du public avec l'importance de donner accès et de préserver le secret. L'adoption trop rapide de nouvelles technologies se révélera coûteuse et comportera un degré élevé de risque, mais une

évolution trop lente ajoute des coûts différents à l'efficacité du processus.

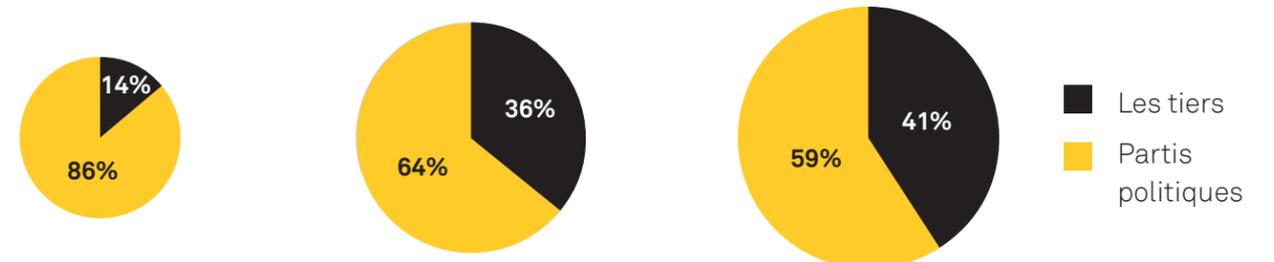
Tout en gardant à l'esprit le défi de préserver l'équilibre, le DGE continue de formuler les recommandations de modifications législatives suivantes.

## Renforcer la réglementation sur les tiers

**Le directeur général des élections recommande la constitution d'un organisme indépendant pour faire enquête sur les options de renforcement de la réglementation sur les tiers en Ontario de manière à ce que les tiers soient traités comme toutes les autres entités politiques en vertu de la Loi sur le financement des élections. De nouveaux règlements devraient prendre en compte les plafonds de dépense et de contribution des tiers, les exigences de présentation de rapports applicables aux tiers, ainsi que des dispositions relatives à l'inscription et à la lutte contre la collusion.**

Les tiers sont des groupes et des organisations autres que des candidats et des partis politiques qui font de la publicité au cours d'une élection

## Dépenses publicitaires de la période de campagne électorale



Élection générale de 2007  
Dépenses publicitaires  
13,1 million \$

Élection générale de 2011  
Dépenses publicitaires  
18,8 million \$

Élection générale de 2014  
Dépenses publicitaires  
21,3 million \$

## Dépenses publicitaires des tiers et des partis politiques aux élections générales

	Élection générale de 2007		Élection générale de 2011		Élection générale de 2014	
	Tiers	Partis politiques	Tiers	Partis politiques	Tiers	Partis politiques
\$0	2	6	3	11	4	13
\$1 - 5 000 \$	5	1	5	5	11	1
5 001 \$ - 40 000 \$	6	1	6	2	7	1
40 000 \$ - \$99 000 \$	3	1	4	0	6	1
99 001 \$ - 999 999 \$	3	0	1	0	6	0
1 000 000 \$ - 1 999 999 \$	1	1	2	1	1	1
More than 2 000 000 \$	2	2	1	2	2	2
<b>Dépenses publicitaires</b>	<b>1 847 659 \$</b>	<b>11 297 135 \$</b>	<b>6 804 470 \$</b>	<b>11 977 547 \$</b>	<b>8 696 231 \$</b>	<b>12 566 785 \$</b>

pour appuyer un candidat ou un parti ou s'y opposer. Ces dernières années, l'Ontario a constaté une hausse du nombre de tiers et une augmentation globale très importante des dépenses en publicité politique. Les dépenses lors de l'élection générale de 2014 se sont accrues de 358 p. 100 par rapport à l'élection générale de 2007. Sur le plan monétaire, ces dépenses de publicité sont très importantes. Elles ont plus que quadruplé, passant de 1,8 million de dollars à 8,7 millions de dollars.

La publicité des groupes de défense des droits et des groupes d'intérêts spéciaux constitue un aspect sain de la liberté démocratique. Dans le cadre des élections, certains groupes choisissent de publiciser leurs points de vue sur des enjeux; d'autres groupes choisissent de faire de la publicité en faveur de certains partis ou contre des partis. Cette dernière catégorie, connue sous le nom de tiers, doit s'inscrire et faire rapport de ses

activités publicitaires auprès d'Élections Ontario comme le font les partis politiques et les candidats. Élections Ontario examine ces rapports pour veiller à ce que les lois sur les finances électorales soient respectées et à ce que des conditions équitables soient maintenues lors d'une élection.

Les partis et les candidats sont assujettis aux plafonds de dépenses et de contributions lors des campagnes électorales; les tiers ne le sont pas. Les partis et leurs associations de circonscription sont assujettis à des plafonds de contribution et à des exigences de rapport en dehors des campagnes électorales; les tiers ne le sont pas.

Le directeur général des élections croit qu'il est temps de réexaminer et de reformuler les règles qui régissent les tiers annonceurs politiques compte tenu des montants d'argent importants et de plus en plus élevés qu'ils dépensent pendant la période des élections et en dehors de

celle-ci, cette dernière n'étant pas assujettie à la production de rapports. Le directeur général des élections pense que les lois sur le financement des élections de l'Ontario doivent assujettir les personnes qui font de la publicité pour ou contre l'élection de partis ou de candidats à des conditions équitables.

Les règles de l'Ontario régissant la publicité faite par des tiers sont uniques. Bien que sept autres provinces canadiennes comme la nôtre exigent que les tiers annonceurs inscrivent leurs activités et en fassent rapport, nous sommes la seule province canadienne qui n'impose pas de plafond de dépenses. Il importe de noter que les autres provinces et territoires du Canada qui ont décidé de réglementer les tiers ont prévu des plafonds de dépense *inférieurs* à ceux qui s'appliquent aux partis politiques et aux candidats.

Tout examen des règles sur les tiers nécessite également le renforcement des dispositions anti-collusion de notre loi. Le directeur général des élections croit qu'il est nécessaire de veiller à ce que les lois sur le financement des élections soient respectées.

Il est crucial que des modifications législatives soient apportées pour renforcer la réglementation régissant les tiers lors des élections, car le problème ira vraisemblablement en augmentant à chaque cycle électoral. Dans le budget provincial de 2015, le gouvernement a annoncé qu'il souhaitait renforcer les règles de publicité par des tiers. Pour ce motif, le directeur général des élections formulera un certain nombre de recommandations spécifiques en 2016 sur les façons d'améliorer les exigences dans ce domaine.

Un rapport détaillé des finances des entités politiques, dont les tiers, est fourni dans le présent rapport aux annexes F à O.

## Établir une autorité d'adressage unique

**Le directeur général des élections recommande qu'une autorité d'adressage unique soit établie en Ontario. L'autorité d'adressage pourrait être établie par Élections Ontario ou par un autre organisme gouvernemental.**

Parmi les plaintes les plus courantes qu'Élections Ontario reçoit des électeurs, des députés provinciaux, des partis et des candidats, mentionnons : « Pourquoi, même si j'ai vécu dans la même maison pendant 30 ans, Élections Ontario ne comprend pas encore où je vis? »

Il s'agit d'une question pertinente. Le système d'adressage de l'Ontario est très complexe et porte à confusion en raison de l'absence d'autorité centrale d'adressage. L'Ontario est l'une de quatre administrations à ne pas avoir une telle autorité centrale.

Chacune des 444 municipalités de l'Ontario gère de manière autonome ses propres données d'adressage. Élections Ontario reçoit ensuite cette information de la Société d'évaluation foncière des municipalités et d'autres sources et s'en sert pour communiquer avec les électeurs et les envoyer vers le lieu de vote adéquat. La difficulté découle notamment du fait que chaque municipalité a sa propre convention d'adressage. Si les municipalités ne règlent pas les conflits d'adressage, Élections Ontario n'a aucun recours. Cette réalité peut donner lieu à beaucoup de confusion. Voici un exemple :

Les Ontariens peuvent utiliser de multiples formes de leur adresse à différentes fins : leur numéro 911 pour leurs taxes, leur numéro de route rurale pour leur permis de conduire et leur adresse postale de Postes Canada pour leurs cartes d'assurance-santé. Par conséquent, Élections Ontario peut avoir une mauvaise compréhension de l'adresse à utiliser pour attribuer correctement le lieu de vote le plus proche. Il arrive que ces difficultés puissent priver les élec-

teurs d'un accès facile à leur lieu de vote.

Des cas comme le suivant illustrent une autre difficulté : Jack vit au 20, rue John, à Fenlon Falls. Il y a vingt ans, Fenlon Falls, Bobcaygeon et Lindsay ont été intégrées dans la ville fusionnée de Kawartha Lakes. Cependant, Fenlon Falls, Bobcaygeon et Lindsay ont tous l'adresse 20, rue John. Par conséquent, la ville de Kawartha Lakes compte maintenant trois adresses au 20, rue John. Maintenant que Jack vit à Kawartha Lakes, comment peut-on déterminer son adresse?

Lors de l'élection générale de 2014, de nombreux électeurs ont fait part de certains types de frustrations liés à leur adresse, dont un électeur qui a été renvoyé d'un endroit à l'autre entre des lieux de vote situés à Waynesburg et à Morrisburg, et des électeurs de Halton Hills qui étaient incapables d'utiliser un outil en ligne d'Élections Ontario pour trouver leurs lieux de vote en raison de formes multiples de leurs adresses.

Une autorité d'adressage – une seule source d'autorité – ayant pour but de déterminer l'adressage uniformisé (Avenue c. Ave. c. Ave) dans l'ensemble de l'Ontario par l'harmonisation d'une adresse par lieu, le règlement de l'adressage double dans la même municipalité et l'attribution d'un géocode à l'adresse aiderait non seulement Élections Ontario, mais également toutes les organisations qui ont des problèmes d'adressage dans la province.

#### **Redécoupage des limites des circonscriptions électorales de l'Ontario**

**Le directeur général des élections recommande que la Loi de 2005 sur la représentation électorale soit modifiée pour offrir un processus régulier et actualisé de révision des limites des circonscriptions électorales.**

L'Ontario est la seule province du Canada qui ne dispose pas d'un processus régulier de révision

des circonscriptions électorales et des limites. Toutefois, la mise à jour régulière et un processus de réalisation de telles révisions et d'adaptation de la carte électorale de manière à refléter la croissance de la population et les changements démographiques sont essentiels pour notre processus démocratique.

L'article 3 de la *Charte canadienne des droits et libertés* garantit notre droit de vote, qui comprend le droit à une « représentation efficace » d'après la Cour suprême du Canada. C'est pourquoi les lois sur les limites électorales doivent offrir aux citoyens une représentation efficace. Ces lois doivent protéger la « parité relative du pouvoir électoral » et peuvent tenir compte de facteurs comme la géographie, l'histoire, les intérêts de la communauté, et la représentation des minorités.

Autrement dit, lorsque la carte électorale est dressée, la taille de la population de chaque circonscription devrait être raisonnablement similaire. Règle générale, les tribunaux ont accepté un écart d'au plus 25 p. 100 de plus que la moyenne de la population de la circonscription.

Compte tenu du principe de la représentation efficace et des changements de population constatés – et que nous constaterons – il est impératif que l'Ontario actualise sa carte électorale. Sinon, nous pourrions risquer que notre carte actuelle soit contestée devant les tribunaux parce qu'elle ne reflète pas présentement la parité des votants.

Par exemple, la circonscription d'Oak Ridges Markham compte la plus grande population de la province. Elle a connu une croissance énorme ces dix dernières années et sa population est maintenant d'un peu plus de 243 000 habitants. La population moyenne par circonscription en Ontario est d'environ 128 000 personnes. Oak Ridges Markham excède par conséquent la taille de la population moyenne de 89 p. 100 – soit bien

au-delà du seuil de 25 p. 100 jugé raisonnable par les tribunaux. Il ne s'agit pas du seul exemple.

Ce sont des cas comme Oak Ridges Markham qui rendent l'Ontario vulnérable à une contestation en vertu de la Charte.

Au cours des 25 prochaines années, la population de l'Ontario devrait augmenter de 32,7 p. 100, soit près de 4,4 millions de personnes. On s'attend à ce que la population passe d'environ 13,4 millions de personnes en 2011 à 17,7 millions d'habitants en 2036. La région du Grand Toronto devrait connaître la croissance la plus rapide de la province. En effet, sa population devrait augmenter de 2,8 millions de personnes, soit 44,6 p. 100, pour atteindre près de 9,2 millions de personnes d'ici 2036.

La carte électorale fédérale a été redécoupée récemment et a pris effet lors de l'élection générale de 2015. La carte électorale de l'Ontario a de tout temps reflété étroitement la carte électorale fédérale.

Plusieurs provinces, dont la Colombie-Britannique, le Québec, la Saskatchewan, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse ont procédé récemment ou procèdent à la mise à jour de leurs propres circonscriptions électorales. Les autres provinces se sont

occupées de leurs décisions de redécoupage par l'intermédiaire d'une commission provinciale.

Le directeur général des élections estime vraiment qu'un redécoupage est nécessaire pour faire face aux disparités de population entre les circonscriptions électorales, et ce pour que l'Ontario dispose d'une démocratie saine et se conforme à la Charte.

(Depuis la version initiale du présent rapport, le gouvernement de l'Ontario a adopté une loi qui redécoupera les circonscriptions électorales de l'Ontario en vue de l'élection générale de 2018.)

#### **Établir des normes d'évaluation communes et une norme de certification pour la technologie électorale**

**Le directeur général des élections recommande que l'Ontario établisse des normes d'évaluation communes et un processus de certification de la technologie utilisés dans le processus électoral en Ontario.**

La technologie se veut très prometteuse pour les élections de l'avenir. De plus en plus, la population ontarienne s'attend à ce que la technologie soit utilisée pour faciliter le vote, offrir davantage de choix aux électeurs sur le mode, le moment et le



**De plus en plus, la population ontarienne s'attend à ce que la technologie soit utilisée pour faciliter le vote, offrir davantage de choix aux électeurs sur le mode, le moment et le lieu de vote et dégager des gains de productivité au niveau du processus électoral.**

lieu de vote et dégager des gains de productivité au niveau du processus électoral. Les organismes électoraux se tournent de plus en plus vers les technologies pour résoudre des défis logistiques, comme la difficulté de trouver près de 80 000 à 100 000 employés pour le jour du scrutin qui seront nécessaires pour les élections à venir.

En Ontario, l'adoption de la technologie dans le processus électoral s'est faite au cas par cas depuis la fin des années 1980. Les municipalités en ont pris l'initiative. Cette approche au cas par cas se voulait logique lorsque les technologies étaient nouvelles et qu'il n'y avait pas de pratiques exemplaires pouvant servir d'inspiration. L'approche au cas par cas permettait aux municipalités de l'ensemble de l'Ontario de faire œuvre de pionnières dans le domaine des solutions technologiques et de découvrir des solutions adaptées permettant de répondre à leurs besoins locaux.

Avec plus de 20 ans d'application pratique derrière nous, nous en sommes maintenant au stade où il nous faut apprendre de nos expériences pour pouvoir élaborer des pratiques exemplaires et des directives.

Les normes peuvent offrir aux municipalités et à la province des directives cohérentes d'adoption de technologies éprouvées à l'aide d'une approche mesurée et fondée sur des principes.

Il est crucial que notre approche de la technologie soit intentionnelle et fondée sur des preuves. Même si le public s'attend à ce que des organismes électoraux réalisent des gains de productivité au moyen de la technologie, ils sont de plus en

plus conscients des défaillances possibles des technologies. L'utilisation de la technologie comporte de nombreux avantages, mais également des risques, tel qu'illustré par des défaillances récentes de systèmes de grandes organisations comme Target, Apple iCloud, PlayStation et JCPenny.

Au fur et à mesure que le public s'informe au sujet des logiciels, des maliciels et de la manipulation des systèmes de données technologiques, il devient de plus en plus intéressé à savoir exactement comment les technologies utilisées lors des élections préservent l'intégrité de notre processus électoral. Pour que le public fasse confiance à l'intégrité du processus électoral, il doit être assuré de ce qui suit :

- La technologie utilisée pour exprimer un suffrage permet de dénombrer avec exactitude cette voix comme prévu.
- La technologie utilisée pour exprimer un suffrage préserve le secret du vote.
- La technologie utilisée pour comptabiliser les voix sera vérifiable et protégée contre la fraude.
- La technologie utilisée pour transmettre les résultats de l'élection sera vérifiable et protégée contre la fraude.

Afin que le public demeure confiant à l'égard de notre système électoral au fur et à mesure que nous adoptons la technologie, le directeur général des élections recommande que l'Ontario établisse un ensemble de normes d'évaluation communes qui guideront les administrateurs d'élection lorsqu'ils étudieront quelles technologies adopter, comment évaluer ces technologies et les normes techniques particulières des technologies adoptées dans le cadre du processus électoral.

### **Prolonger le calendrier électoral**

***Le directeur général des élections recommande de prolonger le calendrier électoral afin que le processus électoral fonctionne bien en contexte de date non fixe.***

Entre 2011 et 2014, Élections Ontario a géré ses activités sans date fixe pour la prochaine élection générale. Une fois que l'élection surprise de 2014 a été déclenchée, Élections Ontario a connu des difficultés importantes pour ouvrir des bureaux des directeurs du scrutin le jour de la publication du décret et commencer à servir le public le lendemain, tel que prévu par la loi.

Le directeur général des élections estime qu'un calendrier électoral de 29 jours serait insuffisant pour assurer une élection réussie pour les Ontariens et les Ontariennes en contexte d'élection à date non fixe.

Heureusement, le calendrier électoral de 2014 a été prolongé à 36 jours en raison des fêtes religieuses intermédiaires. Sans ce calendrier prolongé (qui a été ordonné en raison des circonstances particulières), Élections Ontario aurait peut-être fait face à des défis insurmontables. Même dans le contexte du calendrier prolongé, les directeurs du scrutin ont été confrontés à des obstacles temporels majeurs : il a fallu jusqu'au 14 mai, soit une semaine après la publication du décret, pour que les téléphones et le service Internet soient installés dans les bureaux sur le terrain et le lendemain de l'annonce par le NPD qui a précipité l'élection générale, 79 des 107 directeurs du scrutin ne disposaient pas du bail signé par le directeur général des élections pour leurs bureaux des directeurs du scrutin.

Un sondage Ipsos Reid ayant suivi l'élection a permis de constater que 47 p. 100 des directeurs

du scrutin n'avaient pas assez de temps pour gérer la logistique de l'ouverture de leurs bureaux sur le terrain. Seulement 42 p. 100 ont convenu que leur équipement de TI a été installé à temps.

Un calendrier électoral prolongé procurerait aux directeurs du scrutin le temps dont ils ont besoin une fois l'élection déclenchée pour assurer une expérience de vote simple et sans heurts à tous les électeurs.

### **Simplifier le choix du moment du calendrier électoral**

***Le directeur général des élections recommande de modifier la loi afin de lui donner plus de latitude pour prendre des décisions au sujet du calendrier électoral.***

Les dates clés du calendrier électoral sont énoncées dans la *Loi électorale* et la *Loi sur le financement des élections*. Certaines de ces dates comptent en avant à partir du jour de la publication du décret, d'autres comptent à rebours à partir du jour du scrutin et certaines sont calculées en fonction des jeudis. Par conséquent, l'ensemble du calendrier électoral est touché de manière incohérente lorsque la période de convocation des électeurs s'écarte de la norme. Cette difficulté logistique pourrait être amoindrie si le directeur général des élections avait davantage de discrétion pour établir les dates clés.

### **Établir un jour du scrutin qui n'est pas un jour d'école**

***Le directeur général des élections recommande de modifier la Loi électorale de façon à tenir les élections lors d'un jour autre qu'un jour d'école (fin de semaine ou congé scolaire).***

Les écoles sont fondamentales dans la gestion des élections. Elles comptent parmi les lieux de vote les

plus connus et les plus utiles, notamment parce qu'il s'en trouve dans presque tous les quartiers résidentiels en Ontario, et parce qu'elles ont tendance à répondre aux normes d'accessibilité.

Un jour du scrutin qui n'est pas un jour d'école donne aux électeurs un accès plus facile aux écoles et contribue à assurer la sécurité des enfants.

De nombreuses démocraties du monde entier tiennent leurs élections la fin de semaine. Comme le taux de participation diminue, il vaut peut-être la peine de noter que les autres démocraties qui tiennent leurs élections les fins de semaine ou les jours de congé scolaire ont généralement un taux de participation beaucoup plus élevé que le Canada. Veuillez vous référer à l'annexe R pour obtenir une liste des pays et des états dont le scrutin se tient la fin de semaine ou les jours de congé scolaire et pour connaître leurs taux de participation correspondants. La tenue d'élections la fin de semaine serait beaucoup plus utile pour de nombreux électeurs et pourrait avoir une incidence positive sur le taux de participation.

**Le directeur général des élections recommande d'intégrer et de simplifier le processus relatif aux déclarations de candidature ainsi qu'à l'inscription et au parrainage.**

La Loi électorale et la Loi sur le financement des élections exigent que les candidats exécutent un processus complexe et alambiqué dans le cadre duquel ils ont accompli trois tâches clés avant de pouvoir devenir des candidats officiels. À l'élection générale de 2014, tous les candidats devaient, en vertu de la Loi électorale, déposer leur déclaration de candidature auprès de leur directeur du scrutin local au plus tard à 14 h le 22 mai. La réalisation de ce processus assurait que le nom de

chaque candidat figure sur le bulletin de vote. La Loi électorale exigeait en outre que les candidats qui voulaient que leur allégeance politique figure à côté de leur nom sur le bulletin obtiennent le parrainage officiel du parti; les chefs de parti devaient alors déposer des formulaires de mise en candidature auprès du directeur général des élections au plus tard à 14 h le 22 mai.

En vertu de la Loi sur le financement des élections, les candidats doivent s'inscrire pour être admissibles à engager des dépenses électorales et à accepter des contributions. Ils ont jusqu'à la veille du jour du scrutin pour déposer leur inscription au Bureau du financement des élections à Élections Ontario. Le processus de déclaration de candidature, d'inscription et de parrainage est inutilement complexe et ne convient donc pas pour servir nos intervenants.

**Permettre l'inscription provisoire des gens âgés de 16 ans**

**Le directeur général des élections recommande l'inscription provisoire des gens par ailleurs admissibles à être ajoutés au Registre permanent des électeurs de l'Ontario lorsqu'ils ont 16 ans.**

Un électeur est plus susceptible de voter s'il sait où et quand le faire. Élections Ontario dit aux gens où et quand ils peuvent voter en leur envoyant une carte d'Avis d'enregistrement, qui fournit tous les renseignements pertinents. Les personnes qui figurent dans la liste des électeurs reçoivent automatiquement une carte d'Avis d'enregistrement. Par conséquent, ces personnes sont plus susceptibles de voter que celles qui ne sont pas inscrites dans la liste.

Les jeunes électeurs (âgés de 18 à 25 ans), quant à eux, présentent le taux d'inscription des votants le plus bas de tous les groupes d'âge en Ontario. Il va

sans dire que le fait de s'assurer qu'ils sont inscrits auprès d'Élections Ontario pourrait améliorer la probabilité qu'ils votent. L'une des façons les plus efficaces d'inscrire les jeunes votants serait de procéder à leur inscription avant qu'ils obtiennent leur diplôme d'études secondaires. À l'heure actuelle, l'inscription des électeurs est limitée aux personnes âgées d'au moins 18 ans; toutefois, à cet âge, de nombreux jeunes ont quitté l'école secondaire et sont maintenant au collège ou à l'université ou sur le marché du travail, où ils deviennent très mobiles et plus difficiles à contacter.

Le fait d'autoriser l'inscription anticipée à l'âge de 16 ans permettrait à Élections Ontario de collaborer avec les écoles et le programme de permis de conduire de l'Ontario afin que les jeunes électeurs puissent bénéficier d'une exposition maximale au processus d'inscription. De nombreux professeurs du niveau secondaire ont manifesté leur appui à ce concept, car il permettrait à leurs étudiants de prendre part à une action concrète après leur formation civique antérieure.

L'âge de voter en Ontario demeurerait à 18 ans dans un scénario comprenant l'inscription provisoire de jeunes personnes, l'inscription devenant active lors du dix-huitième anniversaire d'une personne. L'inscription provisoire des jeunes procurerait aux jeunes électeurs davantage de possibilités avant qu'ils atteignent l'âge de 18 ans, ce qui pourrait faire augmenter le taux de participation au sein de ce groupe.

(Depuis la rédaction de ce rapport, le gouvernement a indiqué qu'il déposera à l'Assemblée législative de l'Ontario un projet de loi permettant l'inscription provisoire de personnes par ailleurs admissibles lorsqu'elles atteignent l'âge de 16 ans.)

**Mettre en place une approche pratique des communications**

**Le directeur général des élections recommande que la Loi électorale et la Loi sur le financement des élections permettent une approche plus pratique et discrétionnaire des communications au cours d'une période électorale.**

Les Lois ont été rédigées à une époque à laquelle les documents imprimés constituaient le média principal de publicité et de communication et elles exigent encore de la publicité imprimée dans un certain nombre de contextes. Par exemple, la loi actuelle exige qu'Élections Ontario publie les lieux de vote par anticipation dans des journaux qui rejoignent la circonscription électorale trois jours avant l'ouverture des lieux de vote par anticipation.

C'est non seulement prohibitif, mais également inefficace; les lecteurs des journaux ont enregistré une baisse au cours de la dernière décennie, et de nombreux journaux locaux publient moins ou ont carrément cessé de publier. Au même moment, les autres voies de communication, comme les communications en ligne et les médias sociaux, sont de plus en plus acceptés. La loi devrait être modifiée de manière à ce que le directeur général des élections possède un plus grand pouvoir discrétionnaire pour choisir les modes de communication appropriés afin de joindre les électeurs.

**Fournir un accès plus facile pour faire campagne**

**Le directeur général des élections recommande de modifier la Loi électorale afin qu'elle concorde avec la réglementation fédérale en permettant aux candidats d'avoir accès à des immeubles d'habitation, des condominiums, des coopératives et des logements d'étudiants.**

Il arrive que des candidats et des partis politiques aient de la difficulté à accéder à des immeubles à logements multiples. En vertu de la loi actuelle, l'accès à des immeubles à logements multiples est régi par des lois qui excèdent le mandat d'Élections Ontario. Le directeur général des élections recommande que la *Loi électorale* donne aux candidats un accès similaire à ce qui est prévu au niveau fédéral dans la *Loi électorale du Canada*. L'incohérence entre les deux Lois occasionne de la confusion pour les électeurs et les entités politiques.

### Éliminer la première période d'interdiction de publicité commerciale

**Le directeur général des élections recommande de mettre la loi à jour pour éliminer la première période d'interdiction de publicité commerciale lors des élections car elle est désuète.**

La première période d'interdiction a été mise en place pour empêcher le parti politique qui formait le gouvernement d'acheter toute la publicité radio-diffusée et télédiffusée disponible avant le déclenchement d'une élection—et par conséquent de bénéficier d'un avantage injuste sur les autres parties. Toutefois, avec l'expansion des voies de communication survenues ces dernières années—dont les médias sociaux et d'autres méthodes très efficaces et à faible coût—Élections Ontario ne croit plus qu'un parti peut créer des conditions inéquitables en achetant la majorité des médias disponibles. La loi est donc désuète et doit faire l'objet d'une réforme.

Pendant l'élection générale de 2014, il y avait beaucoup de confusion dans les partis et chez d'autres intervenants concernant les types de publicité permis durant la première période d'interdiction de publicité commerciale. Le jour de la publication du décret et pendant la période d'interdiction, Élections Ontario a reçu de nombreuses questions sur l'acceptabilité, par exemple, du

recours à des médias sociaux comme Facebook au cours de la période d'interdiction. Les membres du public ne comprennent pas pourquoi la réglementation s'applique seulement aux médias traditionnels et non aux nouvelles formes de médias. La solution la plus simple consiste à supprimer la première période d'interdiction.

### Passer d'une élection à date fixe l'automne à une élection à date fixe au printemps

**Le directeur général des élections recommande de modifier la loi, qui prévoit actuellement une date fixe pour les élections générales le premier jeudi d'octobre tous les quatre ans, à une date fixe au printemps comme une date au début de juin.**

Un jour du scrutin printanier est préférable pour de nombreuses raisons :

- Les élections municipales en Ontario ont lieu à date fixe à l'automne. En 2018, l'élection provinciale à date fixe se tiendra deux semaines avant les élections municipales. Des élections rapprochées peuvent mener à une lassitude du votant et à une diminution de la participation aux bureaux de vote.
- Un jour du scrutin printanier s'accompagne de plus d'heures de lumière du jour et d'une température plus chaude, ce qui permet aux candidats et aux démarcheurs d'interagir plus facilement avec le public.
- Une date d'élection au printemps est profitable aux régions rurales parce qu'elle tombe immédiatement après la plantation, ce qui est plus utile pour les communautés de la chasse et de l'agriculture.
- Il y a moins de journées culturelles et de journées ayant une signification religieuse importantes au printemps qu'à l'automne.

- Le printemps offre une période de dépôt plus utile pour les candidats et les partis, qui, dans le régime actuel, doivent procéder au dépôt au cours de l'année civile suivante.

### Permettre la perception de pénalités administratives

**Le directeur général des élections recommande de modifier la Loi électorale et la Loi sur le financement des élections afin que le directeur général des élections possède le pouvoir de percevoir des pénalités administratives.**

Lorsqu'il est soumis à l'attention du directeur général des élections qu'une personne ou un groupe semble avoir enfreint sciemment la *Loi électorale* ou la *Loi sur le financement des élections*, la seule sanction pour le directeur général des élections est de signaler l'activité au procureur général à des fins de poursuite d'une infraction en vertu de la *Loi sur les infractions provinciales*. Outre la radiation, les seules sanctions pouvant être infligées sont des amendes après une condamnation prononcée par le tribunal. D'autres organismes de réglementation, dont Élections Canada, se voient confier l'application d'un plus grand éventail de sanctions administratives dans le but de préserver la conformité aux règles de leurs intervenants.

À l'élection générale de 2014, par exemple, Élections Ontario a reçu plusieurs plaintes alléguant que de la publicité politique n'avait pas été autorisée comme il se doit ou que les documents de campagne du candidat renfermaient de l'information incorrecte. Le directeur général des élections croit qu'il importe de pénaliser ce genre d'infraction mineure, mais qu'une poursuite complète et une condamnation au tribunal n'est peut-être pas une issue proportionnée. Des pouvoirs élargis conférés au directeur général des élections,

comme ceux qui sont exercés par d'autres organismes de réglementation, qui comprennent notamment le pouvoir de percevoir des amendes administratives, d'infliger des suspensions temporaires, ou de donner des réprimandes publiques pourraient contribuer à promouvoir la conformité et contribueraient à donner confiance au public dans le processus électoral.

### Centraliser la gestion de la campagne

**Le directeur général des élections recommande que la Loi électorale soit modifiée afin que les partis politiques inscrits aient accès à tous les produits et services fournis aux candidats et aux candidates.**

Élections Ontario fournit de l'information sur l'électorat aux candidats et aux candidates et, à titre de service, fournit certains des mêmes renseignements aux partis politiques inscrits. Comme la gestion des campagnes politiques devient plus centralisée (et que dans l'intervalle, la *Loi électorale* demeure structurée pour un modèle décentralisé), il est de plus en plus difficile de répondre à ces demandes de renseignements.

Par exemple, pendant l'élection générale de 2014, Élections Ontario a fourni des produits comme la liste électorale préliminaire et la liste des lieux de vote aux candidats et candidates, et aux représentants et représentantes des bureaux centraux de campagne des partis. Ce que nous fournissions à l'échelle centrale n'était pas toujours identique à ce qui était fourni aux candidats et candidates sur le terrain en raison des limites de notre logiciel et de nos systèmes, ce qui occasionne de la frustration chez nos intervenants politiques.

Bureau du directeur général des élections

# > **Loi électorale**

États financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2015



## **Elections Ontario**

**51, promenade Rolark  
Toronto (Ontario) M1R 3B1**

elections.on.ca  
1-888-668-8683

### **Responsabilité à l'égard de l'information financière**

Les états financiers ci-joints, présentés en vertu de la *Loi électorale*, ont été préparés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, sous la responsabilité de la direction. Les états financiers ont été correctement établis dans les limites raisonnables de l'importance relative et à la lumière des renseignements disponibles au 29 mars 2016.

La direction est responsable de l'intégrité des états financiers et maintient un système de contrôles internes conçu pour garantir dans une mesure raisonnable la protection des actifs et l'accès en temps voulu à des données financières fiables. Ce système repose notamment sur des politiques et des procédures officielles ainsi que sur une structure organisationnelle permettant de déléguer les pouvoirs et de séparer les responsabilités de manière appropriée.

Les états financiers ont été audités par la vérificatrice générale. Sa responsabilité consiste à exprimer une opinion sur la question de savoir si les états financiers sont présentés fidèlement et conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. Le rapport de l'auditeur indépendant, présenté à la page suivante, décrit la portée de l'examen et l'opinion de l'auditeur.

#### **Greg Essensa**

Le directeur général des élections

Le 29 mars 2016

**ATS:** 1-888-292-2312 **télec.:** 416-326-6200 **courriel:** info@elections.on.ca



*Rapport de l'auditeur indépendant*

Au directeur général des élections  
et au président de l'Assemblée législative de l'Ontario

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de *Loi électorale* – Dépenses, indemnités et honoraires, qui comprend l'état de la situation financière au 31 mars 2015 et les états des honoraires, dépenses et revenus et de l'excédent accumulé, de l'évolution de l'actif financier net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que

celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

**Opinion**

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de *Loi électorale* – Dépenses, indemnités et honoraires, au 31 mars 2015 ainsi que de ses honoraires, dépenses, revenus et de son excédent accumulé, de l'évolution de son actif financier net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Toronto (Ontario)  
Le 29 mars 2016

**Bonnie Lysyk, MBA, CPA, CA, LPA**  
Vérificatrice générale

## État de la situation financière

Au 31 mars 2015

	2015	2014
	\$	\$
<b>Actif financier</b>		
Encaisse	5 000 000	10 000 000
Comptes débiteurs (note 4)	345 543	248 309
	5 345 543	10 248 309
<b>Passif</b>		
Comptes créditeurs et charges à payer (note 5)	1 397 577	2 137 525
Payable à la province de l'Ontario (note 3)	3 947 966	8 110 784
	5 345 543	10 248 309
<b>Actif financier net (créance)</b>	—	—
<b>Actif non financier</b>		
Immobilisations corporelles (note 6)	9 472 027	8 345 866
Charges payées d'avance	381 278	400 244
	9 853 305	8 746 110
<b>Excédent accumulé</b>	<b>9 853 305</b>	<b>8 746 110</b>

Engagements (note 9)

Voir les notes complémentaires aux états financiers.

Approuvé par :



Directeur général des élections

## État des honoraires, dépenses et revenus et de l'excédent accumulé

Pour l'exercice clos le 31 mars 2015 (Voir les notes complémentaires aux états financiers.)

	2015	2014
	\$	\$
<b>Dépenses (note 2C)</b>		
<b>Droits, frais et honoraires</b>		
Directeurs du scrutin	12 688 582	930 605
Secrétaires du scrutin et du bureau de vote	9 081 307	566 966
Personnel de soutien	3 424 649	208 624
Autres adjoints	1 856 142	121 596
Réviseurs adjoints en poste le jour du scrutin	1 439 942	103 499
Scrutateurs principaux	1 189 626	79 767
Agents de recrutement	1 165 312	78 928
Coordonnateurs de l'informatisation	884 840	60 600
Chefs de secteur	683 716	52 635
Agent de formation	513 773	32 414
Autres superviseurs électoraux	370 635	--
Agents réviseurs	235 735	12 576
	33 534 259	2 248 210
<b>Dépenses de fonctionnement</b>		
Systèmes d'information et services de conseils	8 162 125	3 953 260
Cartes d'avis de recensement	6 769 226	433 542
Matériel de bureau et locations	5 699 577	3 972 973
Location de bureaux de vote et de bureaux du directeur du scrutin	5 634 840	410 607
Employés contractuels et temporaires	4 788 088	4 120 205
Publicité	2 889 081	516 641
Téléphone, affranchissement et expédition	2 800 974	1 106 077
Fournitures et formulaires électoraux	1 625 778	586 544
Loyer, entretien et sécurité du siège d'Élections Ontario	1 185 516	1 226 630
Déplacements	741 192	216 306
Charges liées à la formation	595 675	722 287
Liste des électeurs	590 747	25 676
Frais juridiques	380 073	145 371
Services de conseils en gestion	251 976	371 674
	42 114 868	17 807 793
<b>Dépenses d'amortissement</b>		
Dépenses d'amortissement – immobilisations corporelles	2 768 087	3 102 376
<b>Total des dépenses</b>	<b>78 417 214</b>	<b>23 158 379</b>
<b>Revenus</b>		
Trésor – mandat à justifier (note 3)	79 524 409	23 430 791
<b>Excédent annuel</b>	1 107 195	272 412
<b>Excédent accumulé au début de l'exercice</b>	8 746 110	8 473 698
<b>Excédent accumulé à la fin de l'exercice</b>	<b>9 853 305</b>	<b>8 746 110</b>

## État de l'évolution de l'actif financier net

Pour l'exercice clos le 31 mars 2015 (Voir les notes complémentaires aux états financiers.)

	2015	2014
	\$	\$
<b>Excédent annuel</b>	1 107 195	272 412
(Acquisition) d'immobilisations corporelles	(3 894 248)	(3 207 879)
Amortissement des immobilisations corporelles	2 768 087	3 102 376
(Acquisition) de charges payées d'avance	(381 278)	(400 244)
Utilisation des charges payées d'avance	400 244	233 335
<b>Augmentation (diminution) de l'actif financier net</b>	---	---
<b>Actif financier net au début et à la fin de l'exercice</b>	---	---

## État des flux de trésorerie

Pour l'exercice clos le 31 mars 2015 (Voir les notes complémentaires aux états financiers.)

	2015	2014
	\$	\$
<b>Opérations de fonctionnement</b>		
Excédent accumulé	1 107 195	272 412
Amortissement des immobilisations corporelles	2 768 087	3 102 376
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement		
(Augmentation)/Diminution des comptes débiteurs	(97 234)	9 017
(Augmentation)/Diminution des charges payées d'avance	18 966	(166 909)
Augmentation (diminution) des comptes créditeurs	(739 948)	495 797
(Diminution) du passif payable à la province de l'Ontario	(4 162 818)	(504 814)
Flux de trésorerie fournis par les opérations de fonctionnement	(1 105 752)	3 207 879
<b>Opérations en capital</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(3 894 248)	(3 207 879)
Flux de trésorerie (utilisés pour) les opérations en capital	(3 894 248)	(3 207 879)
<b>(Diminution) de la trésorerie</b>	(5 000 000)	---
<b>Encaisse au début de l'exercice</b>	10 000 000	10 000 000
<b>Encaisse à la fin de l'exercice</b>	5 000 000	10 000 000

## Notes afférentes aux états financiers

Pour l'exercice clos le 31 mars 2015

### 1. Nature des activités

Le Bureau du directeur général des élections (Élections Ontario) a été établi en vertu de la *Loi électorale* pour organiser l'élection des députés de l'Assemblée législative. Élections Ontario coordonne la formation et la rémunération de tous les membres du personnel électoral, ainsi que la mise à disposition de l'ensemble des lieux de vote, du matériel et des fournitures. Par ailleurs, Élections Ontario dirige et supervise le directeur du scrutin de chaque circonscription électorale.

Il y a eu une élection générale le 12 juin 2014 et une élection partielle au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015.

La rémunération et les avantages sociaux du directeur général des élections et du personnel permanent d'Élections Ontario n'étant pas considérés comme des « dépenses d'élection, indemnités et honoraires » aux termes de la *Loi électorale*, ils sont donc exclus des présents états financiers. Élections Ontario administre également la *Loi sur le financement des élections*, pour laquelle des états financiers distincts sont produits.

### 2. Principales conventions comptables

#### A) Principes comptables de base

La direction a préparé ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada établis par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public du Canada. Les principales conventions comptables utilisées pour préparer ces états financiers sont résumées ci-dessous.

#### B) Comptabilisation des revenus

Les revenus sont comptabilisés durant la période d'engagement des dépenses sous-jacentes.

#### C) Comptabilisation des dépenses

Les dépenses sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Le coût de tous les biens utilisés et de tous les services reçus pendant l'exercice est porté aux dépenses.

#### D) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût historique moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie utile estimative des immobilisations, avec application de la règle de la demi-année durant l'exercice où l'actif est acquis et disponible, comme il est indiqué ci-après :

Matériel et logiciel informatique	3 ans
Ameublement et équipement	5 ans
Améliorations locatives	5 ans

Les actifs en développement ne sont pas amortis avant d'être disponibles pour l'emploi productif.

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité d'Élections Ontario de fournir des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, ladite immobilisation corporelle est dépréciée. Le montant de la dépréciation est comptabilisé comme dépense dans l'état des honoraires, dépenses et revenus et de l'excédent accumulé.

#### E) Instruments financiers

Les actifs et passifs d'Élections Ontario sont comptabilisés comme suit :

- l'encaisse est assujettie à un risque négligeable de fluctuation de sa valeur, si bien que sa valeur comptable correspond approximativement à sa juste valeur;

- les comptes débiteurs, les comptes créditeurs et charges à payer, et les montants payables à/par la province de l'Ontario sont comptabilisés au coût.

Élections Ontario n'utilise pas d'instruments financiers dérivés.

#### F) Charges payées d'avance

Les charges payées d'avance, qui correspondent notamment aux licences de logiciels, sont imputées aux charges durant les périodes d'utilisation prévues.

#### G) Incertitude d'évaluation

La préparation des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction effectue des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants déclarés de l'actif et du passif à la date des états financiers et sur les montants des honoraires, revenus et dépenses pour la période de déclaration.

Les estimations reposent sur la meilleure information existante lors de la préparation des états financiers et sont réexaminées chaque année afin de tenir compte des nouvelles données à mesure qu'elles deviennent disponibles. Il existe une incertitude d'évaluation dans ces états financiers. Les montants réels pourraient différer de ces estimations.

#### 3. Source des fonds et des revenus divers

En vertu de la *Loi électorale*, les dépenses d'élection, indemnités et honoraires sont prélevés sur le Trésor de la province. Un mandat à justifier, sous forme d'avances en espèces, a été accordé à Élections Ontario pour le paiement des dépenses au moment où elles sont engagées. Élections Ontario demande périodiquement à la province de lui verser des fonds pour compenser les montants dépensés et prélevés sur le solde du mandat à justifier.

Au 31 mars 2015, le solde du mandat à justifier s'élevait à 5 000 000 \$ (2014 – 10 000 000 \$). Le solde du passif payable à la province de l'Ontario inscrit dans l'État de la situation financière représente le solde du mandat à justifier non dépensé à la fin de l'exercice.

#### 4. Comptes débiteurs

	2015	2014
Comptes débiteurs	765	10 671
TVH à recevoir	344 778	237 638
	345 543	248 309

Les comptes débiteurs correspondent en grande partie à des remboursements qui ont été versés par des fournisseurs après la fin de l'exercice et à la TVH à recevoir. Il est donc inutile de constituer des provisions pour créances douteuses.

#### 5. Comptes créditeurs et charges à payer

	2015	2014
Dépenses de fonctionnement à payer	1 359 152	1 960 914
Honoraires à payer	38 425	176 611
	1 397 577	2 137 525

Les comptes créditeurs et charges à payer correspondent en grande partie à des transactions opérationnelles ordinaires avec des fournisseurs tiers et sont assujettis aux conditions commerciales habituelles.

#### 6. Immobilisations corporelles

	Matériel et logiciel informatique	Logiciels en développement	Mobilier et équipement	Améliorations locatives	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Coût</b>					
Solde d'ouverture (1 <sup>er</sup> avril 2014)	20 796 575	4 181 397	984 693	688 034	26 650 699
Acquisitions	2 537 111	1 144 441	151 988	60 708	3 894 248
Dépréciations	(8 476)		(43 298)		(51 774)
Solde de clôture (31 mars 2015)	23 325 210	5 325 838	1 093 383	748 742	30 493 173
<b>Amortissement cumulé</b>					
Solde d'ouverture (1 <sup>er</sup> avril 2014)	16 812 640	—	869 007	623 186	18 304 833
Amortissement	2 655 351	—	67 121	45 615	2 768 087
Dépréciations	(8 476)		(43 298)		(51 774)
Solde de clôture (31 mars 2015)	19 459 515	—	892 830	668 801	21 021 146
<b>Valeur comptable nette (31 mars 2015)</b>	3 865 695	5 325 838	200 553	79 941	9 472 027

	Matériel et logiciel informatique	Logiciels en développement	Mobilier et équipement	Améliorations locatives	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Coût</b>					
Solde d'ouverture (1 <sup>er</sup> avril 2013)	18 166 127	4 160 595	936 562	663 081	23 926 365
Acquisitions	2 252 374	852 921	77 631	24 953	3 207 879
Dépréciations	(454 045)	—	(29 500)	—	(483 545)
Transfert entre catégories	832 119	(832 119)	---	---	---
Solde de clôture (31 mars 2014)	20 796 575	4 181 397	984 693	688 034	26 650 699
<b>Amortissement cumulé</b>					
Solde d'ouverture (1 <sup>er</sup> avril 2013)	14 285 188	—	844 941	555 873	15 686 002
Amortissement	2 981 497	—	53 566	67 313	3 102 376
Dépréciations	(454 045)	—	(29 500)	---	(483 545)
Solde de clôture (31 mars 2014)	16 812 640	—	869 007	623 186	18 304 833
<b>Valeur comptable nette (31 mars 2014)</b>	3 983 935	4 181 397	115 686	64 848	8 345 866

La majorité des immobilisations corporelles correspond au développement interne du Système de gestion des élections (SGE). Au 31 mars 2015, le coût total des immobilisations pour le développement du SGE était de 22 347 000 \$, dont 2 379 000 \$ ont été affectés aux immobilisations corporelles nécessaires pour administrer la *Loi sur le financement des élections*. La valeur comptable nette des immobilisations au 31 mars 2015 pour le SGE s'élevait au total à 10 014 000 \$, dont 1 067 000 \$ ont été affectés aux immobilisations corporelles requises pour administrer la *Loi sur le financement des élections*. Le coût des modules non utilisés est comptabilisé dans la catégorie des logiciels en développement. Le développement des modules du SGE se poursuivra et la direction prévoit utiliser ce système pour administrer les élections générales de 2018.

## 7. Opérations entre apparentés

Élections Ontario fournit gratuitement certains services administratifs, notamment en matière de comptabilité, de ressources humaines et de soutien en technologie de l'information, pour l'administration de la *Loi sur le financement des élections*.

Élections Ontario a versé à Infrastructure Ontario la somme de 1 036 800 \$ (2014 – 1 043 200 \$) pour l'utilisation d'espaces de bureau, dont 48 000 \$ ont été affectés à l'espace nécessaire pour administrer la *Loi sur le financement des élections* (2014- 48 000 \$).

En outre, Élections Ontario a versé au ministère des Finances la somme de 4 259 900 \$ (2014 – 3 576 800 \$) pour des services de technologie de l'information et d'autres services fournis par le Centre des données de Guelph, dont 21 500 \$ (2014- 7 400 \$) ont été affectés à la *Loi sur le financement des élections*.

## 8. Instruments financiers

### A) Risque de liquidité :

Le risque de liquidité est le risque qu'Élections Ontario ne soit pas en mesure de remplir ses obligations au moment opportun ou à un coût raisonnable. Élections Ontario gère son risque

de liquidité en surveillant ses exigences de fonctionnement. Élections Ontario demande la reconstitution des ressources dépensées et réduites du solde du mandat à justifier pour s'assurer de disposer d'assez de fonds pour remplir ses obligations. Les comptes créditeurs et les charges à payer sont généralement exigibles dans les 30 jours suivant la réception d'une facture.

### B) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier cause une perte financière à l'autre partie en manquant à une obligation. Élections Ontario est exposé à un risque lié au crédit minime découlant de ses comptes débiteurs.

De l'avis de la direction, Élections Ontario n'est pas exposé à un risque important lié au taux d'intérêt, aux devises, aux liquidités et au crédit découlant de ses instruments financiers en raison de leur nature.

## 9. Lease commitments

En mars 2015, Élections Ontario a négocié une prolongation de bail de 5 ans, soit jusqu'au 31 mai 2020. Un bail de cinq ans a également été signé pour la location d'un bureau à Toronto jusqu'au 31 août 2020. Élections Ontario partage ses locaux à bureaux principaux avec le Bureau qui administre la *Loi sur le financement des élections* et les coûts de location sont partagés en fonction des pieds carrés occupés par les bureaux respectifs.

Les paiements minimaux exigibles au titre de la location pour Élections Ontario, à l'exclusion du montant alloué à la *Loi sur le financement des élections*, pour le reste du bail, se présentent comme suit :

	\$
Exercice clos le 31 mars 2016	1 117 600
2017	1 171 100
2018	1 171 800
2019	1 173 500
2020	1 174 800
	<b>5 808 800</b>

## 10. Budget

Les montants prévus au budget doivent être divulgués en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public si les principes de base et la portée des activités sont conformes aux résultats réels déclarés. Le budget, qui est approuvé par le directeur général des élections, est préparé selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée, tandis que les résultats réels sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Compte tenu de l'incertitude quant au moment de la tenue de l'élection générale, le budget de l'exercice 2015 inclut des dépenses engagées pour des projets qui ont été mis en suspens lorsque l'élection générale a été déclenchée. En outre, en raison de l'incertitude concernant le nombre d'élections partielles à organiser au cours de l'exercice, le budget n'est pas comparable aux dépenses réelles engagées. Compte tenu de ces différences, le budget n'est pas divulgué dans les présents états financiers.

## 11. Rapprochement avec le mode de présentation du volume 1 des Comptes publics

L'état des charges du Bureau du directeur général des élections – *Loi électorale*, présenté dans le volume 1 des Comptes publics de l'Ontario, a été préparé conformément aux conventions comptables observées pour préparer les estimations selon lesquelles les achats d'immobilisations corporelles sont passés en charge durant l'année d'acquisition au lieu d'être capitalisés et amortis sur la durée de vie utile. Sont exclues par ailleurs du volume 1 les charges constatées à payer qui sont comptabilisées dans

les présents états financiers. Le rapprochement du total des charges déclarées dans le volume 1 avec le total des dépenses déclarées dans ces états financiers se présente comme suit :

	2015	2014
	\$	\$
Total des charges réglementaires selon le volume 1	80,309,953	23,216,500
Achat d'immobilisations	(3,894,248)	(3,207,879)
Amortissement des immobilisations	2,768,087	3,102,376
Variation des charges constatées	(766,578)	47,382
	<b>(1,892,739)</b>	<b>(58,121)</b>
Total des dépenses selon les états financiers vérifiés	78,417,214	23,158,379

## 12. Salaires et avantages sociaux des employés

Les salaires et avantages sociaux des employés qui ne se reflètent ni dans les états financiers de *Loi électorale-Dépenses*, indemnités et honoraires ni dans les états financiers de la *Loi sur le financement des élections* sont appliqués séparément sous Charges d'administration des élections dans le volume 1 des Comptes publics de l'Ontario. Les chiffres du volume 1 sont préparés selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée, comme le décrit la note 11.

Les montants affectés et les charges réelles étaient les suivants :

	2015		2014	
	Affecté	Charge réelle	Affecté	Charge réelle
Traitements et salaires	6 397 600	5 725 877	6 283 600	5 589 763
Avantages du personnel	1 471 500	1 114 872	1 445 300	1 119 210
<b>Total</b>	<b>7 869 100</b>	<b>6 840 549</b>	<b>7 728 900</b>	<b>6 708 973</b>

Bureau du directeur général des élections

# > **Loi sur le financement des élections**

États financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2015



**Elections  
Ontario**

**51, promenade Rolark  
Toronto (Ontario) M1R 3B1**

elections.on.ca  
1-888-668-8683

## **Responsabilité à l'égard de l'information financière**

Les états financiers ci-joints, présentés en vertu de la *Loi sur le financement des élections*, ont été préparés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, sous la responsabilité de la direction. Les états financiers ont été correctement établis dans les limites raisonnables de l'importance relative et à la lumière des renseignements disponibles au 29 mars 2016.

La direction est responsable de l'intégrité des états financiers et maintient un système de contrôles internes conçu pour garantir dans une mesure raisonnable la protection des actifs et l'accès en temps voulu à des données financières fiables. Ce système repose notamment sur des politiques et des procédures officielles ainsi que sur une structure organisationnelle permettant de déléguer les pouvoirs et de séparer les responsabilités de manière appropriée.

Les états financiers ont été audités par la vérificatrice générale. Sa responsabilité consiste à exprimer une opinion sur la question de savoir si les états financiers sont présentés fidèlement et conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. Le rapport de l'auditeur indépendant, présenté à la page suivante, décrit la portée de l'examen et l'opinion de l'auditeur.

**Greg Essensa**

Le directeur général des élections

Le 29 mars 2016

**ATS:** 1-888-292-2312 **télec.:** 416-326-6200 **courriel:** info@elections.on.ca



*Rapport de l'auditeur indépendant*

Au directeur général des élections  
et au président de l'Assemblée législative de l'Ontario

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Bureau du directeur général des élections en vertu de la *Loi sur le financement des élections*, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2015 et les états des résultats et de l'excédent accumulé et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que

celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

**Opinion**

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Bureau du directeur général en vertu de la *Loi sur le financement des élections* au 31 mars 2015, ainsi que des résultats de son fonctionnement et de son excédent accumulé et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Toronto (Ontario)  
Le 29 mars 2016

**Bonnie Lysyk, MBA, CPA, CA, LPA**  
Vérificatrice générale

## État de la situation financière

Au 31 mars 2015

	2015	2014
	\$	\$
<b>Actif financier</b>		
Comptes débiteurs – Trésor	4 778 478	1 285 121
	4 778 478	1 285 121
<b>Passif</b>		
Créditeurs et charges à payer (note 3)	4 619 404	1 132 669
Obligation au titre des prestations constituées (note 5B)	159 074	152 452
	4 778 478	1 285 121
<b>Actif financier net</b>	—	—
<b>Actif non financier</b>		
Immobilisations corporelles (note 4)	1 084 592	841 511
<b>Excédent accumulé</b>	<b>1 084 592</b>	<b>841 511</b>

### Engagements (note 9)

Voir les notes complémentaires aux états financiers.

Approved by:



Directeur général des élections

## État des résultats et de l'excédent accumulé

Pour l'exercice clos le 31 mars 2015 (Voir les notes complémentaires aux états financiers.)

	2015 Budget (note 11)	2015	2014
	\$	\$	\$
<b>Charges</b>			
<b>Administration et fonctionnement</b>			
Salaires et avantages sociaux (note 5)	1 096 700	1 037 583	959 417
Honoraires	695 700	242 943	177 132
Charges et fournitures liées aux bureaux	202 200	142 051	65 977
Location des bureaux	45 900	48 002	48 029
Téléphone, affranchissement et expédition	15 500	13 171	14 770
Autres	18 600	1 057	1 706
Amortissement		210 611	110 030
	2 074 600	1 695 418	1 377 061
<b>Subventions (note 6)</b>			
Dépenses liées à la campagne électorale			
- les candidats;	3 535 300	3 441 926	292 552
- partis	1 362 200	1 222 159	66 410
Frais de vérification			
Rapports annuels			
- associations de circonscription	355 900	330 337	331 340
- partis	33 500	36 130	31 501
Rapports de campagne électorale			
- les candidats;	933 700	758 984	64 211
- partis	97 400	50 453	22 716
- associations de circonscription	356 700	334 766	20 596
Candidats à la direction d'un parti	19 200	1 544	576
	6 693 900	6 176 299	829 902
<b>Total des charges</b>	8 768 500	7 871 717	2 206 963
Moins : contributions anonymes et contributions en trop reçues (note 2D)	1 000	61 922	105 802
<b>Charges nettes</b>	8 767 500	7 809 795	2 101 161
<b>Revenus</b>			
Trésor – crédits votés (note 2E)	8 767 500	8 052 876	2 336 862
<b>Excédent annuel</b>	—	243 081	235 701
<b>Excédent accumulé au début de l'exercice</b>	841 511	841 511	605 810
<b>Excédent accumulé à la fin de l'exercice</b>	841 511	1 084 592	841 511

## État des flux de trésorerie

Pour l'exercice clos le 31 mars 2015 (Voir les notes complémentaires aux états financiers.)

	2015	2014
	\$	\$
<b>Opérations de fonctionnement</b>		
Excédent annuel	243 081	235 701
Amortissement des immobilisations corporelles	210 611	110 030
Obligation au titre des avantages accumulés	6 622	12 404
	460 314	358 135
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement (Augmentation)/diminution des comptes débiteurs – Trésor	(3 493 357)	1 044 010
Augmentation/(diminution) des comptes créditeurs et charges à payer	3 486 735	(1 056 414)
	(6 622)	(12 404)
Flux de trésorerie fourni par les opérations de fonctionnement	453 692	345 731
<b>Opérations en capital</b>		
Achat d'immobilisations corporelles	(453 692)	(345 731)
Flux de trésorerie fourni par/(utilisé pour) les opérations en capital	(453 692)	(345 731)
<b>(Augmentation)/diminution du flux de trésorerie</b>	—	—
<b>Flux de trésorerie, début de l'exercice</b>	—	—
<b>Flux de trésorerie, fin de l'exercice</b>	—	—

## Notes afférentes aux états financiers

Pour l'exercice clos le 31 mars 2015

### 1. Nature des activités

Le directeur général des élections est chargé de faire appliquer la *Loi électorale* et la *Loi sur le financement des élections*. Ces états financiers reflètent les activités exercées en vertu de la Loi sur le financement des élections [la Loi]. En vertu de cette Loi, le directeur général des élections enregistre et revoit les dépôts des partis politiques, des associations de circonscription, des candidats et des candidats à la course à la direction d'un parti de l'Ontario pour surveiller la conformité au plafond des contribution et des dépenses établi par la Loi. Le directeur général des élections verse également des subventions aux bénéficiaires admissibles comme le prévoit la Loi.

Il y a eu une élection générale le 12 juin 2014 de même qu'une course à la direction et une élection partielle au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015. Des élections partielles ont été menées au cours de l'exercice clos le 31 mars 2014.

Les dépenses admissibles et les acquisitions de biens en vertu de la Loi sont payées par le Bureau du directeur général des élections et remboursées à même le Trésor jusqu'à concurrence du plafond des crédits votés.

### 2. Conventions comptables importantes

#### A) Principes comptables de base

Ces états financiers ont été dressés par la direction conformément aux normes comptables du secteur public établies par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public. Les conventions comptables importantes utilisées pour dresser ces états sont résumées ci-après.

#### B) Comptabilisation des dépenses

Les dépenses sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Le coût de tous les biens utilisés et de tous les services reçus pendant l'exercice est porté aux dépenses.

#### C) Comptabilisation des revenus – financement provincial

Les revenus issus de la province sont comptabilisés durant la même période que les dépenses d'administration, de fonctionnement et de subvention qu'ils permettent de couvrir. Il en découle que le total des comptes créditeurs et charges à payer plus l'obligation au titre des avantages accumulés est égal à la somme des comptes débiteurs – Trésor.

#### D) Comptabilisation des revenus – contributions anonymes et contributions en trop

Dans le cadre de la Loi, les contributions anonymes reçues par un parti politique, une association de circonscription, un candidat à une élection ou un candidat à la direction d'un parti inscrit doivent être remises au directeur général des élections. Il convient également de remettre au directeur général des élections les contributions en trop, c'est-à-dire qui dépassent le plafond spécifié dans la Loi, à moins que le bénéficiaire soit en mesure de rembourser ces contributions en trop au contributeur. Du fait de leur nature imprévisible, ces contributions sont comptabilisées au moment de leur réception.

#### E) Crédits votés

Le Bureau est financé au moyen des crédits votés chaque année par la province de l'Ontario. Comme le crédit voté est préparé selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée, le recours à la méthode de comptabilité d'exercice entraîne des excédents ou des déficits, incluant la capitalisation et l'amortissement des immobilisations, et la comptabilisation des coûts liés aux avantages sociaux que les employés ont acquis mais qui seront financés à partir de crédits futurs. Aux fins des états financiers, le crédit a été retraité d'après la méthode de la comptabilité d'exercice.

#### F) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût historique moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie utile estimative des immobilisations, avec application de la règle de la demi-année durant l'exercice où l'actif est acquis et disponible, comme suit :

Matériel et logiciel informatique	3 ans
Ameublement et équipement	5 ans
Améliorations locatives	5 ans

Les actifs en développement ne sont pas amortis avant d'être disponibles pour l'emploi productif.

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité du Bureau de fournir des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, ladite immobilisation corporelle est dépréciée.

#### G) Instruments financiers

The Office's financial assets and financial liabilities are accounted for as follows:

- Les comptes débiteurs sont comptabilisés au coût.
- Les comptes créditeurs et les charges à payer sont comptabilisés au coût.
- L'obligation au titre des avantages accumulés est comptabilisée au coût en fonction des droits acquis par les employés au 31 mars 2015. Une estimation de la juste valeur fondée sur des hypothèses actuarielles concernant la date où ces avantages seront effectivement versés n'a pas été faite, car il ne devrait pas y avoir d'écart significatif par rapport au montant comptabilisé.

Le Bureau n'utilise pas d'instruments financiers dérivés.

#### H) Subventions

Les subventions à l'égard des dépenses liées à la campagne électorale ou des frais de vérification des rapports de campagne sont comptabilisées pour l'exercice durant lequel l'élection a lieu. Les

subventions à l'égard des frais de vérification offertes aux candidats à la direction d'un parti sont comptabilisées pour l'exercice durant lequel le scrutin correspondant se déroule. Les subventions à l'égard des frais de vérification des rapports annuels sont comptabilisées pour l'exercice relatif à ces rapports.

#### I) Incertitude d'évaluation

La préparation des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction effectue des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants déclarés de l'actif et du passif à la date des états financiers et sur les montants déclarés des revenus et des charges pour la période de déclaration.

Les estimations reposent sur la meilleure information existante lors de la préparation des états financiers et sont réexaminées chaque année afin de tenir compte des nouvelles données à mesure qu'elles deviennent disponibles. Il existe une incertitude d'évaluation dans ces états financiers. Les montants réels pourraient différer de ces estimations.

#### 3. Comptes créditeurs et charges à payer

	2015	2014
Subventions à payer	4 497 790	1 019 903
Passif – administration et fonctionnement	64 474	66 131
Congés cumulés	57 140	46 635
	<b>4 619 404</b>	<b>1 132 669</b>

Dans les subventions à payer sont déclarés les montants dus aux partis et aux candidats inscrits. Le passif lié à l'administration et au fonctionnement correspond à des transactions opérationnelles ordinaires avec des fournisseurs tiers et est assujéti aux conditions commerciales habituelles. Les avantages sociaux accumulés sont comptabilisés en fonction des arrangements en matière d'emploi et des droits prévus par la loi.

#### 4. Immobilisations corporelles

	Matériel et logiciel informatique	Logiciels en développement	Mobilier et équipement	Améliorations locatives	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Coût</b>					
Solde d'ouverture (1 <sup>er</sup> avril 2014)	1 480 080	490 715	59 920	46 511	2 077 226
Acquisitions	311 494	142 198	—	—	453 692
Dépréciations	(13 983)	—	(1 092)	—	(15 075)
Solde de clôture (31 mars 2015)	1 777 591	632 913	58 828	46 511	2 515 843
<b>Amortissement cumulé</b>					
Solde d'ouverture (1 <sup>er</sup> avril 2014)	1 134 756	—	57 904	43 055	1 235 715
Amortissement	205 202	—	2 016	3 393	210 611
Dépréciations	(13 983)	—	(1 092)	—	(15 075)
Solde de clôture (31 mars 2015)	1 325 975	—	58 828	46 448	1 431 251
<b>Valeur comptable nette (31 mars 2015)</b>	<b>451 616</b>	<b>632 913</b>	<b>—</b>	<b>63</b>	<b>1 084 592</b>

	Matériel et logiciel informatique	Logiciels en développement	Mobilier et équipement	Améliorations locatives	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Coût</b>					
Solde d'ouverture (1 <sup>er</sup> avril 2013)	1 135 269	489 795	59 920	46 511	1 731 495
Transferts de développement	97 959	(97 959)	—	—	—
Acquisitions	246 852	98 879	—	—	345 731
Solde de clôture (31 mars 2014)	1 480 080	490 715	59 920	46 511	2 077 226
<b>Amortissement cumulé</b>					
Solde d'ouverture (1 <sup>er</sup> avril 2013)	1 035 526	—	53 872	36 287	1 125 685
Amortissement	99 230	—	4 032	6 768	110 030
Solde de clôture (31 mars 2014)	1 134 756	—	57 904	43 055	1 235 715
<b>Valeur comptable nette (31 mars 2014)</b>	<b>345 324</b>	<b>490 715</b>	<b>2 016</b>	<b>3 456</b>	<b>841 511</b>

La majorité des logiciels informatiques correspond au développement interne du Système de gestion des élections (SGE). Au 31 mars 2015, le coût total des immobilisations pour le développement du SGE était de 22 347 000 \$, dont 2 379 000 \$ ont été affectés aux immobilisations corporelles nécessaires pour administrer la Loi. La valeur comptable nette des immobilisations au 31 mars 2015 pour le SGE s'élevait au total à 10 014 000 \$, dont 1 067 000 \$ ont été affectés aux immobilisations corporelles nécessaires pour administrer la Loi. Le coût des modules non utilisés actuellement est comptabilisé dans la catégorie des logiciels en développement. Le développement des modules du SGE se poursuivra et la direction prévoit utiliser ce système pour administrer les élections générales de 2018.

## 5. Avantages sociaux futurs

### A) Prestations de retraite

Les employés à temps plein du Bureau cotisent à la Caisse de retraite des fonctionnaires (CRF), régime de retraite à prestations déterminées ouvert aux employés de la province et de nombreux organismes provinciaux. La province de l'Ontario, qui est le seul commanditaire de la CRF, détermine le montant des paiements annuels que le Bureau doit verser à la caisse. Comme le commanditaire doit s'assurer que la caisse de retraite est financièrement viable, les excédents ou passifs non capitalisés découlant des évaluations actuarielles requises par la loi ne sont pas des actifs ou obligations du Bureau.

Les 62 000 \$ versés cette année par le Bureau (58 000 \$ en 2014) sont déclarés dans les dépenses liées aux salaires et aux avantages sociaux dans l'état des résultats et de l'excédent accumulé.

### B) Obligation au titre des avantages accumulés

Bien que les coûts relatifs aux indemnités de départ prescrites par la loi et aux congés accumulés inutilisés par les employés soient comptabilisés par la province au moment où ces avantages sont acquis par les employés admissibles,

ces coûts sont également comptabilisés dans les présents états financiers. Pour l'exercice écoulé, ces coûts totalisent 17 000 \$ (8 000 \$ en 2014) et sont déclarés dans les charges liées aux salaires et aux avantages sociaux dans l'état des résultats et de l'excédent accumulé. L'obligation totale au titre de ces coûts est comptabilisée dans l'obligation au titre des avantages accumulés, moins les montants payables dans un délai d'un an, qui sont inclus dans les comptes créditeurs et charges à payer, comme suit :

	2015	2014
Obligation totale au titre des indemnités de départ et des congés annuels	216 214	199 087
Moins : Montants dus dans un délai d'un an et inclus dans les créditeurs et charges à payer	57 140	46 635
Obligation au titre des avantages accumulés	159 074	152 452

### C) Avantages postérieurs à l'emploi, autres que les prestations de retraite

Le coût des avantages postérieurs à l'emploi autres que les prestations de retraite est déterminé et financé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et n'est donc pas traité dans ces états financiers.

## 6. Subsidies

La Loi exige le versement de différentes subventions. Les montants des subventions indiqués ci-après sont en vigueur pour la période allant du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2018.

- Dépenses liées à la campagne de chaque candidat inscrit recueillant au moins 15 % des suffrages exprimés dans une circonscription. Sera remboursé le montant le plus faible des deux calculs suivants : 20 % des dépenses de campagne du candidat, ou 20 % du plafond des dépenses de campagne autorisé, soit 1,28 \$ (1,19 \$ de 2009 à 2013) par personne

ayant qualité d'électeur. Les candidats de circonscriptions du Nord désignées peuvent recevoir 9 310 \$ supplémentaires [8 680 \$ de 2009 à 2013].

- Dépenses liées à la campagne de chaque parti inscrit recueillant au moins 15 % des suffrages exprimés dans une circonscription. Le montant remboursé correspond à cinq cents par personne ayant qualité d'électeur dans chaque circonscription électorale.
- Les frais de vérification des rapports de campagne et annuels d'une association de circonscription inscrite sont subventionnés à hauteur d'un maximum de 798 \$ par rapport [744 \$ de 2009 à 2013].
- Les frais de vérification des rapports de campagne et annuels d'un parti inscrit sont subventionnés à hauteur d'un maximum de 1 596 \$ \$ par rapport [1 488 \$ de 2009 à 2013].
- Les frais de vérification des rapports de campagne d'un candidat sont subventionnés à hauteur d'un maximum de 1 330 \$ par rapport [1 240 \$ de 2009 à 2013].
- Les frais de vérification des rapports de campagne d'un candidat à la direction d'un parti sont subventionnés à hauteur d'un maximum de 1 064 \$ par rapport [992 \$ de 2009 à 2013].

## 7. Opérations entre apparentés

Certains des services administratifs nécessaires à l'administration de la Loi, notamment en matière de comptabilité, de ressources humaines et de soutien en technologie de l'information, sont fournis gratuitement par le Bureau du directeur général des élections.

Le Bureau du directeur général des élections a affecté 48 000 \$ (48 000 \$ en 2014) à l'utilisation d'espaces de bureau nécessaires à l'administration de la Loi.

Le Bureau du directeur général des élections a affecté 21 500 \$ (7 400 \$ en 2014) pour la technologie de l'information et d'autres services

fournis par le ministère des Finances.

## 8. Instruments financiers

### A) Risque de liquidité :

Le risque de liquidité est le risque que le Bureau ne soit pas en mesure de remplir ses obligations au moment opportun ou à un coût raisonnable. Le Bureau gère son risque de liquidité en surveillant ses exigences de fonctionnement. Le Bureau se finance au moyen de crédits annuels pour s'assurer de disposer d'assez de fonds pour remplir ses obligations. Les comptes créditeurs et les charges à payer sont généralement exigibles dans les 30 jours suivant la réception d'une facture.

### B) Risque de crédit :

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier cause une perte financière à l'autre partie en manquant à une obligation. Le Bureau est exposé au risque lié au crédit surtout du fait des soldes débiteurs de la province.

De l'avis de la direction, le Bureau n'est pas exposé à un risque important lié aux liquidités et au crédit découlant de ses instruments financiers en raison de leur nature.

## 9. Engagements en matière de location

En mars 2015, le Bureau a négocié la prolongation du bail pour 5 ans, soit jusqu'au 31 mai 2020. Les charges annuelles du Bureau du directeur général des élections à l'égard de la location des bureaux sont établies en fonction de la superficie en pieds carrés occupée, et les montants des futurs engagements en matière de location associés aux espaces nécessaires à l'administration de la Loi sont les suivants :

	\$
Exercice clos le 31 mars 2016	46 400
2017	47 400
2018	47 400
2019	47 400
2020	47 400
	236 000

## 10. Rapprochement avec le mode de présentation du volume 1 des Comptes publics

L'état des charges du Bureau présenté dans le volume 1 des Comptes publics de l'Ontario a été préparé conformément aux conventions comptables observées pour préparer les estimations soumises à des fins d'approbation à la Commission de régie interne, selon lesquelles les achats d'immobilisations corporelles sont passés en charges durant l'année d'acquisition au lieu d'être capitalisés et amortis sur la durée de vie utile. Sont exclus par ailleurs du volume 1 les frais de subventions constatés à payer, les coûts relatifs aux futurs avantages sociaux, les autres dépenses administratives payées après fin avril 2015. Les estimations, qui sont préparées selon la même méthode de comptabilité que le total des dépenses rapporté au volume 1 des Comptes publics de l'Ontario, ont été approuvées à hauteur de 9 449 000 \$ (10 518 100 \$ en 2014) pour l'exercice 2015. Le rapprochement du total des charges déclaré dans le volume 1 avec le total des charges déclaré dans ces états financiers se présente comme suit :

	2015	2014
	\$	\$
Total des charges selon le volume 1	4 566 761	3 362 572
Frais de subvention constatés à payer	3 477 887	(1 084 886)
Variation des charges administratives constatées	(445 464)	(286 555)
Amortissement des immobilisations	210 611	110 030
	3 243 034	(1 261 411)
Charges nettes selon les états financiers vérifiés	7 809 795	2 101 161

## 11. Budget

Les montants prévus au budget doivent être divulgués en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et la méthode de la comptabilité ainsi que la portée des activités doivent être cohérentes avec les résultats réels déclarés. Le budget, qui est approuvé par la Commission de régie interne, est établi d'après une comptabilité de caisse modifiée tandis que les résultats réels sont comptabilisés selon la comptabilité d'exercice. Le tableau qui suit rapproche le budget initial approuvé et les chiffres du budget redressés divulgués dans l'état des résultats et de l'excédent accumulé :

	2015
	\$
Budget initial approuvé – Estimations	9 449 000
Moins : Dépenses prévues devant être capitalisées	319 100
Ajustement de la portée – Activité/élection partielle	362 400
Chiffres du budget redressé	8 767 500

Compte tenu de l'incertitude du nombre d'élections partielles qui auraient lieu au cours d'un exercice donné, le budget du Bureau inclut des dépenses liées à quatre élections partielles; toutefois, une seule élection partielle s'est tenue au cours de l'exercice. Les chiffres du budget ont été redressés dans l'État des résultats et de l'excédent accumulé de manière à inclure les dépenses projetées pour une élection partielle par opposition aux dépenses pour quatre élections partielles.

## 12. État de l'évolution de l'actif financier net

Aucun état de l'évolution de l'actif financier net n'a été présenté, car il apporterait des données déjà disponibles à partir des présents états financiers.

# > Annexes

## Annexe A : Présentation de l'organisme

Le directeur général des élections de l'Ontario est un fonctionnaire de l'Assemblée législative nommé aux termes de la Loi électorale de la province. Le Bureau du directeur général des élections, qui exerce ses activités sous le nom d'« Élections Ontario », est un organisme apolitique de l'Assemblée législative de l'Ontario chargé de la tenue des élections générales, des élections partielles et des référendums. En outre, Élections Ontario supervise l'inscription et la réglementation de l'activité financière des partis politiques, des associations de circonscription, des candidats, des candidats à la direction d'un parti et des tiers annonceurs de la province.

Ces activités du bureau sont régies par la *Loi électorale*, la *Loi sur le financement des élections*, et plusieurs autres lois.

# 1

### VISION

La vision d'Élections Ontario consiste à mettre en place à l'intention des Ontariens et des Ontariennes des services modernes qui placent les besoins des électeurs et des électrices au premier plan. Pour y parvenir, Élections Ontario continuera à innover et à diriger en définissant des modèles clés aux fins de l'administration des élections.

# 2

### MISSION

La mission d'Élections Ontario est de préserver l'intégrité et l'accessibilité du processus électoral et d'administrer les élections de façon efficace, équitable et impartiale.

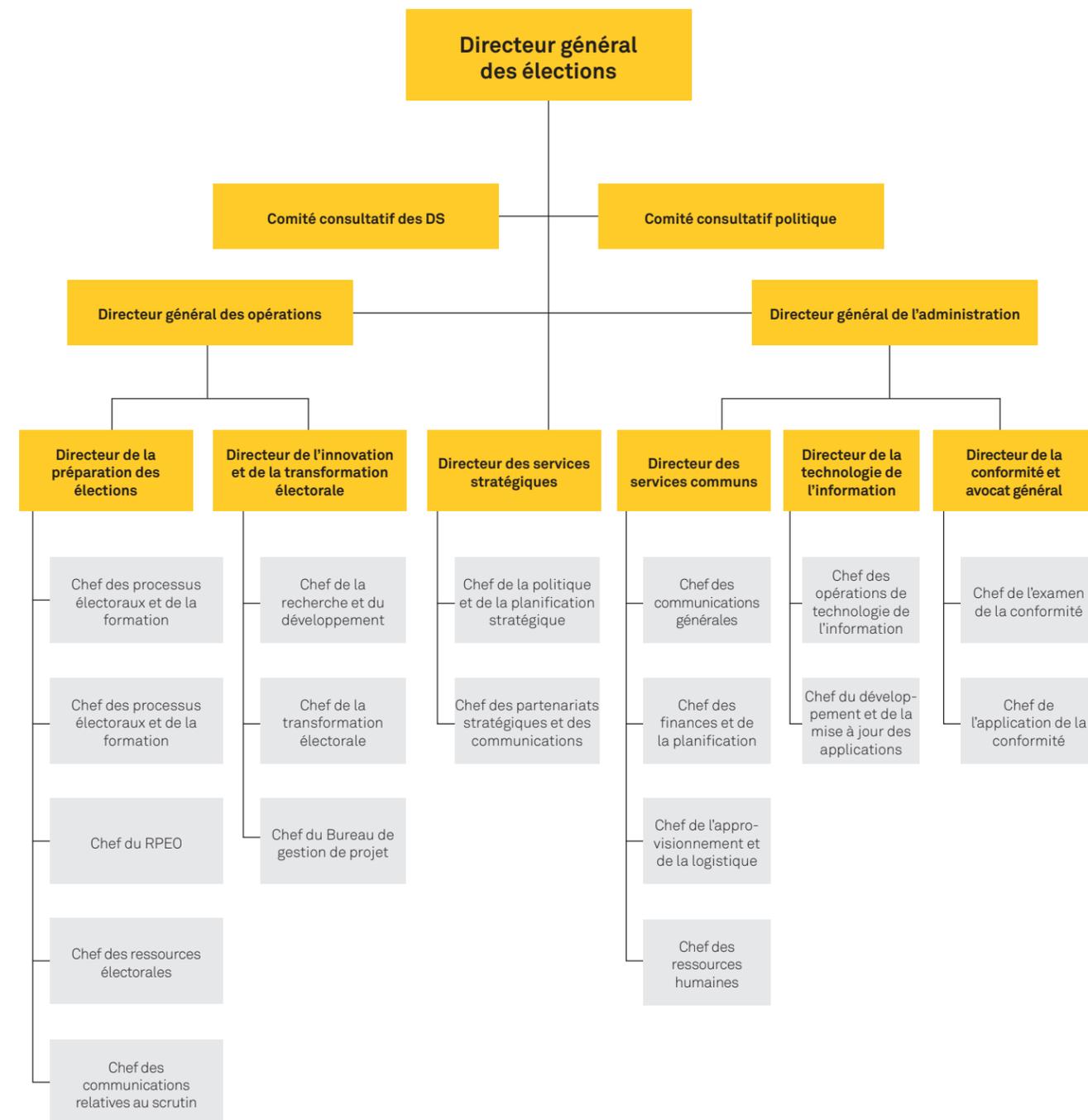
# 3

### MANDAT

Élections Ontario est mandaté pour administrer le processus électoral en Ontario conformément à la législation provinciale.

Mission	Vision	
<b>Groupelement stratégique</b>		
<b>Strategic Services</b>	Notre mission consiste à veiller à la compréhension, à l'alignement et à l'exécution communs des priorités stratégiques d'Élections Ontario en offrant du soutien axé sur le service en matière de politiques, de planification intégrée, de surveillance du rendement, de communications et de partenariats des parties prenantes.	La vision de la Division des services stratégiques d'Élections Ontario est de consolider sa mesure du rendement interne afin de promouvoir une efficacité, une transparence et une responsabilisation accrues; de soutenir une prise de décisions fondée sur des données opportunes; et de maintenir notre position de chef de file de l'industrie sur le plan de l'excellence dans le domaine de l'administration des élections.
<b>Groupelement opérationnel</b>		
<b>Préparation aux élections</b>	Notre mission consiste à tenir des élections accessibles, impartiales et efficaces qui placent l'électeur au premier plan et à s'assurer qu'Élections Ontario demeure prêt à tenir un scrutin.	La vision de la Division de la préparation aux élections située Élections Ontario comme chef de file international dans la préparation, l'administration et la tenue de scrutins, et met clairement son empreinte de qualité, de répétabilité et de cohérence des scrutins.
<b>Innovation et transformation électorale</b>	Notre mission consiste à favoriser l'innovation et à bâtir une capacité au sein de l'organisation à l'appui de l'élection de la prochaine génération en transformant la façon dont Élections Ontario exerce son mandat.	La vision de la Division de l'innovation et de la transformation électorale est axée sur les progrès technologiques et sur les processus offrant aux électeurs davantage d'options dans leur façon de voter.
<b>Groupelement administratif</b>		
<b>Services communs</b>	Notre mission consiste à appuyer Élections Ontario en offrant une orientation fonctionnelle, des conseils et du leadership en gestion des ressources humaines, planification financière, communications générales et initiatives d'approvisionnement.	La vision de la Division des services communs est de s'assurer qu'Élections Ontario applique de manière vigoureuse ses capacités internes de bien soutenir le désir futur de l'organisation d'offrir aux électeurs des services modernes.
<b>Technologie de l'information</b>	Notre mission consiste à offrir à l'organisation des produits, des services et des compétences techniques en technologie de l'information pour appuyer l'administration des élections et la prise de décisions générales.	La vision de la Division de la technologie de l'information est d'exceller dans la prestation à Élections Ontario de solutions innovatrices qui répondent aux besoins technologiques des élections de la prochaine génération.
<b>Conformité et avocat général</b>	Notre mission est de maintenir l'intégrité du processus électoral en appliquant les exigences législatives d'Élections Ontario et en réglementant la non-conformité.	La vision de la Division de la conformité est de favoriser la confiance envers les parties prenantes en améliorant sans cesse les mécanismes de surveillance d'Élections Ontario.

## Structure de gestion d'Élections Ontario



March 31, 2015

## Annexe B : Partis politiques inscrits au 31 décembre 2014

Nom du parti	Le nom ou l'abréviation ou le sigle qui doit figurer sur les documents qui concernent l'élection:
Nouveau parti démocratique de l'Ontario	Ontario NDP/NPD
Parti libéral de l'Ontario	Parti libéral de l'Ontario
Parti progressiste-conservateur de l'Ontario	Parti PC de l'Ontario
Parti communiste du Canada (Ontario)	Communiste
Parti libertarien de l'Ontario	Libertarien
Parti de la Liberté – Ontario	Parti de la Liberté – Ontario
Parti Vert de l'Ontario	Parti Vert de l'Ontario
Parti de la Coalition des Familles de l'Ontario	Parti de la Coalition des Familles de l'Ontario
Ontario Provincial Confederation of Regions Party	Ontario Provincial Confederation of Regions Party
Parti pour les gens qui ont des besoins spéciaux	Parti pour les gens qui ont des besoins spéciaux
Northern Ontario Heritage Party	Northern Ontario Heritage Party
Le Parti du choix des Canadiens et Canadiennes	PCCC
The Peoples Political Party	The People
Parti Pauvre de l'Ontario	Pauvres
Parti écologique végan	Parti écologique végan
Equal Parenting Party	E.P.P.
Aucune de ces Réponses Parti de l'Ontario	Aucune de ces Réponses Party (NOTA)
Ontario Moderate Party	Ontario Moderate Party
Parti Trillium de l'Ontario	Parti Trillium TPO

Date d'inscription	Méthode d'inscription
13 février 1975	Sur promulgation de la <i>Loi portant réforme du financement des élections</i>
13 février 1975	Sur promulgation de la <i>Loi portant réforme du financement des élections</i>
13 février 1975	Sur promulgation de la <i>Loi portant réforme du financement des élections</i>
3 septembre 1975	Pétition en vertu de la <i>Loi portant réforme du financement des élections</i>
18 août 1976	Pétition en vertu de la <i>Loi portant réforme du financement des élections</i>
Inscrit sous le nom de « Unparty Party (Ontario) » le 26 novembre 1980. Renommé le 19 octobre 1983.	Pétition en vertu de la <i>Loi portant réforme du financement des élections</i>
4 juillet 1984	Pétition en vertu de la <i>Loi portant réforme du financement des élections</i>
10 juin 1987	Pétition en vertu de la <i>Loi sur le financement des élections</i>
30 mai 1990	Pétition en vertu de la <i>Loi sur le financement des élections</i>
18 septembre 2007	Processus de nomination d'un candidat conformément à la <i>Loi sur le financement des élections</i>
5 août 2010	Pétition en vertu de la <i>Loi sur le financement des élections</i>
12 septembre 2011	Processus de nomination d'un candidat conformément à la <i>Loi sur le financement des élections</i>
13 septembre 2011	Processus de nomination d'un candidat conformément à la <i>Loi sur le financement des élections</i>
14 septembre 2011	Processus de nomination d'un candidat conformément à la <i>Loi sur le financement des élections</i>
14 septembre 2011	Processus de nomination d'un candidat conformément à la <i>Loi sur le financement des élections</i>
30 avril 2014	Pétition en vertu de la <i>Loi sur le financement des élections</i>
15 mai 2014	Processus de nomination d'un candidat conformément à la <i>Loi sur le financement des élections</i>
22 mai 2014	Processus de nomination d'un candidat conformément à la <i>Loi sur le financement des élections</i>
22 mai 2014	Processus de nomination d'un candidat conformément à la <i>Loi sur le financement des élections</i>

## Annexe C : Demandes d'inscription du nom d'un nouveau parti politique en 2014

Date de la décision du directeur général des élections	Nom demandé	Abréviation demandée	Décision du directeur général des élections
17 janvier 2014	Le Parti de la Fédération de l'Ontario (demandé par Thane MacKay)	CEF	Nom : Acceptable Abréviation : Acceptable
27 mars 2014	Le Parti Équité Royale du Canada (demandé par Gord Vass)	Le Parti Équité Royale du Canada	Nom : Acceptable Abréviation : Acceptable
13 mai 2014	God at Work, Love in Action (demandé par Ernest Kao)	GAWLIA	Nom : Acceptable Abréviation : Acceptable
13 mai 2014	Aucune de ces Réponses Parti de l'Ontario (demandé par Greg Vezina)	Aucune de ces Réponses (NOTA)	Nom : Inacceptable Abréviation : Inacceptable
15 mai 2014	Aucune de ces Réponses Parti de l'Ontario (demandé par Greg Vezina)	Aucune de ces Réponses Party (NOTA)	Nom : Acceptable Abréviation : Acceptable
12 septembre 2014	Parti conservateur de l'Ontario (demandé par Robert Scott)	PCO	Nom : Inacceptable Abréviation : Inacceptable
14 octobre 2014	People Power Political Party (demandé par Monika Desai)	P4!	Nom : Inacceptable Abréviation : Inacceptable
3 décembre 2014	Parti des Jeunes (demandé par Matthew Giancola)	PJ	Nom : Acceptable Abréviation : Acceptable

## Annexe D : Modifications apportées aux associations de circonscription inscrites par parti en 2014

Nom du parti	Nombre d'associations de circonscription inscrites	
	au 1 <sup>e</sup> janvier 2014	au 31 décembre 2014
Le Parti du choix des Canadiens et Canadiennes	0	2
Parti communiste du Canada (Ontario)	3	3
Equal Parenting Party	0	3
Parti de la Coalition des Familles de l'Ontario	19	19
Parti de la Liberté – Ontario	7	7
Parti Vert de l'Ontario	50	51
Nouveau parti démocratique de l'Ontario	107	105
Northern Ontario Heritage Party	2	4
Parti libéral de l'Ontario	107	107
Parti libertarien de l'Ontario	3	3
Ontario Provincial Confederation of Regions Party	2	3
Parti ontarienne des droits de la personne	2	0
Parti pour les gens qui ont des besoins spéciaux	7	8
Parti Pauvre de l'Ontario	0	3
Parti République d'abord de Gens de l'Ontario	1	0
Parti progressiste-conservateur de l'Ontario	105	106
Parti Réformiste Ontarien	1	0
Parti Socialiste d'Ontario	2	0
The Peoples Political Party	0	2
Parti écologique vègan	0	2
<b>TOTAL</b>	<b>418</b>	<b>428</b>

## Annexe E : Description des états financiers et des plafonds de contribution

### États financiers

Élections Ontario est chargé de l'examen et de l'approbation de tous les états financiers présentés par les partis politiques inscrits, les candidats, les associations de circonscription, les participants à la course à la direction d'un parti et les tiers annonceurs inscrits en vertu de la *Loi sur le financement des élections*. Tous les états financiers déposés auprès d'Élections Ontario sont accessibles au public à notre bureau central et les états sommaires sont présentés dans le site Web d'Élections Ontario.

Tous les états financiers (y compris la liste des donateurs et donatrices de plus de 100 \$) sont affichés sur le site Web tels que présentés d'ici l'objectif de 30 jours ouvrables suivant l'échéance du dépôt. Les révisions à l'information présentée, qui peuvent être indiquées au cours du processus d'examen de la conformité, se reflètent en définitive dans la version finale des documents qui sont affichés sur le site Web lorsqu'ils sont approuvés.

Tous les rapports financiers déposés auprès d'Élections Ontario sont revus pour s'assurer de la conformité avec les dispositions de la *Loi sur le financement des élections*. Les données financières contenues dans ce rapport et les annexes qui les accompagnent reflètent l'information telle que déposée au directeur général des élections, puis sont révisées à la date de publication. L'examen de certains des documents déposés se poursuit et par conséquent, certaines informations contenues dans ce rapport peuvent être révisées après cette publication. Les données sur les finances électorales contenues sur le site Web d'Élections Ontario seront mises à jour au fur et à mesure que les révisions deviendront disponibles.

### Plafond de contribution

Au cours d'une année non comprise dans une période de campagne électorale, des contributions peuvent être versées à un parti politique inscrit jusqu'à un plafond de 9 974 \$. Au cours d'une période de campagne électorale, des contributions peuvent être versées jusqu'à un plafond supplémentaire de 9 975 \$ en lien avec l'élection durant cette période.

Il existe également un plafond aux contributions qui peuvent être acceptées par une association de circonscription inscrite ou un candidat inscrit :

- Au cours d'une année donnée, des contributions peuvent être faites à n'importe quelle association de circonscription inscrite jusqu'à un plafond de 1 330 \$ et une contribution totale peut être faite à toutes les associations de circonscription du même parti politique inscrit jusqu'à un plafond de 6 650 \$.
- Au cours d'une période de campagne électorale, des contributions peuvent être faites à n'importe quel candidat inscrit jusqu'à un plafond de 1 330 \$ et une contribution totale peut être faite à tous les candidats inscrits du même parti politique inscrit jusqu'à un plafond de 6 650 \$.

### Plafonds de contributions

	Plafonds de contributions du 1 <sup>er</sup> janvier 2014 au 31 décembre 2018				
	À un parti politique	À une association de circonscription		À un candidat	
		Chacun	Aux associations d'un parti	Chacun	Aux candidats d'un parti
<b>Plafond de contribution annuelle</b>	9 975 \$	1 330 \$	6 650 \$	Non permis	
<b>Plafond durant une période de campagne électorale</b>	Montant supplémentaire de 9 975 \$ en sus du plafond annuel	Pas de montant supplémentaire en sus du plafond annuel		1 330 \$	6 650 \$

**Annexe F :** Sommaire des données financières extraites des états financiers relatifs à la période de campagne par les partis politiques pour l'élection générale du 12 juin 2014

	Le Parti du choix des Canadiens et Canadiennes	Parti communiste du Canada (Ontario)	Equal Parenting Party	Parti de la coalition des familles de l'Ontario	Parti de la Liberté - Ontario	Parti vert de l'Ontario	Nouveau parti démocratique de l'Ontario	Aucune de ces réponses Parti de l'Ontario
ÉTAT DE DÉPÔT CR-4 :	Déposé	Déposé	Déposé	Non déposé	Déposé	Déposé	Déposé	Déposé
ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Recettes</b>								
Contributions nettes	-	16 841	15 140		21 570	271 195	929 545	1 100
Transferts	-	43	-		3 600	719	21 692	-
Autres recettes	-	-	658		101	3 484	90 100	10
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>-</b>	<b>16 884</b>	<b>15 798</b>		<b>25 271</b>	<b>275 397</b>	<b>1 041 337</b>	<b>1 110</b>
<b>Dépenses</b>								
Transferts	-	5 968	-		-	79 024	59 935	-
Dépenses assujetties au plafond	-	6 059	4 036		15 353	107 345	3 510 908	1 091
Autres dépenses	-	1 395	4 914		14 518	127 060	998 051	-
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>-</b>	<b>13 422</b>	<b>8 950</b>		<b>29 871</b>	<b>313 429</b>	<b>4 568 895</b>	<b>1 091</b>
<b>EXCÉDENT RECETTES SUR DÉPENSES</b>	<b>-</b>	<b>3 462</b>	<b>6 848</b>		<b>(4 600)</b>	<b>(38 032)</b>	<b>(3 527 558)</b>	<b>19</b>
Subv. du directeur général des élections	-	-	-		-	13 039	315 708	-
Excédent de la période campagne (déficit)	-	3 462	6 848		(4 600)	(24 993)	(3 211 850)	19
<b>Plafond des dépenses de campagne</b>	<b>281 001</b>	<b>779 810</b>	<b>138 268</b>	<b>503 825</b>	<b>2 908 688</b>	<b>7 620 851</b>	<b>7 620 851</b>	<b>591 374</b>
<b>Provenance des contributions</b>								
Particuliers	-	16 841	12 640		21 400	270 260	371 030	1 100
Compagnies	-	-	2 500		170	935	255 857	-
Syndicats	-	-	-		-	-	302 658	-
<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>16 841</b>	<b>15 140</b>		<b>21 570</b>	<b>271 195</b>	<b>929 545</b>	<b>1 100</b>
<b>Contribution moyenne</b>								
Particuliers	-	211	1 400		294	149	156	220
Compagnies	-	-	1 250		85	468	3 655	-
Syndicats	-	-	-		-	-	5 218	-

Northern Ontario Heritage Party	Parti libéral de l'Ontario	Parti libertarien de l'Ontario	Ontario Moderate Party	Ontario Provincial Confederation of Regions Party	Parti pour les gens qui ont des besoins spéciaux	Parti des pauvres de l'Ontario	Parti progressiste-conservateur de l'Ontario	Parti socialiste d'Ontario	The Peoples Political Party	Parti Trillium de l'Ontario	Parti écologique végétarien
Déposé	Déposé	Déposé	Déposé	Déposé	Déposé	Déposé	Déposé	Non déposé	Déposé	Déposé	Déposé
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
-	2 693 227	14 499	-	-	-	-	4 423 963		5 500	-	-
-	75 000	-	-	-	-	-	272 655		-	-	-
-	139 035	133	-	-	-	-	40 000		-	-	-
<b>-</b>	<b>2 907 262</b>	<b>14 632</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4 736 618</b>		<b>5 500</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
-	517 606	5 339	-	1 220	-	-	1 577 468		-	-	-
-	6 089 859	13 337	-	8	-	-	7 020 170		5 958	-	-
-	1 470 054	4 045	-	-	-	-	865 167		12	-	-
<b>-</b>	<b>8 077 519</b>	<b>22 720</b>	<b>-</b>	<b>1 228</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>9 462 806</b>		<b>5 970</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
-	(5 170 257)	(8 089)	-	(1 228)	-	-	(4 726 187)		(470)	-	-
-	466 568	-	-	-	-	-	420 308		-	-	-
-	(4 703 689)	(8 089)	-	(1 228)	-	-	(4 305 879)		(470)	-	-
<b>133 534</b>	<b>7 620 851</b>	<b>5 291 530</b>	<b>153 025</b>	<b>102 686</b>	<b>247 064</b>	<b>228 584</b>	<b>7 620 851</b>	<b>152 378</b>	<b>332 103</b>	<b>221 332</b>	<b>375 790</b>
-	949 181	11 979	-	-	-	-	2 345 384		5 500	-	-
-	1 456 971	2 520	-	-	-	-	2 078 579		-	-	-
-	287 075	-	-	-	-	-	-		-	-	-
<b>-</b>	<b>2 693 227</b>	<b>14 499</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4 423 963</b>		<b>5 500</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
-	176	107	-	-	-	-	138		688	-	-
-	2 659	504	-	-	-	-	2 042		-	-	-
-	3 120	-	-	-	-	-	-		-	-	-

**Annexe G :** Sommaire des données financières extraites des états financiers relatifs à la période de campagne par les partis politiques inscrits pour l'élection partielle de Sudbury du 5 février 2015

	Le Parti du choix des Canadiens et Canadiennes	Parti communiste du Canada (Ontario)	Equal Parenting Party	Parti de la coalition des familles de l'Ontario	Parti de la Liberté - Ontario	Parti vert de l'Ontario	Nouveau parti démocratique de l'Ontario	Aucune de ces réponses Parti de l'Ontario
ÉTAT DE DÉPÔT CR-4 :	Déposé	Déposé	Déposé	Déposé	Déposé	Déposé	Non déposé	Déposé
ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Recettes</b>								
Contributions nettes	-	-	-	-	-	137 586	-	-
Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres recettes	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	-	-	-	-	-	<b>137 586</b>	-	-
<b>Dépenses</b>								
Transferts	-	-	-	-	11 633	849	-	-
Dépenses assujetties au plafond	-	-	-	-	26	30 266	-	-
Autres dépenses	-	-	-	-	1 532	23 607	-	-
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	-	-	-	-	<b>13 191</b>	<b>54 723</b>	-	-
<b>EXCÉDENT DES RECETTES SUR LES DÉPENSES</b>					(13 191)	82 864		
Subvention du directeur général des élections	-	-	-	-	-	3 268	-	-
Excédent de la période de campagne (déficit)	-	-	-	-	(13 191)	86 131	-	-
<b>Plafond des dépenses de campagne</b>					<b>52 285</b>	<b>52 285</b>		
<b>Provenance des contributions</b>								
Particuliers	-	-	-	-	-	43 606	-	-
Compagnies	-	-	-	-	-	5 000	-	-
Syndicats	-	-	-	-	-	88 980	-	-
<b>TOTAL</b>	-	-	-	-	-	<b>137 586</b>	-	-
<b>Contribution moyenne</b>								
Particuliers	-	-	-	-	-	89	-	-
Compagnies	-	-	-	-	-	5 000	-	-
Syndicats	-	-	-	-	-	5 561	-	-

Northern Ontario Heritage Party	Parti libéral de l'Ontario	Parti libertarien de l'Ontario	Ontario Moderate Party	Ontario Provincial Confederation of Regions Party	Parti pour les gens qui ont des besoins spéciaux	Parti Pauvre de l'Ontario	Parti progressiste-conservateur de l'Ontario	The Peoples Political Party	Parti Trillium de l'Ontario	Parti écologique végétarien
Déposé	Déposé	Déposé	Déposé	Déposé	Déposé	Déposé	Déposé	Déposé	Déposé	Déposé
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
-	2 645 257	-	-	-	-	-	859 990	3 970	-	-
-	15 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	121 830	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	<b>2 782 087</b>	-	-	-	-	-	<b>859 990</b>	<b>3 970</b>	-	-
-	27 120	-	-	-	-	-	14 282	-	-	-
-	8 044	-	-	-	-	-	354	896	-	-
-	130 904	-	-	-	-	-	9 874	2 407	-	-
-	<b>166 068</b>	-	-	-	-	-	<b>24 510</b>	<b>3 303</b>	-	-
-	2 616 019	-	-	-	-	-	835 480	667	-	-
-	3 268	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	2 619 287	-	-	-	-	-	835 480	667	-	-
-	<b>52 285</b>	-	-	-	-	-	<b>52 285</b>	<b>52 285</b>	-	-
-	683 362	-	-	-	-	-	628 171	3 970	-	-
-	1 565 410	-	-	-	-	-	231 819	-	-	-
-	396 485	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	<b>2 645 257</b>	-	-	-	-	-	<b>859 990</b>	<b>3 970</b>	-	-
-	250	-	-	-	-	-	80	496	-	-
-	3 118	-	-	-	-	-	1 885	-	-	-
-	3 389	-	-	-	-	-	-	-	-	-

## Annexe H : Sommaire des données financières extraites des états financiers annuels de 2014 des partis politiques inscrits

	Le Parti du choix des Canadiens et Canadiennes	Parti communiste du Canada (Ontario)	Equal Parenting Party	Parti de la coalition des familles de l'Ontario	Parti de la Liberté - Ontario	Parti vert de l'Ontario	Nouveau parti démocratique de l'Ontario	Aucune de ces réponses Parti de l'Ontario	Northern Ontario Heritage Party
ÉTAT DE DÉPÔT AR-10 :	Déposé	Déposé	Déposé	Non déposé	Déposé	Déposé	Déposé	Déposé	Déposé
A. ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Recettes</b>									
Contributions nettes	1 997	34 173	190		30 091	348 177	2 922 555	-	-
Transferts	-	-	-		-	8 909	1 629 459	-	-
Autres recettes	-	-	-		1 800	6 369	252 174	-	120
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>1 997</b>	<b>34 173</b>	<b>190</b>		<b>31 891</b>	<b>363 455</b>	<b>4 804 187</b>	<b>-</b>	<b>120</b>
<b>Dépenses</b>									
Transferts	-	-	-		-	14 549	520 549	-	-
Autres dépenses	1 570	36 342	4 786		24 246	310 966	3 297 732	24	51
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>1 570</b>	<b>36 342</b>	<b>4 786</b>		<b>24 246</b>	<b>325 514</b>	<b>3 818 281</b>	<b>24</b>	<b>51</b>
<b>Excédent de la période de campagne (déficit)</b>	<b>428</b>	<b>(2 168)</b>	<b>(4 596)</b>		<b>7 645</b>	<b>37 941</b>	<b>985 906</b>	<b>(24)</b>	<b>69</b>
Excédent de la période de campagne (déficit)	-	3 463	6 848		(4 600)	(25 143)	(3 167 682)	19	-
Excédent sur redressement applicable à des exercices antérieurs (déficit)	9	2 193	(1 102)		1 313	113 536	(2 705 030)	-	393
<b>Excédent (déficit) en fin d'exercice</b>	<b>437</b>	<b>3 488</b>	<b>1 150</b>		<b>4 358</b>	<b>126 333</b>	<b>(4 886 807)</b>	<b>(4)</b>	<b>463</b>
<b>Provenance des contributions</b>									
Particuliers	397	34 173	190		29 701	346 759	2 098 075	-	-
Compagnies	1 600	-	-		390	1 418	380 720	-	-
Syndicats	-	-	-		-	-	443 760	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>1 997</b>	<b>34 173</b>	<b>190</b>		<b>30 091</b>	<b>348 177</b>	<b>2 922 555</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Contribution moyenne</b>									
Particuliers	132	475	26		391	159	149	-	-
Compagnies	160	-	-		195	284	3 340	-	-
Syndicats	-	-	-		-	-	2 550	-	-
<b>B. BILAN DE L'ACTIF ET DU PASSIF</b>									
<b>Actif</b>									
<b>TOTAL</b>	<b>437</b>	<b>7 588</b>	<b>1 150</b>		<b>4 358</b>	<b>131 464</b>	<b>2 032 523</b>	<b>42</b>	<b>557</b>
<b>Passif et surplus</b>									
Passif	-	4 100	-		-	5 131	6 919 330	47	94
Surplus (déficit)	437	3 488	1 150		4 358	126 333	(4 886 807)	(4)	463
<b>TOTAL</b>	<b>437</b>	<b>7 588</b>	<b>1 150</b>		<b>4 358</b>	<b>131 464</b>	<b>2 032 523</b>	<b>42</b>	<b>557</b>

Parti libéral de l'Ontario	Parti libertarien de l'Ontario	Ontario Moderate Party	Ontario Provincial Confederation of Regions Party	Parti ontarien des droits de la personne	Parti pour les gens qui ont des besoins spéciaux	Parti des pauvres de l'Ontario	Parti républicain d'abord de gens de l'Ontario	Parti progressiste-conservateur de l'Ontario	Parti réformiste ontarien	Parti socialiste d'Ontario	The Peoples Political Party	Parti Trillium de l'Ontario	Parti écologique végétarien
Déposé	Déposé	Déposé	Déposé	Non déposé	Déposé	Déposé	Non déposé	Déposé	Non déposé	Non déposé	Déposé	Déposé	Déposé
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
3 869 442	23 957	-	-		31 713	-		1 643 016			4 450	-	423
1 128 370	-	-	-		-	-		715 293			-	-	-
632 845	171	-	-		3 038	-		604 341			-	-	47
<b>5 630 658</b>	<b>24 128</b>	<b>-</b>	<b>-</b>		<b>34 751</b>	<b>-</b>		<b>2 962 650</b>			<b>4 450</b>	<b>-</b>	<b>470</b>
641 287	-	-	-		-	-		314 230			-	-	-
7 522 860	21 346	-	16		26 768	-		4 832 585			3 778	-	179
<b>8 164 147</b>	<b>21 346</b>	<b>-</b>	<b>16</b>		<b>26 768</b>	<b>-</b>		<b>5 146 815</b>			<b>3 778</b>	<b>-</b>	<b>179</b>
<b>(2 533 489)</b>	<b>2 783</b>	<b>-</b>	<b>(16)</b>		<b>7 983</b>	<b>-</b>		<b>(2 184 165)</b>			<b>672</b>	<b>-</b>	<b>291</b>
(622 518)	(9 177)	-	(1 228)		-	-		(1 829 642)			(663)	-	-
(2 164 254)	24 110	-	1 334		(5 649)	-		(3 210 005)			(171)	-	1 186
<b>(5 320 261)</b>	<b>17 716</b>	<b>-</b>	<b>91</b>		<b>2 333</b>	<b>-</b>		<b>(7 223 812)</b>			<b>(162)</b>	<b>-</b>	<b>1 477</b>
1 658 834	23 484	-	-		31 713	-		688 569			4 450	-	423
1 926 442	473	-	-		-	-		950 623			-	-	-
284 166	-	-	-		-	-		3 825			-	-	-
<b>3 869 442</b>	<b>23 957</b>	<b>-</b>	<b>-</b>		<b>31 713</b>	<b>-</b>		<b>1 643 016</b>			<b>4 450</b>	<b>-</b>	<b>423</b>
190	175	-	-		738	-		100			625	-	211
2 165	158	-	-		-	-		2 515			-	-	-
1 681	-	-	-		-	-		3 825			-	-	-
<b>2 712 766</b>	<b>19 465</b>	<b>-</b>	<b>91</b>		<b>7 545</b>	<b>-</b>		<b>1 353 240</b>			<b>8</b>	<b>-</b>	<b>1 477</b>
8 033 027	1 749	-	-		5 212	-		8 577 052			170	-	-
(5 320 261)	17 716	-	91		2 333	-		(7 223 812)			(162)	-	1 477
<b>2 712 766</b>	<b>19 465</b>	<b>-</b>	<b>91</b>		<b>7 545</b>	<b>-</b>		<b>1 353 240</b>			<b>8</b>	<b>-</b>	<b>1 477</b>

**Annexe I :** Sommaire des données financières extraites des rapports sur la période de campagne des tiers inscrits pour l'élection générale du 12 juin 2014

	2325524 Ontario Inc	Alliance animale du Canada	Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens – Unité 61 – Moyen-Nord catholique	Campaign for Public Education Inc
ÉTAT DE DÉPÔT RAPT	Déposé	Déposé	Déposé	Déposé
ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES	\$	\$	\$	\$
<b>Recettes</b>				
Contributions nettes	-	-	-	-
Fonds propres des tiers	5 533	39 427	-	-
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>5 533</b>	<b>39 427</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Dépenses</b>				
<b>TOTAL DES DÉPENSES DE PUBLICITÉ ÉLECTORALE</b>	<b>5 533</b>	<b>39 427</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

SEPB Ontario	SEPB section locale 343	Syndicat canadien de la fonction publique section locale 4400	Syndicat canadien de la fonction publique sections locales 2331-01-02 et 1571	Syndicat canadien de la fonction publique Ontario Division	Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario	Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario Rainbow Teacher Local	Gesher Canada
Déposé	Déposé	Déposé	Déposé	Déposé	Déposé	Déposé	Déposé
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
-	-	-	-	215 626	9 619	-	3 818
500	-	72 085	1 760	-	1 265 909	1 000	-
<b>500</b>	<b>-</b>	<b>72 085</b>	<b>1 760</b>	<b>215 626</b>	<b>1 275 528</b>	<b>1 000</b>	<b>3 818</b>
<b>500</b>	<b>-</b>	<b>72 085</b>	<b>1 760</b>	<b>102 556</b>	<b>1 275 528</b>	<b>1 000</b>	<b>3 818</b>

	Hamilton and District Labour Council	Fraternité internationale des ouvriers en électricité (FIOE), section locale 115	Fraternité internationale des ouvriers en électricité (FIOE), section locale 303	National Citizens Coalition
ÉTAT DE DÉPÔT RAPT	Déposé	Déposé	Déposé	Déposé
ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES	\$	\$	\$	\$
<b>Recettes</b>				
Contributions nettes	-	-	-	66 695
Fonds propres des tiers	1 580	2 633	4 966	-
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>1 580</b>	<b>2 633</b>	<b>4 966</b>	<b>66 695</b>
<b>Dépenses</b>				
<b>TOTAL DES DÉPENSES DE PUBLICITÉ ÉLECTORALE</b>	<b>1 580</b>	<b>2 628</b>	<b>4 966</b>	<b>22 728</b>

Niagara Haldimand Building and Construction Trades Council	One Big Campaign	Conseil des syndicats d'hôpitaux de l'Ontario	Association des enseignantes et des enseignants catholiques anglo-ontariens	Fédération du travail de l'Ontario	Association des infirmières et infirmiers de l'Ontario	Ontario Plasma Coalition	Ontario Professional Fire Fighters Association
Déposé	Déposé	Déposé	Déposé	Déposé	Déposé	Déposé	Déposé
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
-	18 045	-	-	-	-	209 060	-
4 966	259	-	2 174 433	48 028	687 155	-	74 718
<b>4 966</b>	<b>18 304</b>	<b>-</b>	<b>2 174 433</b>	<b>48 028</b>	<b>687 155</b>	<b>209 060</b>	<b>74 718</b>
<b>4 966</b>	<b>16 673</b>	<b>-</b>	<b>2 174 433</b>	<b>48 028</b>	<b>687 155</b>	<b>206 182</b>	<b>74 718</b>

	Conseil provincial de l'Ontario TUAC Canada	Ontario Provincial Police Association	Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	Fédération des enseignantes et enseignants des écoles secondaires de l'Ontario	Fédération des enseignantes et enseignants des écoles secondaires de l'Ontario District 3
ÉTAT DE DÉPÔT RAPT	Déposé	Déposé	Déposé	Déposé	Déposé
ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Recettes</b>					
Contributions nettes	-	-	-	-	3 472
Fonds propres des tiers	2 900	200 000	349 925	386 454	-
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>2 900</b>	<b>200 000</b>	<b>349 925</b>	<b>386 454</b>	<b>3 472</b>
<b>Dépenses</b>					
<b>TOTAL DES DÉPENSES DE PUBLICITÉ ÉLECTORALE</b>	<b>2 900</b>	<b>41 570</b>	<b>349 925</b>	<b>386 454</b>	<b>3 472</b>

**SOMMAIRE DU TOTAL DES DÉPENSES  
DE PUBLICITÉ ÉLECTORALE POUR TOUS  
LES TIERS** **8 696 231**

Project Ontario	Campagne Stop the Trades Tax	The Society of Energy Professionals	Unifor	Section locale 87-M d'Unifor	Vaughan Health Campus of Care	Working Families	Your Billion
Déposé	Déposé	Déposé	Déposé	Déposé	Déposé	Déposé	Déposé
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
550 000	78 000	-	-	-	-	3 471 240	25 500
-	6 502	7 646	17 924	3 221	83 768	-	-
<b>550 000</b>	<b>84 502</b>	<b>7 646</b>	<b>17 924</b>	<b>3 221</b>	<b>83 768</b>	<b>3 471 240</b>	<b>25 500</b>
<b>447 561</b>	<b>82 002</b>	<b>7 646</b>	<b>17 924</b>	<b>3 221</b>	<b>83 768</b>	<b>2 497 976</b>	<b>25 547</b>

Sommaire des données financières extraites des rapports sur la période de campagne des tiers inscrits pour l'élection générale du 12 juin 2014

## Ventilation des recettes

Tiers	Fonds propres	Contributions nettes			Total
		Particuliers	Compagnies	Syndicats	
2325524 Ontario Inc	5 533	-	-	-	5 533
Alliance animale du Canada	39 427	-	-	-	39 427
Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens – Unité 61 – Moyen-Nord catholique	-	-	-	-	-
Campaign for Public Education Inc	-	-	-	-	-
SEPB Ontario	500	-	-	-	500
SEPB section locale 343	-	-	-	-	-
Syndicat canadien de la fonction publique section locale 4400	72 085	-	-	-	72 085
Syndicat canadien de la fonction publique sections locales 2331-01-02 et 1571	1 760	-	-	-	1 760
Syndicat canadien de la fonction publique Ontario Division	-	-	-	215 626	215 626
Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario	1 265 909	-	-	9 619	1 275 528
Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario Rainbow Teacher Local	1 000	-	-	-	1 000
Gesher Canada	-	2 190	1 627	-	3 818
Hamilton and District Labour Council	1 580	-	-	-	1 580
Fraternité internationale des ouvriers en électricité (FIOE), section locale 115	2 633	-	-	-	2 633
Fraternité internationale des ouvriers en électricité (FIOE), section locale 303	4 966	-	-	-	4 966
National Citizens Coalition	-	66 695	-	-	66 695

Tiers	Fonds propres	Contributions nettes			Total
		Particuliers	Compagnies	Syndicats	
Niagara Haldimand Building and Construction Trades Council	4 966	-	-	-	4 966
One Big Campaign	259	4 710	13 335	-	18 304
Conseil des syndicats d'hôpitaux de l'Ontario	-	-	-	-	-
Association des enseignantes et des enseignants catholiques anglo-ontariens	2 174 433	-	-	-	2 174 433
Fédération du travail de l'Ontario	48 028	-	-	-	48 028
Association des infirmières et infirmiers de l'Ontario	687 155	-	-	-	687 155
Ontario Plasma Coalition	-	-	209 060	-	209 060
Ontario Professional Fire Fighters Association	74 718	-	-	-	74 718
Conseil provincial de l'Ontario TUAC Canada	2 900	-	-	-	2 900
Ontario Provincial Police Association	200 000	-	-	-	200 000
Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	349 925	-	-	-	349 925
Fédération des enseignantes et enseignants des écoles secondaires de l'Ontario	386 454	-	-	-	386 454
Fédération des enseignantes et enseignants des écoles secondaires de l'Ontario District 3	-	-	-	3 472	3 472
Project Ontario	-	-	-	550 000	550 000
Campagne Stop the Trades Tax	6 502	-	78 000	-	84 502
The Society of Energy Professionals	7 646	-	-	-	7 646
Unifor	17 924	-	-	-	17 924
Section locale 87-M d'Unifor	3 221	-	-	-	3 221
Vaughan Health Campus of Care	83 768	-	-	-	83 768
Working Families	-	500	-	3 470 740	3 471 240
Your Billion	-	-	25 500	-	25 500
<b>TOTAL</b>	<b>5 443 293</b>	<b>74 095</b>	<b>327 522</b>	<b>4 249 458</b>	<b>10 094 368</b>

**Annexe J :** Sommaire des données financières extraites des rapports relatifs à la campagne électorale déposés par les tiers inscrits pour l'élection partielle de Sudbury du 5 février 2015

	Syndicat canadien de la fonction publique, Division de l'Ontario	Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	Sudbury Professional Firefighters Association	The Society of Energy Professionals	Bureau national canadien du Syndicat des Métallos
ÉTAT DES RECETTES ET DÉPENSES	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Recettes</b>					
Contributions nettes	19 431	-	-	-	-
Fonds propres des tiers partis	-	59 544	3 164	39 032	-
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>19 431</b>	<b>59 544</b>	<b>3 164</b>	<b>39 032</b>	<b>-</b>
<b>Dépenses</b>					
<b>TOTAL DES DÉPENSES DE PUBLICITÉ ÉLECTORALE</b>	<b>461</b>	<b>59 544</b>	<b>3 164</b>	<b>39 032</b>	<b>24 877</b>
<b>TOTAL SOMMAIRE DES DÉPENSES DE PUBLICITÉ ÉLECTORALE DES TROIS TIERS PARTIS</b>		<b>127 078.18</b>			

Ventilation des recettes

Tiers partis	Fonds propres	Contributions nettes			TOTAL
		Particuliers	Sociétés	Syndicats	
Syndicat canadien de la fonction publique, Division de l'Ontario	-	-	-	19 431	19 431
Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	59 544	-	-	-	59 544
Sudbury Professional Firefighters Association	3 164	-	-	-	3 164
The Society of Energy Professionals	39 032	-	-	-	39 032
Bureau national canadien du Syndicat des Métallos	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>101 740</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>19 431</b>	<b>121 171</b>

## Annexe K : Sommaire des recettes et des dépenses des candidats et des associations de circonscription pour l'élection générale du 12 juin 2014

Circonscription	Nom du candidat ou de la candidate	Parti	Revenu incluant les transferts	Revenu excluant les transferts	Dépenses incluant les transferts	Dépenses excluant les transferts	Dépenses assujetties au plafond	Plafond des dépenses	Plafond des dépenses	Subvention versée à l'auditeur	Électeurs admissibles	Nombre de bulletins de vote	%
001 AJAX--PICKERING	Joe Dickson	LIB	51 542	7 342	155 758	111 558	106 469	132 648	21 294	2 926	103 631	26 257	51
	Jermaine King	NDP	25 771	13 994	38 282	26 505	23 233	132 648	4 647	2 128	103 631	8 274	16
	Todd McCarthy	PCP	185 646	81 652	210 059	143 130	122 289	132 648	24 458	2 128	103 631	14 999	29
	Adam Narraway	GPO	1 025	1 025	854	854	824	132 648	-	2 128	103 631	1 589	3
	Kyle Stewart	LTN	-	-	-	-	-	132 648	-	1 330	103 631	301	1
												<b>51 420</b>	<b>100</b>
002 ALGOMA--MANITOULIN	Richard Hadidian	LTN	-	-	-	-	-	78 936	-	1 330	54 395	441	2
	Craig Hughson	LIB	43 252	10 115	83 762	50 625	50 083	78 936	19 327	2 128	54 395	6 504	25
	Michael Mantha	NDP	143 742	82 632	138 611	59 426	54 936	78 936	20 297	2 128	54 395	14 171	53
	AUCUN CANDIDAT	FCP	-	-	-	-	-	78 936	s. o.	396	54 395	s. o.	-
	Byron (Jib) Turner	PCP	19 492	4 492	27 395	17 395	14 468	78 936	12 204	2 128	54 395	4 589	17
	Alexandra Zalucky	GPO	-	-	-	-	-	78 936	-	2 128	54 395	828	3
												<b>26 533</b>	<b>100</b>
003 ANCASTER--DUNDAS--FLAMBOROUGH--WESTDALE	Raymond Dartsch	GPO	30	-	32	32	32	118 828	-	2 128	92 834	2 639	5
	Alex Johnstone	NDP	28 079	23 758	22 220	15 279	13 855	118 828	2 771	2 128	92 834	8 415	16
	Glenn Langton	LTN	-	-	-	-	-	118 828	-	1 330	92 834	423	1
	Ted McMeekin	LIB	176 946	110 220	236 630	143 885	82 671	118 828	16 140	2 128	92 834	24 042	45
	AUCUN CANDIDAT	FCP	-	-	-	-	-	118 828	s. o.	396	92 834	s. o.	-
	Donna Skelly	PCP	123 660	58 356	148 624	113 666	99 522	118 828	19 904	2 128	92 834	18 252	34
	Barry Spruce	FRE	-	-	-	-	-	118 828	-	554	92 834	188	0
												<b>53 959</b>	<b>100</b>
004 BARRIE	David Bradbury	NDP	76	-	3 791	688	-	129 498	-	798	101 170	7 975	16
	Ann Hoggarth	LIB	113 557	76 968	98 704	83 234	72 417	129 498	14 483	2 128	101 170	19 916	41
	Rod Jackson	PCP	138 790	102 865	160 249	124 324	97 154	129 498	19 430	2 128	101 170	17 667	36
	AUCUN CANDIDAT	PSN	-	-	-	-	-	129 498	s. o.	678	101 170	s. o.	-
	Bonnie North	GPO	5 744	744	9 562	4 562	3 593	129 498	-	1 622	101 170	3 018	6
	Darren Roskam	LTN	-	-	-	-	-	129 498	-	2 128	101 170	366	1
												<b>48 942</b>	<b>100</b>
005 BEACHES--EAST YORK	Nicolas Johnson	PCP	18 099	11 799	17 617	16 317	13 176	99 048	-	2 128	77 381	5 982	14
	Alexander Lindsay	LTN	-	-	-	-	-	99 048	-	1 330	77 381	524	1
	Naomi Poley-Fisher	FRE	-	-	-	-	-	99 048	-	277	77 381	158	0
	Arthur Potts	LIB	74 110	47 869	99 682	83 532	63 194	99 048	12 639	2 128	77 381	17 218	40
	Michael Prue	NDP	101 724	56 404	119 347	74 028	69 444	99 048	13 889	2 128	77 381	16 737	39
	Debra Scott	GPO	5 847	200	7 200	1 608	1 429	99 048	-	2 128	77 381	2 329	5
												<b>42 948</b>	<b>100</b>
006 BRAMALEA--GORE--MALTON	Harjit Jaswal	PCP	51 627	24 352	74 437	49 662	41 957	153 004	8 391	2 128	119 534	9 403	18
	Kuldip Kular	LIB	111 229	63 957	147 468	113 268	79 815	153 004	15 963	1 130	119 534	17 873	34
	Jagmeet Singh	NDP	208 862	154 351	153 440	115 331	94 475	153 004	18 895	2 128	119 534	23 519	44
	Pauline Thornham	GPO	2 130	2 130	2 130	2 130	2 118	153 004	-	2 128	119 534	2 277	4
												<b>53 072</b>	<b>100</b>

Circonscription	Nom du candidat ou de la candidate	Parti	Revenu incluant les transferts	Revenu excluant les transferts	Dépenses incluant les transferts	Dépenses excluant les transferts
007 BRAMPTON-- SPRINGDALE	Gurpreet Dhillon	NDP	1 113	1 113	1 136	24
	Elizabeth Hill	COM	591	-	591	591
	Pam Hundal	PCP	88 684	28 915	96 903	85 059
	Harinder Malhi	LIB	74 238	25 748	154 315	90 325
	AUCUN CANDIDAT	COR	-	-	-	-
	AUCUN CANDIDAT	FCP	-	-	-	-
	Laila Zarrabi Yan	GPO	500	500	361	361
008 BRAMPTON-OUEST	Luis Chacin	LTN	-	-	-	-
	Vic Dhillon	LIB	102 306	85 356	76 694	76 394
	Sayyeda Ebrahim	GPO	-	-	-	-
	Ted Harlson	FRE	-	-	-	-
	Gugnigill Panaich	NDP	32 384	32 384	32 884	32 884
	Randeep Sandhu	PCP	71 257	45 116	117 317	93 676
	Daniel Sullivan	FCP	85	85	85	85
009 BRANT	Ken Burns	GPO	14 951	9 651	20 025	13 195
	Alex Felsky	NDP	84 994	36 729	98 777	49 237
	Rob Ferguson	LTN	45	45	45	45
	Philip Gillies	PCP	177 264	42 504	186 836	129 066
	Dave Levac	LIB	122 234	40 970	182 684	105 690
	Brittni Mitchell	FRE	-	-	-	-
	John Turmel	PAU	-	-	-	-
010 BRUCE--GREY-- OWEN SOUND	Ellen Anderson	LIB	69 351	39 851	60 652	60 652
	Karen Gventer	NDP	-	-	-	-
	Jenny Parsons	GPO	10 632	6 632	12 017	6 430
	Jamie Spence	FRE	-	-	-	-
	Caleb Voscamp	LTN	-	-	-	-
	Bill Walker	PCP	87 388	53 740	98 946	65 298
	011 BURLINGTON	Andrew Brannan	FRE	-	-	-
Meredith Cross		GPO	-	-	-	-
Jane McKenna		PCP	101 436	47 822	127 110	73 496
Eleanor McMahon		LIB	129 400	58 423	157 727	109 579
Janice (Jan) Mowbray		NDP	24 537	17 537	25 164	18 164
Charles Zach		LTN	-	-	-	-
012 CAMBRIDGE		Temara Brown	GPO	285	285	285
	Allan Dettweiler	LTN	-	-	-	-
	Rob Leone	PCP	81 325	34 984	133 969	92 378
	Kathryn McGarry	LIB	88 773	38 027	111 970	75 318
	Bobbi Stewart	NDP	18 710	13 830	18 624	12 994
013 CARLETON-- MISSISSIPPI MILLS	John Hansen	NDP	24 903	22 613	16 203	13 763
	Jack MacLaren	PCP	174 850	100 407	161 946	62 504
	Rosalyn Stevens	LIB	74 288	39 251	58 700	53 417
	Andrew West	GPO	5 165	3 825	5 353	4 399

Dépenses assujetties au plafond	Plafond des dépenses	Plafond des dépenses	Subvention versée à l'auditeur	Électeurs admissibles	Nombre de bulletins de vote	%
-	120 863	-	798	94 424	13 513	32
591	120 863	-	763	94 424	382	1
78 093	120 863	15 619	2 128	94 424	10 117	24
71 655	120 863	14 331	2 128	94 424	16 927	40
-	120 863	s. o.	798	94 424	s. o.	-
-	120 863	s. o.	509	94 424	s. o.	-
355	120 863	-	1 330	94 424	1 311	3
					<b>42 250</b>	<b>100</b>
-	168 237	-	1 330	131 435	878	2
67 004	168 237	13 401	2 128	131 435	24 832	45
-	168 237	-	1 330	131 435	1 504	3
-	168 237	-	277	131 435	540	1
28 854	168 237	5 771	2 128	131 435	12 994	24
77 911	168 237	15 582	2 128	131 435	13 363	24
85	168 237	-	565	131 435	800	1
					<b>54 911</b>	<b>100</b>
12 825	127 442	-	2 128	99 564	2 095	4
42 612	127 442	8 522	2 128	99 564	13 992	27
45	127 442	-	1 330	99 564	374	1
116 473	127 442	23 295	2 128	99 564	15 447	30
57 796	127 442	11 559	2 128	99 564	19 396	38
-	127 442	-	277	99 564	180	0
-	127 442	-	1 356	99 564	60	0
					<b>51 544</b>	<b>100</b>
60 651	103 227	6 785	2 128	80 646	11 586	27
-	103 227	-	798	80 646	6 787	16
4 949	103 227	-	2 128	80 646	3 696	9
-	103 227	-	277	80 646	200	0
-	103 227	-	-	80 646	188	0
61 295	103 227	12 259	2 128	80 646	20 359	48
					<b>42 816</b>	<b>100</b>
-	122 245	-	277	95 504	245	0
-	122 245	-	1 330	95 504	2 250	4
62 398	122 245	12 480	2 128	95 504	20 086	37
66 665	122 245	13 333	2 128	95 504	23 573	43
17 044	122 245	-	2 128	95 504	7 792	14
-	122 245	-	1 330	95 504	363	1
					<b>54 309</b>	<b>100</b>
285	128 168	-	1 330	100 131	2 726	6
-	128 168	-	1 330	100 131	605	1
77 681	128 168	15 536	2 128	100 131	15 694	33
41 048	128 168	8 210	2 128	100 131	18 763	39
10 816	128 168	2 163	2 128	100 131	10 413	22
					<b>48 201</b>	<b>100</b>
13 005	148 541	-	2 128	116 048	8 744	14
46 085	148 541	9 217	2 128	116 048	30 590	47
52 364	148 541	10 473	2 039	116 048	20 472	32
3 407	148 541	-	2 128	116 048	4 614	7
					<b>64 420</b>	<b>100</b>

Circonscription	Nom du candidat ou de la candidate	Parti	Revenu incluant les transferts	Revenu excluant les transferts	Dépenses incluant les transferts	Dépenses excluant les transferts
014 CHATHAM--KENT--ESSEX	Ken Bell	GPO	-	-	-	-
	Dan Gelinas	NDP	21 030	15 015	22 220	16 205
	Terry Johnson	LIB	29 829	9 829	40 632	20 632
	Douglas McLarty	LTN	-	-	-	-
	Rick Nicholls	PCP	116 238	49 038	135 424	80 287
015 DAVENPORT	Mariam Ahmad	COM	465	0	465	465
	Franz Cauchi	FRE	-	-	-	-
	Lan Daniel	PCP	8 323	1 323	9 410	7 410
	Cristina Martins	LIB	141 896	89 551	109 787	74 011
	Jonah Schein	NDP	187 718	114 811	184 280	100 849
	Daniel Stein	GPO	5 639	1 320	8 270	3 950
	Nunzio Venuto	LTN	-	-	-	-
	Troy Young	PEO	-	-	-	-
016 DON VALLEY-EST	Michael Coteau	LIB	109 702	67 942	119 495	77 735
	Angela Kennedy	PCP	37 586	15 359	57 930	38 203
	Christopher McLeod	GPO	354	354	354	354
	Akil Sadikali	NDP	18 509	4 511	19 605	5 607
	Wayne Simmons	FRE	-	-	-	-
017 DON VALLEY-OUEST	Khalid Ahmed	NDP	5 295	5 295	5 946	5 458
	Ian Patrick Boyd	LTN	-	-	-	-
	Brock Burrows	IND	-	-	-	-
	Tracy Curley	FRE	-	-	-	-
	Louis Fliss	GPO	1 520	1 370	1 437	1 287
	Dimitrios (Jim) Kabitsis	COM	465	-	465	465
	David Porter	PCP	84 610	58 270	106 711	80 371
	Rosemary Waigh	VEP	-	-	-	-
	Kathleen Wynne	LIB	176 811	156 088	164 499	100 176
018 DUFFERIN--CALEDON	Bobbie Daid	LIB	76 967	59 217	87 109	79 609
	Sylvia Jones	PCP	120 000	60 341	138 787	79 128
	Daniel Kowalewski	LTN	-	-	-	-
	Karren Wallace	GPO	35 476	15 681	37 578	27 578
	Rehya Yazbek	NDP	6 562	6 062	6 311	6 311
019 DURHAM	Granville Anderson	LIB	38 105	16 859	72 730	59 484
	Michael Patrick	PCP	121 696	33 313	157 584	69 201
	Derek Spence	NDP	17 509	16 602	12 577	11 670
	Conner Teye	LTN	-	-	-	-
	Halyna Zalucky	GPO	-	-	-	-

Dépenses assujetties au plafond	Plafond des dépenses	Plafond des dépenses	Subvention versée à l'auditeur	Électeurs admissibles	Nombre de bulletins de vote	%
-	95 436	-	1 330	74 559	1 971	5
14 095	95 436	2 819	2 128	74 559	11 664	31
17 249	95 436	3 450	2 121	74 559	9 158	24
-	95 436	-	1 330	74 559	514	1
70 854	95 436	14 171	2 128	74 559	14 183	38
					<b>37 490</b>	<b>100</b>
465	93 257	-	1 323	72 857	172	0
-	93 257	-	277	72 857	110	0
6 327	93 257	-	2 128	72 857	2 665	7
67 641	93 257	13 528	2 128	72 857	16 272	46
82 577	93 257	16 515	2 128	72 857	14 322	40
3 684	93 257	-	2 128	72 857	1 784	5
-	93 257	-	1 330	72 857	250	1
-	93 257	-	1 330	72 857	99	0
					<b>35 674</b>	<b>100</b>
66 502	93 531	13 300	2 128	73 071	19 248	56
31 577	93 531	6 315	2 128	73 071	9 257	27
354	93 531	-	1 330	73 071	1 256	4
5 059	93 531	-	2 128	73 071	4 500	13
-	93 531	-	277	73 071	287	1
					<b>34 548</b>	<b>100</b>
3 712	110 204	-	2 128	86 097	3 569	8
-	110 204	-	1 330	86 097	338	1
-	110 204	-	565	86 097	138	0
-	110 204	-	277	86 097	83	0
989	110 204	-	2 128	86 097	1 286	3
465	110 204	-	763	86 097	153	0
64 124	110 204	12 825	2 128	86 097	14 082	31
-	110 204	-	1 330	86 097	116	0
80 186	110 204	16 037	2 128	86 097	26 215	57
					<b>45 980</b>	<b>100</b>
72 725	113 951	14 534	2 128	89 024	13 861	31
44 341	113 951	8 868	2 128	89 024	18 017	40
-	113 951	-	1 330	89 024	538	1
26 240	113 951	5 248	2 128	89 024	7 518	17
5 911	113 951	-	2 128	89 024	5 269	12
					<b>45 203</b>	<b>100</b>
51 103	127 237	10 221	2 128	99 404	19 816	36
39 435	127 237	7 872	2 128	99 404	18 640	34
10 439	127 237	2 088	2 128	99 404	13 094	24
-	127 237	-	1 330	99 404	434	1
-	127 237	-	1 330	99 404	2 382	4
					<b>54 366</b>	<b>100</b>

Circonscription	Nom du candidat ou de la candidate	Parti	Revenu incluant les transferts	Revenu excluant les transferts	Dépenses incluant les transferts	Dépenses excluant les transferts
020 EGLINTON--LAWRENCE	Michael Bone	FRE	-	-	-	-
	Mike Colle	LIB	95 758	54 096	98 132	64 280
	Thomas Gallezot	NDP	2 120	2 120	2 246	2 246
	Robin Martin	PCP	102 313	21 384	177 461	96 532
	Lucas McCann	GPO	1 066	400	1 518	168
	AUCUN CANDIDAT	PSN	-	-	-	-
	Erwin Sniedzins	IND	-	-	-	-
021 ELGIN--MIDDLESEX--LONDON	Kathy Cornish	NDP	0	0	5 808	148
	John Fisher	GPO	2 199	2 199	2 199	2 199
	Serge Lavoie	LIB	42 626	16 147	53 563	38 618
	Clare Maloney	FRE	-	-	-	-
	Jeffrey Yurek	PCP	184 404	120 689	144 905	81 190
022 ESSEX	Ray Cecile	PCP	59 255	33 757	87 048	62 110
	Crystal Meloche	LIB	32 772	13 775	37 819	27 819
	Taras Natyshak	NDP	174 752	120 493	185 900	97 606
	Mark Vercouteren	GPO	-	-	-	-
023 ETOBICOKE CENTRE	Yvan Baker	LIB	102 682	31 379	157 321	132 321
	Alexander Bussmann	LTN	-	-	-	-
	Christopher Jones	NDP	12 906	9 656	12 490	9 240
	Andrew Kuess	FRE	-	-	-	-
	Pina Martino	PCP	145 353	55 317	179 302	98 766
	John Martins	PEO	331	331	331	331
	George Morrison	GPO	1 840	1 840	1 563	1 563
	Felicia Trigiani	VEP	-	-	-	-
024 ETOBICOKE--LAKESHORE	P.C. Choo	NDP	31 898	13 810	34 979	16 891
	Doug Holyday	PCP	159 243	79 564	229 427	137 299
	Natalie Lochwin	SPO	-	-	-	-
	Ihor Lytvyn	MOD	-	-	-	-
	Jeff Merklinger	FRE	-	-	-	-
	Peter Milczyn	LIB	131 150	69 733	128 140	88 340
	AUCUN CANDIDAT	FCP	-	-	-	-
	Angela Salewsky	GPO	700	700	586	586
	Mark Wrzesniewski	LTN	-	-	-	-
025 ETOBICOKE-NORD	Nigel Barriffe	NDP	22 506	21 941	20 230	20 230
	Allan deRoo	LTN	-	-	-	-
	James McConnell	FRE	-	-	-	-
	Tony Milone	PCP	17 728	11 228	19 932	18 432
	Shafiq Qadri	LIB	24 255	23 670	21 945	21 945
	Kennith Robertson	GPO	-	-	190	190

Dépenses assujetties au plafond	Plafond des dépenses	Plafond des dépenses	Subvention versée à l'auditeur	Électeurs admissibles	Nombre de bulletins de vote	%
-	99 775	-	277	77 949	264	1
58 189	99 775	11 638	2 128	77 949	22 855	55
1 902	99 775	-	2 128	77 949	3 060	7
91 378	99 775	18 275	2 128	77 949	14 079	34
168	99 775	-	2 128	77 949	1 305	3
-	99 775	s. o.	678	77 949	s. o.	-
-	99 775	-	1 130	77 949	143	0
					<b>41 706</b>	<b>100</b>
-	108 764	-	798	84 972	12 034	27
1 592	108 764	-	1 330	84 972	2 236	5
35 507	108 764	7 101	2 128	84 972	9 183	20
-	108 764	-	554	84 972	784	2
58 125	108 764	11 625	2 128	84 972	20 946	46
					<b>45 183</b>	<b>100</b>
54 287	120 330	10 757	2 128	94 008	10 169	22
18 018	120 330	-	1 984	94 008	6 628	14
83 635	120 330	16 727	2 128	94 008	28 118	60
-	120 330	-	1 330	94 008	1 685	4
					<b>46 600</b>	<b>100</b>
108 281	109 047	21 656	2 128	85 193	23 848	50
-	109 047	-	1 330	85 193	528	1
8 291	109 047	-	2 128	85 193	5 758	12
-	109 047	-	277	85 193	189	0
87 070	109 047	17 414	2 128	85 193	15 520	33
331	109 047	-	1 330	85 193	193	0
839	109 047	-	1 330	85 193	1 254	3
-	109 047	-	1 330	85 193	142	0
					<b>47 432</b>	<b>100</b>
14 772	123 269	-	2 128	96 304	6 362	12
116 532	123 269	23 307	2 128	96 304	17 587	34
-	123 269	-	-	96 304	236	0
-	123 269	-	1 330	96 304	108	0
-	123 269	-	277	96 304	189	0
70 245	123 269	14 406	2 128	96 304	24 311	47
-	123 269	s. o.	396	96 304	s. o.	-
329	123 269	-	2 128	96 304	2 064	4
-	123 269	-	-	96 304	336	1
					<b>51 193</b>	<b>100</b>
18 205	82 284	3 641	2 128	64 284	7 103	26
-	82 284	-	1 330	64 284	706	3
-	82 284	-	277	64 284	281	1
17 390	82 284	3 478	2 128	64 284	6 163	23
18 401	82 284	3 680	2 128	64 284	12 168	45
-	82 284	-	1 330	64 284	677	3
					<b>27 098</b>	<b>100</b>

Circonscription	Nom du candidat ou de la candidate	Parti	Revenu incluant les transferts	Revenu excluant les transferts	Dépenses incluant les transferts	Dépenses excluant les transferts	Dépenses assujetties au plafond	Plafond des dépenses	Plafond des dépenses	Subvention versée à l'auditeur	Électeurs admissibles	Nombre de bulletins de vote	%
026 GLENGARRY--PRESCOTT--RUSSELL	Grant Crack	LIB	89 211	64 211	84 553	70 553	62 665	114 870	12 533	2 128	89 742	23 565	50
	Darcy Donnelly	LTN	-	-	-	-	-	114 870	-	1 330	89 742	422	1
	Marc-Antoine Gagnier	IND	-	-	-	-	-	114 870	-	-	89 742	296	1
	Carl Leduc	FRE	-	-	-	-	-	114 870	-	277	89 742	233	0
	Isabelle Sabourin	NDP	9 426	8 601	7 462	6 637	5 780	114 870	-	2 128	89 742	5 902	12
	Raymond St.Martin	GPO	1 942	1 742	1 987	1 787	1 271	114 870	-	2 128	89 742	1 528	3
	Roxane Villeneuve Robertson	PCP	139 080	31 490	179 494	134 905	125 957	114 870	11 887	2 128	89 742	15 429	33
												<b>47 375</b>	<b>100</b>
027 GUELPH	Juanita Burnett	COM	465	-	465	465	465	123 647	-	763	96 599	178	0
	James Gordon	NDP	83 958	48 737	103 414	68 193	55 235	123 647	11 047	2 128	96 599	9 385	18
	Anthony MacDonald	PCP	65 185	47 685	104 041	91 541	76 688	123 647	15 337	2 125	96 599	11 048	21
	Liz Sandals	LIB	99 613	49 695	147 025	77 143	58 089	123 647	11 618	2 128	96 599	22 014	42
	Mike Schreiner	GPO	175 756	27 444	189 783	109 895	102 538	123 647	20 508	2 128	96 599	10 230	19
	Blair Smythe	LTN	-	-	-	-	-	123 647	-	1 330	96 599	170	0
												<b>53 025</b>	<b>100</b>
028 HALDIMAND--NORFOLK	Toby Barrett	PCP	97 391	54 263	111 234	68 106	54 540	103 561	10 908	2 128	80 907	22 066	52
	Anne Faulkner	GPO	-	-	-	-	-	103 561	-	1 330	80 907	2 071	5
	Bradley Mottashed	WTH	-	-	-	-	-	103 561	-	1 330	80 907	s. o.	-
	Ian Nichols	NDP	3 871	3 690	3 523	3 286	2 956	103 561	591	2 128	80 907	9 786	23
	AUCUN CANDIDAT	FCP	-	-	8	8	8	103 561	s. o.	509	80 907	s. o.	-
	Karen Robinson	LIB	23 211	7 857	26 684	15 830	14 900	103 561	2 980	2 128	80 907	8 331	20
												<b>42 254</b>	<b>100</b>
029 HALIBURTON--KAWARTHA LAKES--BROCK	Don Abel	NDP	31 468	20 711	32 599	21 841	20 728	122 917	4 146	2 128	96 029	10 431	20
	Arsalan Ahmad	GPO	-	-	-	-	-	122 917	-	1 330	96 029	2 255	4
	Rick Johnson	LIB	71 768	32 900	79 350	64 984	55 936	122 917	11 187	2 128	96 029	18 512	35
	Laurie Scott	PCP	186 859	117 273	185 881	111 295	66 171	122 917	13 234	2 128	96 029	21 641	41
												<b>52 839</b>	<b>100</b>
030 HALTON	Ted Chudleigh	PCP	125 086	37 086	221 331	128 871	88 311	191 532	17 662	2 128	149 634	27 937	37
	Susan Farrant	GPO	801	801	784	784	775	191 532	-	1 330	149 634	2 618	3
	Khalid (Kal) Ghory	LTN	-	-	-	-	-	191 532	-	1 330	149 634	916	1
	Gerald Marsh	FCP	75	75	75	75	75	191 532	-	509	149 634	346	0
	Indira Naidoo-Harris	LIB	66 066	35 539	112 789	86 762	78 389	191 532	15 678	2 074	149 634	33 724	45
	Nik Spohr	NDP	26 696	20 755	30 618	24 677	24 134	191 532	-	2 128	149 634	9 758	13
												<b>75 299</b>	<b>100</b>
031 HAMILTON CENTRE	Andrea Horwath	NDP	74 227	46 539	107 571	89 826	81 899	105 041	16 380	2 128	82 063	18 697	52
	Robert (Bob) Mann	COM	465	-	523	523	523	105 041	-	1 271	82 063	229	1
	Peter Melanson	FRE	-	-	-	-	-	105 041	-	277	82 063	334	1
	AUCUN CANDIDAT	FCP	-	-	-	-	-	105 041	s. o.	396	82 063	s. o.	-
	Peter Ormond	GPO	14 942	9 585	15 515	10 193	10 193	105 041	-	2 128	82 063	3 067	9
	Donna Tiqui-Shebib	LIB	25 600	11 100	55 037	29 037	26 270	105 041	5 255	2 128	82 063	8 450	24
	John Vail	PCP	75 797	3 145	75 768	66 157	63 902	105 041	-	2 124	82 063	5 173	14
													<b>35 950</b>
032 HAMILTON-EST--STONE CREEK	David Brown	PCP	29 195	9 245	41 586	29 636	28 738	113 641	5 748	2 124	88 782	7 574	18
	Mark Burnison	LTN	-	-	-	-	-	113 641	-	1 330	88 782	676	2
	Britney Johnston	FRE	-	-	-	-	-	113 641	-	277	88 782	254	1
	Ivan Luksic	LIB	71 017	61 369	85 467	75 819	72 063	113 641	14 413	2 128	88 782	12 433	29
	Paul Miller	NDP	147 367	97 057	110 974	58 004	54 759	113 641	10 952	2 128	88 782	19 958	47
	Greg Zink	GPO	500	500	438	438	434	113 641	-	1 330	88 782	1 742	4
												<b>42 637</b>	<b>100</b>

Circonscription	Nom du candidat ou de la candidate	Parti	Revenu incluant les transferts	Revenu excluant les transferts	Dépenses incluant les transferts	Dépenses excluant les transferts
033 HAMILTON MOUNTAIN	Brian Goodwin	FRE	-	-	-	-
	Greg Lenko	GPO	-	-	-	-
	Albert Marshall	PCP	53 585	33 810	62 112	50 337
	Javid Mirza	LIB	33 335	23 335	108 766	98 766
	Monique Taylor	NDP	103 292	54 224	107 659	58 351
	Hans Wienhold	LTN	-	-	-	-
034 HURON--BRUCE	Jan Johnstone	NDP	54 953	48 760	49 050	43 430
	Max Maister	LTN	-	-	-	-
	Colleen Schenk	LIB	70 741	31 241	100 830	61 832
	Lisa Thompson	PCP	86 141	46 141	107 612	67 612
	Dennis Valenta	EPP	-	-	-	-
	Adam Werstine	GPO	-	-	-	-
	Andrew Zettel	FCP	13 038	6 040	17 706	10 008
035 KENORA--RAINY RIVER	Sarah Campbell	NDP	80 669	43 947	109 359	71 528
	Anthony Leek	LIB	35 804	26 144	37 387	27 727
	Timothy McKillop	GPO	1 319	1 319	1 319	1 319
	Randolph Nickle	PCP	83 351	38 041	126 059	78 849
	AUCUN CANDIDAT	NOH	2	2	2	2
036 KINGSTON ET LES ÎLES	Mark Bain	PCP	89 163	36 183	91 748	58 758
	Mary Rita Holland	NDP	118 175	89 720	118 906	83 632
	Robert Kiley	GPO	30 327	9 380	37 082	16 195
	Sophie Kiwala	LIB	136 059	59 440	158 605	91 702
	AUCUN CANDIDAT	FCP	-	-	-	-
	Jonathan Reid	FRE	-	-	-	-
037 KITCHENER--CENTRE	Patrick Bernier	LTN	-	-	-	-
	Margaret Johnston	NDP	58 077	38 629	54 636	43 959
	Ronnie Smith	GPO	1 510	1 510	1 510	1 501
	Daiene Vernile	LIB	157 002	82 576	153 760	92 079
	Wayne Wettlaufer	PCP	166 760	72 706	170 598	125 040
038 KITCHENER--CONESTOGA	Michael Harris	PCP	166 845	105 699	212 228	151 082
	David Schumm	LTN	-	-	-	-
	James Villeneuve	NDP	20 583	14 084	18 553	9 804
	David Weber	GPO	1 850	1 850	1 850	1 821
	Wayne Wright	LIB	53 627	26 695	68 695	55 063
039 KITCHENER--WATERLOO	Jamie Burton	LIB	117 469	65 369	138 169	106 169
	Stacey Danckert	GPO	4 218	3 418	4 519	3 719
	Catherine Fife	NDP	167 070	96 354	210 501	133 774
	AUCUN CANDIDAT	PSN	-	-	-	-
	James Schulz	LTN	-	-	-	-
	Tracey Weiler	PCP	197 842	96 273	197 508	123 438

Dépenses assujetties au plafond	Plafond des dépenses	Plafond des dépenses	Subvention versée à l'auditeur	Électeurs admissibles	Nombre de bulletins de vote	%
-	120 781	-	277	94 360	320	1
-	120 781	-	2 128	94 360	2 047	4
47 691	120 781	9 538	2 128	94 360	8 795	18
87 030	120 781	17 406	2 128	94 360	14 508	30
52 636	120 781	10 527	2 128	94 360	23 006	47
-	120 781	-	1 330	94 360	379	1
					<b>49 055</b>	<b>100</b>
38 021	102 949	7 604	2 128	80 429	10 843	23
-	102 949	-	1 330	80 429	323	1
42 989	102 949	8 598	2 128	80 429	14 647	31
58 805	102 949	11 761	1 330	80 429	18 512	39
-	102 949	-	284	80 429	128	0
-	102 949	-	1 330	80 429	1 651	3
8 066	102 949	-	2 128	80 429	1 353	3
					<b>47 457</b>	<b>100</b>
65 959	73 199	22 502	2 128	49 913	12 889	56
23 536	73 199	14 017	2 128	49 913	3 652	16
972	73 199	-	1 330	49 913	711	3
64 905	73 199	12 797	2 128	49 913	5 905	26
-	73 199	s. o.	678	49 913	s. o.	-
					<b>23 157</b>	<b>100</b>
52 489	124 402	10 498	2 126	97 189	10 652	21
78 176	124 402	15 635	2 128	97 189	14 811	30
16 083	124 402	-	2 128	97 189	3 566	7
61 808	124 402	12 362	2 128	97 189	20 838	42
-	124 402	s. o.	396	97 189	s. o.	-
-	124 402	-	277	97 189	242	0
					<b>50 109</b>	<b>100</b>
-	106 459	-	1 330	83 171	557	1
37 925	106 459	7 472	2 128	83 171	9 765	23
1 435	106 459	-	1 330	83 171	2 472	6
74 870	106 459	14 974	2 128	83 171	18 472	43
105 693	106 459	21 139	2 124	83 171	11 550	27
					<b>42 816</b>	<b>100</b>
117 418	121 457	23 484	2 128	94 888	17 083	36
-	121 457	-	1 330	94 888	1 001	2
8 876	121 457	1 775	2 128	94 888	9 958	21
1 575	121 457	-	2 128	94 888	3 277	7
45 435	121 457	9 087	2 128	94 888	15 664	33
					<b>46 983</b>	<b>100</b>
99 091	129 245	19 818	2 128	100 973	16 534	30
3 719	129 245	-	2 128	100 973	2 859	5
122 178	129 245	24 436	2 128	100 973	20 536	37
-	129 245	s. o.	678	100 973	s. o.	-
-	129 245	-	1 330	100 973	481	1
108 954	129 245	21 791	2 128	100 973	14 450	26
					<b>54 860</b>	<b>100</b>

Circonscription	Nom du candidat ou de la candidate	Parti	Revenu incluant les transferts	Revenu excluant les transferts	Dépenses incluant les transferts	Dépenses excluant les transferts
040 LAMBTON--KENT--MIDDLESEX	James Armstrong	GPO	30	30	30	30
	Dave Durnin	FRE	500	500	500	-
	Joe Hill	NDP	42 140	29 981	43 351	30 079
	Robert Edwin Lewis	NAP	-	-	-	-
	Monte McNaughton	PCP	134 028	63 918	184 498	101 888
	Mike Radan	LIB	32 565	11 760	52 311	31 506
	Marinus Vander Vloet	FCP	3 933	2 458	5 775	3 063
	Matt Willson	LTN	-	-	-	-
041 LANARK--FRONTENAC--LENNOX AND ADDINGTON	Randy Hillier	PCP	97 539	47 539	111 018	61 018
	Bill MacDonald	LIB	43 439	16 703	70 698	44 783
	Cam Mather	GPO	6 416	1 900	8 654	3 254
	David Parkhill	NDP	17 685	14 713	21 064	18 092
042 LEEDS--GRENVILLE	Stephen Bowering	GPO				
	Steve Clark	PCP	132 976	103 255	133 170	103 449
	Harold Gabriel	LTN				
	David Lundy	NDP				
	Christine Milks	LIB	32 220	16 664	56 550	35 746
043 LONDON--FANSHAWE	Teresa Armstrong	NDP	78 837	56 566	70 767	46 966
	Ali Hamadi	IND				
	Tim Harnick	LTN	-	-	-	-
	Marcel Marcellin	LIB	104 718	33 366	152 719	86 938
	Paul McKeever	FRE	-	-	-	-
	Chris Robson	PCP	74 291	16 440	118 155	67 015
	William Sorrell	GPO	-	-	-	-
044 LONDON-CENTRE-NORD	Nancy Branscombe	PCP	116 080	48 726	156 856	126 001
	Judy Bryant	NDP	68 352	43 997	73 979	49 624
	Kevin Labonte	GPO	2 319	358	3 629	1 846
	Salim Mansur	FRE	1 350	1 350	1 350	-
	Deb Matthews	LIB	148 313	74 682	241 866	126 768
	Dave McKee	COM	799	-	799	799
	Michael Spottiswood	PAU	-	-	-	-
045 LONDON-OUEST	Jeffrey Bennett	PCP	194 486	54 393	196 957	127 367
	Al Gretzky	FRE	1 855	1 855	2 057	507
	Keith McAlister	GPO	2 445	1 335	2 744	1 956
	Peggy Sattler	NDP	132 254	84 949	124 964	69 814
	Nick Steinburg	LIB	83 904	11 477	152 214	69 703
046 MARKHAM--UNIONVILLE	Michael Chan	LIB	173 182	61 467	213 710	101 996
	Nadine Kormos Hawkins	NDP	-	-	230	-
	Myles O'Brien	GPO	7 474	3 569	8 666	666
	Allen Small	LTN	-	-	-	-
	Shan Thayaparan	PCP	2 657	2 657	11 582	582

Dépenses assujetties au plafond	Plafond des dépenses	Plafond des dépenses	Subvention versée à l'auditeur	Électeurs admissibles	Nombre de bulletins de vote	%
30	104 549	-	1 330	81 679	2 104	5
-	104 549	-	339	81 679	242	1
28 103	104 549	5 621	2 128	81 679	12 160	27
-	104 549	-	1 243	81 679	558	1
43 268	104 549	7 914	2 128	81 679	20 710	45
27 778	104 549	5 556	2 128	81 679	9 298	20
2 646	104 549	-	1 271	81 679	568	1
-	104 549	-	1 330	81 679	207	0
					<b>45 847</b>	<b>100</b>
55 742	121 183	11 148	2 034	94 674	21 966	44
28 733	121 183	5 747	2 128	94 674	15 037	30
2 641	121 183	-	2 128	94 674	3 283	7
15 918	121 183	3 184	2 128	94 674	10 184	20
					<b>50 470</b>	<b>100</b>
	101 651			79 415	2 030	5
65 052	101 651	13 010	2 128	79 415	23 253	56
	101 651			79 415	471	1
	101 651			79 415	7 219	17
28 593	101 651	5 719	2 128	79 415	8 499	20
					<b>41 472</b>	<b>100</b>
43 539	99 232	8 708	2 128	77 525	17 903	50
	99 232			77 525	112	0
-	99 232	-	1 330	77 525	386	1
73 945	99 232	14 789	2 128	77 525	7 066	20
-	99 232	-	554	77 525	467	1
31 828	99 232	6 366	2 121	77 525	8 196	23
-	99 232	-	1 330	77 525	1 378	4
					<b>35 508</b>	<b>100</b>
81 752	117 756	16 350	2 128	91 997	12 016	26
46 011	117 756	9 202	2 128	91 997	13 853	30
1 698	117 756	-	2 128	91 997	2 445	5
-	117 756	-	339	91 997	639	1
89 150	117 756	17 830	2 128	91 997	16 379	36
799	117 756	-	763	91 997	115	0
-	117 756	-	1 356	91 997	70	0
					<b>45 517</b>	<b>100</b>
103 210	127 324	20 642	2 128	99 472	16 295	30
484	127 324	-	1 083	99 472	1 188	2
1 907	127 324	-	2 128	99 472	2 310	4
64 849	127 324	12 970	2 128	99 472	22 243	40
57 783	127 324	11 557	2 128	99 472	13 070	24
					<b>55 106</b>	<b>100</b>
69 780	122 070	13 956	2 128	95 367	21 517	51
-	122 070		798	95 367	4 205	10
666	122 070	-	2 128	95 367	1 509	4
-	122 070	-	1 330	95 367	444	1
-	122 070	8 861	2 128	95 367	14 241	34
					<b>41 916</b>	<b>100</b>

Circonscription	Nom du candidat ou de la candidate	Parti	Revenu incluant les transferts	Revenu excluant les transferts	Dépenses incluant les transferts	Dépenses excluant les transferts
047 MISSISSAUGA-- BRAMPTON-SUD	Kathy Acheson	GPO	-	-	-	-
	Robert Alilovic	IND	-	-	-	-
	Amarjeet Gill	PCP	28 569	21 761	66 214	61 906
	Richard Levesque	LTN	-	-	-	-
	Amrit Mangat	LIB	155 607	29 752	230 342	104 487
	Kevin Troake	NDP	6 815	6 815	6 815	5 960
	Kathleen Vezina	NAP	-	-	-	-
048 MISSISSAUGA-EST-- COOKSVILLE	Dolly Catena	EPP	-	-	-	-
	Zoran Churchin	PCP	76 715	22 461	90 466	75 712
	Dipika Damerla	LIB	115 134	42 136	188 554	113 866
	Levko Iwanusiw	LTN	-	-	-	-
	Fayaz Karim	NDP	14 726	12 347	13 047	9 813
	Linh Nguyen	GPO	-	-	-	-
	AUCUN CANDIDAT	FCP	-	-	-	-
049 MISSISSAUGA-- ERINDALE	Michelle Bilek	NDP	12 906	7 124	17 327	11 545
	Vivek Gupta	GPO	1 028	1 028	1 028	1 028
	Chris Jewell	LTN	111	111	111	111
	Nabila Kiyani	FCP	1 025	1 025	1 025	1 025
	Harinder Takhar	LIB	95 361	13 246	158 234	76 086
	Greg Vezina	NAP	-	-	-	-
	Jeff White	PCP	104 932	26 210	137 340	122 840
050 MISSISSAUGA-SUD	Lloyd Jones	GPO	-	-	-	-
	James Judson	LTN	-	-	-	-
	Boris Rosolak	NDP	11 924	8 630	10 250	6 956
	Charles Sousa	LIB	159 163	73 571	231 247	137 401
	Effie Triantafilopoulos	PCP	261 788	80 218	282 497	105 749
	Andrew Weber	NAP	-	-	-	-
051 MISSISSAUGA-- STREETSVILLE	Bob Delaney	LIB	77 586	41 499	130 729	94 642
	Anju Sikka	NDP	26 766	23 216	24 101	20 551
	Nina Tangri	PCP	33 755	17 275	110 024	93 544
	Alexander Vezina	NAP	-	-	-	-
	Dave Walach	LTN	-	-	-	-
	Scott Warner	GPO	120	30	120	96
052 NEPEAN--CARLETON	Coreen Corcoran	LTN	-	-	-	-
	Ric Dagenais	NDP	18 967	12 933	17 129	8 495
	Gordon Kubanek	GPO	-	-	20	20
	Lisa MacLeod	PCP	165 205	101 597	214 996	160 138
	Jack Uppal	LIB	52 263	41 594	64 100	55 300

Dépenses assujetties au plafond	Plafond des dépenses	Plafond des dépenses	Subvention versée à l'auditeur	Électeurs admissibles	Nombre de bulletins de vote	%
-	129 295	-	1 330	101 012	1 302	3
-	129 295	-	1 330	101 012	351	1
52 691	129 295	10 538	2 128	101 012	11 251	27
-	129 295	-	1 330	101 012	993	2
98 856	129 295	19 771	2 128	101 012	19 923	48
4 710	129 295	942	2 128	101 012	6 906	17
-	129 295	-	1 243	101 012	597	1
					<b>41 323</b>	<b>100</b>
-	118 280	-	284	92 406	234	1
70 479	118 280	14 096	2 128	92 406	10 479	26
97 048	118 280	19 410	2 128	92 406	20 934	52
-	118 280	-	1 330	92 406	788	2
9 058	118 280	1 812	2 128	92 406	6 158	15
-	118 280	-	798	92 406	1 408	4
-	118 280	s. o.	744	92 406	s. o.	-
					<b>40 001</b>	<b>100</b>
10 428	142 963	-	2 128	111 690	7 730	15
1 028	142 963	-	1 330	111 690	1 216	2
-	142 963	-	1 330	111 690	873	2
990	142 963	-	746	111 690	474	1
70 173	142 963	14 035	2 128	111 690	25 356	49
-	142 963	-	1 243	111 690	641	1
105 535	142 963	21 107	2 128	111 690	15 474	30
					<b>51 764</b>	<b>100</b>
-	105 576	-	1 330	82 481	1 418	3
-	105 576	-	1 330	82 481	355	1
5 889	105 576	-	2 128	82 481	4 649	11
99 182	105 576	19 836	2 128	82 481	22 192	51
77 411	105 576	15 482	2 128	82 481	14 514	33
-	105 576	-	1 243	82 481	591	1
					<b>43 719</b>	<b>100</b>
70 907	118 959	14 181	2 074	92 937	22 587	53
19 963	118 959	-	2 128	92 937	5 885	14
87 010	118 959	17 402	2 128	92 937	12 060	28
-	118 959	-	1 243	92 937	524	1
-	118 959	-	1 330	92 937	342	1
6	118 959	-	1 330	92 937	1 566	4
					<b>42 964</b>	<b>100</b>
-	154 470	-	1 330	120 680	940	1
7 545	154 470	-	2 128	120 680	8 628	13
20	154 470	-	2 128	120 680	3 630	5
88 568	154 470	17 714	2 128	120 680	30 901	47
37 516	154 470	7 482	2 128	120 680	21 974	33
					<b>66 073</b>	<b>100</b>

Circonscription	Nom du candidat ou de la candidate	Parti	Revenu incluant les transferts	Revenu excluant les transferts	Dépenses incluant les transferts	Dépenses excluant les transferts
053 NEWMARKET--AURORA	Chris Ballard	LIB	50 123	30 373	81 437	62 437
	Dorian Baxter	CCP	2 250	2 250	2 250	2 250
	Angus Duff	NDP	5 166	2 250	7 854	4 888
	Jason Jenkins	LTN	-	-	-	-
	Andrew Roblin	GPO	100	100	100	100
	Jane Twinney	PCP	125 044	45 277	157 189	124 672
	Robert Yaciuk	TRI	-	-	-	-
054 NIAGARA FALLS	John Beam	NAP	-	-	-	-
	Clarke Bitter	GPO	-	-	-	-
	Wayne Gates	NDP	151 133	99 327	156 539	114 663
	Bart Maves	PCP	232 808	108 445	232 728	130 102
	Ralph Panucci	LTN	-	-	-	-
	Lionel Tupman	LIB	22 020	7 791	38 783	37 554
055 NIAGARA-OUEST--GLANBROOK	Tim Hudak	PCP	114 278	42 080	162 507	80 259
	Stefanos Karatopis	LTN	-	-	-	-
	Basia Krzyzanowski	GPO	1 439	1 175	4 553	904
	Brian McCormack	NDP	16 209	12 148	12 976	8 764
	David Mossey	LIB	29 683	16 939	36 985	24 242
	Geoff Peacock	FRE	-	-	-	-
	Marty Poos	WTH	-	-	-	-
056 NICKEL BELT	Marck Blay	PCP	35 787	9 078	43 879	14 670
	Heather K Dahlstrom	GPO	1 693	633	1 674	1 630
	France Gélinas	NDP	137 857	79 981	124 599	62 733
	Adam Hyde	WTH	-	-	-	-
	James Tregonning	LIB	26 607	14 869	31 257	24 519
057 NIPISSING	Patrick Clement	IND	14	14	14	14
	Derek Elliott	LTN	200	-	200	200
	Victor Fedeli	PCP	364 710	317 710	223 617	133 117
	Henri Giroux	NDP	35 340	23 018	41 903	27 396
	Nicole Peltier	GPO	3 319	1 276	2 298	255
	Catherine Whiting	LIB	33 894	7 583	44 191	23 440
058 NORTHUMBERLAND--QUINTE-OUEST	Gudrun Ludorf-Weaver	GPO	1 129	-	2 001	872
	Kira Mees	NDP	19 959	16 373	12 572	8 986
	Rob Milligan	PCP	122 439	48 386	122 343	103 290
	Lou Rinaldi	LIB	195 537	115 394	204 869	117 978
059 OAK RIDGES--MARKHAM	Karl Boelling	LTN	-	-	-	-
	Helena Jaczek	LIB	153 839	65 567	219 485	133 038
	Miles Krauter	NDP	8 883	5 929	8 476	5 522
	Emilia Melara	GPO	-	-	-	-
	Gennady Vilensky	TRI	-	-	-	-
	Farid Wassef	PCP	190 908	74 328	253 119	182 745

Dépenses assujetties au plafond	Plafond des dépenses	Plafond des dépenses	Subvention versée à l'auditeur	Électeurs admissibles	Nombre de bulletins de vote	%
34 542	127 244	6 908	2 128	99 409	22 997	44
2 064	127 244	-	1 330	99 409	922	2
4 253	127 244	-	2 128	99 409	6 023	12
-	127 244	-	1 330	99 409	579	1
100	127 244	-	1 330	99 409	2 144	4
81 402	127 244	16 280	2 128	99 409	19 585	37
-	127 244	-	1 330	99 409	83	0
					<b>52 333</b>	<b>100</b>
-	128 896	-	1 243	100 700	478	1
-	128 896	-	-	100 700	1 724	3
99 930	128 896	19 986	2 128	100 700	24 131	47
117 514	128 896	25 779	2 128	100 700	16 702	33
-	128 896	-	1 330	100 700	559	1
32 200	128 896	-	2 128	100 700	7 329	14
					<b>50 923</b>	<b>100</b>
40 229	124 419	8 046	2 128	97 202	23 378	42
-	124 419	-	1 330	97 202	970	2
543	124 419	-	2 128	97 202	3 004	5
7 019	124 419	1 404	2 128	97 202	12 423	22
15 785	124 419	3 151	2 128	97 202	15 843	28
-	124 419	-	554	97 202	284	1
-	124 419	-	1 330	97 202	s.o.	-
					<b>55 902</b>	<b>100</b>
12 658	92 395	-	2 098	64 910	3 827	12
1 557	92 395	-	2 128	64 910	1 145	4
59 181	92 395	21 146	2 128	64 910	20 104	63
-	92 395	-	1 330	64 910	s.o.	-
21 124	92 395	13 535	2 128	64 910	7 031	22
					<b>32 107</b>	<b>100</b>
14	77 340	-	1 328	60 422	208	1
-	77 340	-	1 330	60 422	377	1
68 986	77 340	13 797	2 128	60 422	13 085	42
25 285	77 340	5 057	2 128	60 422	8 057	26
227	77 340	-	2 128	60 422	1 188	4
19 620	77 340	3 924	2 128	60 422	8 382	27
					<b>31 297</b>	<b>100</b>
531	126 650	-	2 128	98 945	2 283	4
8 083	126 650	1 617	2 128	98 945	9 211	17
97 130	126 650	19 426	2 098	98 945	19 583	36
107 021	126 650	21 404	2 128	98 945	23 419	43
					<b>54 496</b>	<b>100</b>
-	226 888	-	1 330	177 256	1 358	2
118 547	226 888	23 709	2 128	177 256	36 782	46
4 569	226 888	-	2 128	177 256	9 355	12
-	226 888	-	1 330	177 256	2 791	3
-	226 888	-	1 330	177 256	213	0
173 538	226 888	34 708	2 128	177 256	30 256	37
					<b>80 755</b>	<b>100</b>

Circonscription	Nom du candidat ou de la candidate	Parti	Revenu incluant les transferts	Revenu excluant les transferts	Dépenses incluant les transferts	Dépenses excluant les transferts	Dépenses assujetties au plafond	Plafond des dépenses	Plafond des dépenses	Subvention versée à l'auditeur	Électeurs admissibles	Nombre de bulletins de vote	%
060 OAKVILLE	Andrew Chlobowski	GPO	665	665	607	607	607	115 208	-	1 330	90 006	1 887	4
	David Clement	LTN	617	617	617	617	483	115 208	-	1 330	90 006	386	1
	Kevin Flynn	LIB	106 011	45 886	159 028	98 903	56 652	115 208	11 330	2 128	90 006	24 717	49
	Che Marville	NDP	5 197	5 197	7 226	6 577	5 529	115 208	-	2 128	90 006	3 994	8
	Larry Scott	PCP	119 773	41 471	133 135	124 626	113 636	115 208	22 727	2 128	90 006	18 921	38
	Silvio Ursomarzo	FRE	-	-	-	-	-	115 208	-	277	90 006	132	0
											<b>50 037</b>	<b>100</b>	
061 OSHAWA	Jennifer French	NDP	62 177	57 539	66 592	60 854	54 781	123 077	10 956	2 128	96 154	22 232	47
	Jerry Ouellette	PCP	64 344	30 225	94 491	61 491	54 562	123 077	10 912	2 128	96 154	14 540	31
	Esrick Quintyn	LIB	12 962	4 962	20 081	17 081	12 664	123 077	2 533	2 128	96 154	9 051	19
	Becky Smit	GPO	-	-	-	-	-	123 077	-	1 330	96 154	1 785	4
											<b>47 608</b>	<b>100</b>	
062 OTTAWA-CENTRE	Robert Dekker	PCP	80 150	11 410	77 484	63 744	58 940	121 379	11 788	2 128	94 827	9 678	18
	Bruce Faulkner	LTN	-	-	-	-	-	121 379	-	1 330	94 827	525	1
	Jennifer McKenzie	NDP	82 055	65 306	86 174	67 825	63 117	121 379	12 623	2 128	94 827	10 894	20
	Yasir Naqvi	LIB	172 316	77 097	267 350	147 131	117 848	121 379	23 570	2 128	94 827	27 689	52
	Kevin O'Donnell	GPO	14 912	5 114	14 866	4 263	4 171	121 379	-	2 128	94 827	4 163	8
	Larry Wasslen	COM	648	-	648	648	648	121 379	-	1 219	94 827	283	1
											<b>53 232</b>	<b>100</b>	
063 OTTAWA--ORLÉANS	Bob Bell	GPO	-	-	-	-	-	121 938	-	1 330	95 264	2 036	4
	Gerald Bourdeau	LTN	-	-	-	-	-	121 938	-	1 330	95 264	411	1
	Marie-France Lalonde	LIB	168 049	99 198	137 443	106 408	90 947	121 938	18 189	2 128	95 264	29 911	54
	Andrew Lister	PCP	173 374	31 289	212 126	146 929	100 449	121 938	20 089	2 128	95 264	18 525	33
	Prosper M'Bemba-Meka	NDP	5 614	5 614	2 678	2 678	2 281	121 938	-	2 128	95 264	5 022	9
											<b>55 905</b>	<b>100</b>	
064 OTTAWA-SUD	Jean-Serge Brisson	LTN	-	-	-	-	-	114 136	-	1 330	89 169	273	1
	John Fraser	LIB	154 288	97 694	187 994	132 400	92 940	114 136	18 588	2 128	89 169	23 708	50
	Bronwyn Funicello	NDP	30 941	11 218	36 697	16 974	16 560	114 136	-	2 128	89 169	5 817	12
	Matt Lakatos-Hayward	GPO	1 550	750	2 088	1 288	1 288	114 136	-	2 128	89 169	2 034	4
	Espoir Manirambona	COM	465	-	465	465	465	114 136	-	763	89 169	139	0
	David McGruer	WTH	-	-	-	-	-	114 136	-	277	89 169	s. o.	-
	AUCUN CANDIDAT	FCP	-	-	8	8	8	114 136	s. o.	452	89 169	s. o.	-
	John Redins	PSN	-	-	-	-	-	114 136	-	1 356	89 169	244	1
	Matt Young	PCP	140 542	87 494	166 801	123 531	103 788	114 136	20 757	2 128	89 169	15 235	32
											<b>47 450</b>	<b>100</b>	
065 OTTAWA--VANIER	David Bagler	GPO	15 211	12 578	11 552	8 918	8 261	104 278	-	2 128	81 467	3 144	8
	Martin Forget	PCP	45 414	15 873	63 584	39 043	35 984	104 278	7 197	2 128	81 467	8 750	22
	Madeleine Meilleur	LIB	90 019	58 153	110 394	48 528	43 293	104 278	8 659	2 128	81 467	21 810	56
	Herve Ngamby	NDP	25 960	20 848	23 582	18 469	15 613	104 278	-	2 128	81 467	5 228	13
	AUCUN CANDIDAT	FCP	-	-	-	-	-	104 278	s. o.	509	81 467	s. o.	-
	Phillip Richard	LTN	-	-	-	-	-	104 278	-	1 330	81 467	329	1
											<b>39 261</b>	<b>100</b>	
066 OTTAWA-OUEST--NEPEAN	Matthew Brooks	LTN	-	-	-	-	-	108 964	-	1 330	85 128	318	1
	Bob Chiarelli	LIB	384 546	264 510	352 262	204 248	106 787	108 964	21 357	2 128	85 128	21 035	45
	Alex Cullen	NDP	43 450	36 950	31 090	21 818	20 919	108 964	-	2 128	85 128	6 760	14
	Randall Denley	PCP	245 893	152 615	157 747	114 635	99 528	108 964	19 906	2 128	85 128	15 895	34
	Alex Hill	GPO	8 678	5 322	8 520	5 331	5 156	108 964	-	2 128	85 128	2 899	6
	AUCUN CANDIDAT	FCP	-	-	-	-	-	108 964	s. o.	744	85 128	s. o.	-
											<b>46 907</b>	<b>100</b>	

Circonscription	Nom du candidat ou de la candidate	Parti	Revenu incluant les transferts	Revenu excluant les transferts	Dépenses incluant les transferts	Dépenses excluant les transferts
067 OXFORD	Michael Farlow	GPO	-	-	-	-
	Ernie Hardeman	PCP	105 745	44 575	137 886	61 716
	Tim Hodges	FRE	200	200	200	-
	Daniel Moulton	LIB	49 895	31 529	56 841	48 341
	Bryan Smith	NDP	23 001	19 399	18 697	15 095
	Devin Wright	LTN	-	-	-	-
068 PARKDALE--HIGH PARK	Cheri Dinovo	NDP	134 081	111 242	133 440	106 308
	Jamie Ellerton	PCP	123 739	83 546	65 428	37 711
	Nancy Leblanc	LIB	118 283	84 505	90 312	78 120
	Melanie Motz	FRE	-	-	-	-
	Timothy Rudkins	GPO	1 944	1 860	1 960	1 960
	Matthew Vezina	NAP	-	-	-	-
	Redmond Weissenberger	LTN	-	-	-	-
069 PARRY SOUND--MUSKOKA	Norm Miller	PCP	107 264	51 009	143 448	69 693
	Clyde Mobbly	NDP	3 939	3 422	4 532	132
	Matt Richter	GPO	24 787	10 306	30 891	25 683
	Andy Stivrins	FRE	-	-	-	-
	Dan Waters	LIB	10 639	5 483	15 312	13 612
070 PERTH--WELLINGTON	Chris Desjardins	GPO	2 100	1 600	2 169	2 144
	Irma Devries	FCP	3 059	3 059	2 687	2 053
	Scott Marshall	LTN	436	436	436	436
	Matthew Murphy	IND	5	5	5	5
	Randy Pettapiece	PCP	129 967	65 588	150 836	86 457
	Marie Roth	WTH	-	-	-	-
	Stewart Skinner	LIB	87 916	38 745	127 079	84 723
	Rob Smeenk	FRE	-	-	-	-
	Romayne Smith Fullerton	NDP	47 416	37 038	45 507	34 060
071 PETERBOROUGH	Gary Beamish	GPO	2 658	2 434	2 052	1 828
	Gerard Faux	PAU	-	-	-	-
	Jeff Leal	LIB	126 950	72 177	148 555	91 855
	Brian Martindale	IND	5	5	5	5
	Wayne Matheson	FRE	-	-	-	-
	Andrea Quiano	SPO	-	-	-	-
	Gary Scott Stewart	PCP	220 500	97 638	193 387	110 392
	Sheila Wood	NDP	34 650	23 360	46 102	33 812
072 PICKERING--SCARBOROUGH-EST	Kevin Gaudet	PCP	187 760	81 445	211 774	111 299
	Eileen Higdon	NDP	9 611	9 611	17 288	16 228
	Scott Hoefig	LTN	-	-	-	-
	Tracy MacCharles	LIB	100 240	61 264	119 270	72 794
	Anthony Navarro	GPO	2 445	795	3 303	1 653
	Matthew Oliver	FRE	-	-	-	-

Dépenses assujetties au plafond	Plafond des dépenses	Plafond des dépenses	Subvention versée à l'auditeur	Électeurs admissibles	Nombre de bulletins de vote	%
-	102 909	-	1 330	80 398	1 985	5
52 319	102 909	10 464	2 128	80 398	18 958	46
-	102 909	-	339	80 398	384	1
33 886	102 909	6 777	2 128	80 398	8 736	21
13 882	102 909	2 776	2 128	80 398	10 573	26
-	102 909	-	1 330	80 398	365	1
					<b>41 001</b>	<b>100</b>
92 823	102 561	18 565	2 128	80 126	18 385	41
32 355	102 561	-	2 128	80 126	5 787	13
70 080	102 561	14 016	2 128	80 126	17 841	40
-	102 561	-	277	80 126	105	0
1 960	102 561	-	2 128	80 126	2 479	6
-	102 561	-	1 243	80 126	305	1
-	102 561	-	2 128	80 126	191	0
					<b>45 093</b>	<b>100</b>
46 301	96 198	9 260	2 128	75 155	15 761	41
-	96 198	-	798	75 155	4 999	13
23 846	96 198	4 769	2 128	75 155	7 484	19
-	96 198	-	277	75 155	296	1
12 293	96 198	2 459	2 128	75 155	10 158	26
					<b>38 698</b>	<b>100</b>
1 174	95 890	-	2 128	74 914	2 005	5
-	95 890	-	2 119	74 914	746	2
436	95 890	-	1 330	74 914	411	1
5	95 890	-	1 243	74 914	343	1
78 951	95 890	15 790	2 128	74 914	15 992	39
-	95 890	-	283	74 914	s. o.	-
68 955	95 890	13 791	2 128	74 914	13 585	33
-	95 890	-	277	74 914	202	0
27 768	95 890	5 554	2 128	74 914	7 764	19
					<b>41 048</b>	<b>100</b>
1 793	120 536	-	2 128	94 169	2 287	4
-	120 536	-	1 356	94 169	52	0
54 753	120 536	10 951	2 128	94 169	24 709	46
2	120 536	-	565	94 169	395	1
-	120 536	-	277	94 169	121	0
-	120 536	-	-	94 169	132	0
101 850	120 536	20 370	2 128	94 169	15 907	30
31 509	120 536	6 302	2 128	94 169	9 728	18
					<b>53 331</b>	<b>100</b>
95 686	105 624	19 137	2 128	82 519	12 638	28
11 701	105 624	-	2 128	82 519	6 600	15
-	105 624	-	1 330	82 519	463	1
65 230	105 624	13 046	2 128	82 519	23 206	52
1 635	105 624	-	2 128	82 519	1 564	4
-	105 624	-	277	82 519	191	0
					<b>44 662</b>	<b>100</b>

Circonscription	Nom du candidat ou de la candidate	Parti	Revenu incluant les transferts	Revenu excluant les transferts	Dépenses incluant les transferts	Dépenses excluant les transferts
073 PRINCE EDWARD--HASTINGS	Lindsay Forbes	LTN				
	Anita Payne	GPO	750	750	750	750
	Todd Smith	PCP	90 138	40 138	102 927	77 863
	Merrill Stewart	NDP	25 330	18 180	23 131	15 981
	Georgina Thompson	LIB	59 511	16 032	101 206	62 970
074 RENFREW--NIPISSING--PEMBROKE	Chad Beckwith-Smith	IND				
	Roderic Boileau	LIB	3 969	1 300	2 898	2 898
	Brian Dougherty	NDP	21 950	15 597	18 399	12 046
	Murray Reid	COR	1 200	1 200	1 200	1 200
	Benjamin Wright	GPO	-	-	-	-
	John Yakabuski	PCP	132 058	98 226	94 619	58 287
075 RICHMOND HILL	Igor Bily	LTN	-	-	-	-
	Adam DeVita	NDP	11 647	9 257	11 099	8 509
	Yuri Dubois	MOD	-	-	-	-
	Vic Gupta	PCP	148 489	33 840	197 328	129 299
	David Horsak	WTH	-	-	-	-
	Rachael Lave	GPO	-	-	708	8
	Reza Moridi	LIB	128 996	39 602	245 697	140 357
076 ST. CATHARINES	James Bradley	LIB	193 423	58 168	254 607	100 864
	Nick Dushko	LTN	-	-	-	-
	Karen Fraser	GPO	-	-	-	-
	AUCUN CANDIDAT	FCP	-	-	-	-
	Mathew Siscoe	PCP	156 229	60 030	120 719	101 121
	Jennifer (Jennie) Stevens	NDP	20 791	18 756	14 968	12 933
	Dave Unrau	FRE	-	-	-	-
	Saleh Waziruddin	COM	676	-	676	676
077 ST. PAUL'S	Justine Deluce	PCP	166 381	157 037	142 712	133 427
	Eric Hoskins	LIB	166 873	115 427	174 393	102 087
	John Kittredge	LTN	-	-	-	-
	Josh Rachlis	GPO	672	100	1 028	576
	Mike Rita	FRE	-	-	-	-
	Luke Savage	NDP	5 506	4 018	4 644	1 919
078 SARNIA--LAMBTON	Bob Bailey	PCP	97 845	27 255	140 546	69 956
	Andrew Falby	LTN	-	-	-	-
	Anne Marie Gillis	LIB	35 670	26 130	45 781	37 477
	AUCUN CANDIDAT	FRE	-	-	-	-
	Kevin Shaw	GPO	3 976	3 976	3 976	3 931
	Brian White	NDP	32 902	20 972	45 037	33 107
079 SAULT STE. MARIE	Kara Flannigan	GPO	-	-	12	12
	Roderick (Rod) Fremlin	PCP	7 110	7 110	7 339	7 339
	David Oraziotti	LIB	83 193	52 458	106 189	76 765
	Celia Ross	NDP	58 322	34 353	76 754	52 785
	Austin Williams	LTN	-	-	-	-

Dépenses assujetties au plafond	Plafond des dépenses	Plafond des dépenses	Subvention versée à l'auditeur	Électeurs admissibles	Nombre de bulletins de vote	%
	115 692			90 384	555	1
187	115 692	-	1 330	90 384	2 448	5
72 085	115 692	14 417	2 128	90 384	19 281	42
15 149	115 692	3 030	2 128	90 384	8 829	19
56 975	115 692	11 395	2 128	90 384	15 105	33
					<b>46 218</b>	<b>100</b>
	98 506			76 958	392	1
2 825	98 506	565	1 921	76 958	7 897	19
11 697	98 506	-	2 128	76 958	5 978	14
746	98 506	-	1 526	76 958	489	1
-	98 506	-	1 330	76 958	1 337	3
31 085	98 506	6 217	2 128	76 958	25 241	61
					<b>41 334</b>	<b>100</b>
	121 571	-	1 330	94 977	510	1
8 174	121 571	-	2 128	94 977	4 697	11
-	121 571	-	1 330	94 977	160	0
116 223	121 571	23 245	2 128	94 977	15 642	37
-	121 571	-	1 330	94 977	s.o.	-
8	121 571	-	798	94 977	1 344	3
110 000	121 571	22 000	2 128	94 977	20 455	48
					<b>42 808</b>	<b>100</b>
65 004	110 335	13 001	2 128	86 199	19 070	41
-	110 335	-	1 330	86 199	223	0
-	110 335	-	1 330	86 199	1 792	4
-	110 335	s.o.	396	86 199	s.o.	-
91 969	110 335	18 394	2 128	86 199	13 814	30
11 903	110 335	2 381	2 128	86 199	11 350	24
-	110 335	-	277	86 199	170	0
676	110 335	-	763	86 199	95	0
					<b>46 514</b>	<b>100</b>
112 194	113 804	22 439	2 128	88 909	12 037	24
81 206	113 804	16 241	2 128	88 909	30 027	60
-	113 804	-	1 330	88 909	407	1
576	113 804	-	2 128	88 909	2 569	5
-	113 804	-	554	88 909	165	0
1 712	113 804	-	2 128	88 909	5 056	10
					<b>50 261</b>	<b>100</b>
41 293	103 259	8 259	2 128	80 671	18 722	41
-	103 259	-	1 330	80 671	340	1
33 878	103 259	7 524	2 128	80 671	8 152	18
-	103 259	s.o.	277	80 671	s.o.	-
3 212	103 259	-	1 330	80 671	2 109	5
30 332	103 259	6 066	2 128	80 671	16 327	36
					45 650	100
12	76 013	-	2 128	59 385	965	3
7 163	76 013	-	2 128	59 385	3 704	12
72 704	76 013	14 541	2 128	59 385	17 490	59
50 429	76 013	10 086	2 128	59 385	7 610	25
-	76 013	-	1 330	59 385	115	0
					<b>29 884</b>	<b>100</b>

Circonscription	Nom du candidat ou de la candidate	Parti	Revenu incluant les transferts	Revenu excluant les transferts	Dépenses incluant les transferts	Dépenses excluant les transferts	Dépenses assujetties au plafond	Plafond des dépenses	Plafond des dépenses	Subvention versée à l'auditeur	Électeurs admissibles	Nombre de bulletins de vote	%
080 SCARBOROUGH--AGINCOURT	Liang Hsuan Chen	PCP	80 577	14 456	146 944	83 323	70 584	97 983	14 117	2 128	76 549	12 041	35
	Kevin Clarke	PEO	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	97 983	-	2 128	76 549	387	1
	Pauline Thompson	GPO	-	-	-	-	-	97 983	-	1 330	76 549	907	3
	Alex Wilson	NDP	7 649	6 149	9 061	7 561	6 931	97 983	-	2 128	76 549	4 105	12
	Soo Wong	LIB	70 663	40 663	138 319	101 285	61 911	97 983	12 382	2 128	76 549	17 332	50
											<b>34 772</b>	<b>100</b>	
081 SCARBOROUGH-CENTRE	Carol Baker	NDP	8 191	8 166	6 577	6 553	6 205	94 963	1 241	2 128	74 190	7 145	20
	Brad Duguid	LIB	64 348	19 348	152 479	82 479	78 415	94 963	15 683	1 045	74 190	19 390	55
	David Ramalho	PCP	20 196	6 646	28 806	20 256	18 667	94 963	3 733	2 128	74 190	7 599	22
	Edward Yaghledjian	GPO	1 251	1 251	1 251	1 251	78	94 963	-	1 330	74 190	1 086	3
											<b>35 220</b>	<b>100</b>	
082 SCARBOROUGH--GUILDWOOD	Jeffrey Bustard	GPO	-	-	-	-	-	91 279	-	1 330	71 312	1 034	3
	Mitzie Hunter	LIB	102 448	64 648	111 112	79 112	64 280	91 279	12 856	2 128	71 312	17 318	50
	Richard Kerr	LTN	-	-	-	-	-	91 279	-	1 330	71 312	476	1
	Ken Kirupa	PCP	87 946	25 880	88 949	79 101	72 793	91 279	14 559	1 928	71 312	9 721	28
	Khalid Mokhtarzada	FRE	-	-	-	-	-	91 279	-	277	71 312	148	0
	John Sawdon	CCP	-	-	-	-	-	91 279	-	1 330	71 312	120	0
	Shuja Syed	NDP	16 469	16 469	14 579	13 000	11 908	91 279	2 382	2 128	71 312	5 894	17
											<b>34 711</b>	<b>100</b>	
083 SCARBOROUGH--ROUGE RIVER	Bas Balkissoon	LIB	86 359	23 619	149 901	87 161	69 437	113 398	13 887	2 128	88 592	16 095	39
	Raymond Cho	PCP	65 676	17 370	134 379	86 073	76 534	113 398	15 308	2 128	88 592	11 500	28
	Amir Khan	NAP	1 790	1 790	1 790	1 790	-	113 398	-	1 243	88 592	398	1
	Neethan Shan	NDP	93 565	62 926	124 482	81 391	75 133	113 398	15 027	2 128	88 592	13 019	31
	George Singh	GPO	-	-	-	-	-	113 398	-	1 330	88 592	571	1
											<b>41 583</b>	<b>100</b>	
084 SCARBOROUGH-SUD-OUEST	Lorenzo Berardinetti	LIB	56 208	56 208	87 033	87 033	71 369	95 146	14 274	2 128	74 333	18 420	50
	David Del Grande	GPO	3 206	3 206	2 725	2 725	2 710	95 146	-	1 330	74 333	1 493	4
	Jean-Baptiste Foaleng	IND	-	-	-	-	-	95 146	-	1 330	74 333	185	1
	Nita Kang	PCP	62 500	25 085	75 671	40 756	38 433	95 146	7 687	2 128	74 333	7 573	21
	Jessie Macaulay	NDP	35 601	21 764	38 643	24 806	23 296	95 146	4 659	2 128	74 333	8 674	24
	Tyler Rose	LTN	-	-	-	-	-	95 146	-	1 330	74 333	328	1
											<b>36 673</b>	<b>100</b>	
085 SIMCOE--GREY	Jessica Dudun	GPO	30	-	583	583	583	137 935	-	1 895	107 762	4 172	8
	Lorne Kenney	LIB	26 778	18 781	41 291	33 294	29 787	137 935	5 957	2 128	107 762	17 199	31
	David Matthews	NDP	14 443	9 559	13 944	9 060	7 581	137 935	-	2 128	107 762	7 793	14
	Jim Wilson	PCP	136 549	61 611	193 339	100 555	67 869	137 935	13 574	2 128	107 762	25 988	47
											<b>55 152</b>	<b>100</b>	
086 SIMCOE-NORD	Garfield Dunlop	PCP	159 000	87 284	151 726	80 010	57 425	122 879	11 485	2 128	95 999	22 179	44
	Fred Larsen	LIB	56 702	31 411	77 777	62 510	48 735	122 879	9 747	2 128	95 999	16 413	33
	Doris Middleton	NDP	46 432	20 927	48 760	22 755	20 107	122 879	4 021	2 128	95 999	7 846	16
	Peter Stubbins	GPO	8 764	970	17 398	9 552	7 703	122 879	-	2 036	95 999	4 013	8
											<b>50 451</b>	<b>100</b>	
087 STORMONT--DUNDAS--SOUTH GLENGARRY	John Earle	LIB	3 380	3 380	8 432	5 367	-	99 332	-	798	77 603	9 250	23
	Elaine MacDonald	NDP	45 496	31 367	41 231	24 972	22 704	99 332	4 541	2 128	77 603	8 336	21
	Jim McDonell	PCP	146 597	85 638	182 047	115 588	92 822	99 332	18 564	2 128	77 603	20 624	52
	Shawn McRae	LTN	299	-	299	299	-	99 332	-	1 330	77 603	602	2
	Sharron Norman	GPO	-	-	-	-	-	99 332	-	1 330	77 603	1 067	3
											<b>39 879</b>	<b>100</b>	

Circonscription	Nom du candidat ou de la candidate	Parti	Revenu incluant les transferts	Revenu excluant les transferts	Dépenses incluant les transferts	Dépenses excluant les transferts
088 SUDBURY	Joe Cimino	NDP	55 078	55 078	98 367	98 267
	Casey Lalonde	GPO	832	832	3 175	2 159
	AUCUN CANDIDAT	FCP	-	-	273	7
	Andrew Olivier	LIB	146 416	119 974	133 778	109 874
	Paula Peroni	PCP	116 426	84 746	116 481	109 981
	John David Popescu	IND	280	280	242	242
	Steven Wilson	LTN	-	-	-	-
089 THORNHILL	Gene Balfour	LTN	-	-	-	-
	David Bergart	GPO	555	555	449	449
	Erin Ashley Goodwin	FRE	-	-	-	-
	Cindy Hackelberg	NDP	4 929	1 420	8 669	5 160
	Gila Martow	PCP	147 588	40 694	185 330	117 622
	Sandra Racco	LIB	102 982	53 293	129 470	85 856
090 THUNDER BAY-- ATIKOKAN	Edward Deibel	NOH	4	4	4	4
	Mary Kozorys	NDP	66 643	46 366	70 213	49 836
	Bill Mauro	LIB	144 181	94 213	135 406	93 906
	John Northey	GPO	1 550	1 100	1 459	1 459
	Joe Talarico	LTN	-	-	-	-
	Harold Wilson	PCP	44 279	22 503	54 737	41 237
091 THUNDER BAY-- SUPERIOR-NORD	Andrew Foulds	NDP	88 756	62 182	90 294	62 190
	Michael Gravelle	LIB	121 916	65 726	111 863	106 863
	Tamara Johnson	LTN	4 812	-	4 812	4 812
	Joseph LeBlanc	GPO	2 090	1 140	2 950	1 550
	Derek Parks	PCP	50 423	23 050	59 107	41 734
	Paul Sloan	NOH	8	8	8	8
092 TIMISKAMING-- COCHRANE	Gino Chitaroni	NOH	1 200	1 200	1 200	1 200
	Cody Fraser	GPO	-	-	-	-
	Sébastien Goyer	LIB	29 687	21 241	49 216	46 816
	Peter Politis	PCP	37 150	24 650	43 149	43 149
	John Vanthof	NDP	67 359	48 534	65 288	42 753
093 TIMMINS--JAMES BAY	Gilles Bisson	NDP	159 346	96 978	138 766	75 867
	Steve Black	PCP	51 785	29 100	54 831	32 146
	Sylvie Fontaine	LIB	20 879	10 779	30 665	30 665
	Bozena Hrycyna	GPO	-	-	-	-
	Fauzia Sadiq	COR	1 220	-	1 220	1 220

Dépenses assujetties au plafond	Plafond des dépenses	Plafond des dépenses	Subvention versée à l'auditeur	Électeurs admissibles	Nombre de bulletins de vote	%
83 644	84 248	16 729	2 128	65 819	14 274	42
1 761	84 248	-	2 128	65 819	1 212	4
7	84 248	s. o.	565	65 819	s. o.	-
86 377	84 248	14 721	2 128	65 819	13 296	39
68 554	84 248	-	2 128	65 819	4 663	14
242	84 248	-	1 330	65 819	105	0
-	84 248	-	1 330	65 819	243	1
					<b>33 793</b>	<b>100</b>
-	134 584	-	1 330	105 144	571	1
-	134 584	-	339	105 144	1 229	2
-	134 584	-	277	105 144	233	0
4 833	134 584	-	2 128	105 144	4 052	8
99 156	134 584	19 831	2 128	105 144	21 886	44
67 722	134 584	13 544	2 128	105 144	21 780	44
					<b>49 751</b>	<b>100</b>
-	84 714	-	1 356	58 909	129	0
45 845	84 714	18 479	2 128	58 909	8 052	28
73 229	84 714	23 935	2 128	58 909	15 176	53
992	84 714	-	1 330	58 909	964	3
-	84 714	-	1 330	58 909	547	2
36 796	84 714	-	2 128	58 909	3 779	13
					<b>28 647</b>	<b>100</b>
55 503	80 268	20 411	2 128	55 436	8 169	29
75 066	80 268	15 013	1 928	55 436	15 519	56
-	80 268	-	1 330	55 436	922	3
1 366	80 268	-	2 128	55 436	997	4
41 734	80 268	-	2 128	55 436	1 991	7
-	80 268	-	1 356	55 436	136	0
					<b>27 734</b>	<b>100</b>
1 200	76 602	-	2 128	52 572	615	2
-	76 602	-	1 330	52 572	489	2
42 365	76 602	17 783	2 128	52 572	6 134	23
39 004	76 602	17 111	2 128	52 572	4 527	17
36 597	76 602	16 629	2 128	52 572	14 661	55
					<b>26 426</b>	<b>100</b>
59 620	75 101	21 234	2 128	51 399	11 756	51
27 347	75 101	14 779	2 128	51 399	5 226	23
13 056	75 101	6 133	2 128	51 399	5 527	24
-	75 101	-	1 330	51 399	403	2
1 220	75 101	-	2 128	51 399	60	0
					<b>22 972</b>	<b>100</b>

Circonscription	Nom du candidat ou de la candidate	Parti	Revenu incluant les transferts	Revenu excluant les transferts	Dépenses incluant les transferts	Dépenses excluant les transferts
094 TORONTO-CENTRE	Martin Abell	PCP	169 246	96 616	188 242	115 612
	Lada Alekseychuk	PSN	-	-	-	-
	Mark Daye	GPO	2 599	1 120	1 722	983
	Judi Falardeau	LTN	28	-	28	28
	Andrew Garvie	COM	465	-	465	465
	Christopher Jason Goodwin	FRE	-	-	-	-
	Glen Murray	LIB	132 406	38 652	192 113	70 359
	Robin Nurse	PEO	-	-	-	-
	Harvey Rotenberg	VEP	-	-	-	-
	Kate Sellar	NDP	36 392	23 655	62 849	49 882
	Bahman Yazdanfar	CCP	-	-	-	-
095 TORONTO--DANFORTH	Thomas Armstrong	LTN	-	-	-	-
	Ali Azaroghli	PEO	-	-	-	-
	Simon Luisi	VEP	-	-	-	-
	Rob Newman	LIB	52 280	23 872	67 773	51 674
	AUCUN CANDIDAT	PSN	-	-	-	-
	Tristan Parlette	FRE	-	-	-	-
	Rachel Power	GPO	211	211	211	211
	John Richardson	CCP	-	-	-	-
	Elizabeth Rowley	COM	465	-	465	465
	Naomi Solomon	PCP	7 919	723	6 862	4 666
	Peter Tabuns	NDP	262 742	118 356	264 152	118 436
096 TRINITY--SPADINA	Han Dong	LIB	95 973	52 401	169 403	133 403
	Andrew Echevarria	LTN	-	-	-	-
	Paul Figueiras	VEP	-	-	-	-
	Tim Grant	GPO	49 511	19 536	69 226	39 465
	Dan King	PSN	-	-	-	-
	Rosario Marchese	NDP	101 089	67 102	146 657	121 926
	Roberta Scott	PCP	19 829	4 439	28 681	13 291
097 VAUGHAN	Marco Coletta	NDP	2 050	1 050	2 540	2 540
	Steven Del Duca	LIB	284 570	104 570	177 890	147 890
	Paolo Fabrizio	LTN	396	396	396	396
	Peter Meffe	PCP	39 139	39 139	18 157	8 157
	Matthew Pankhurst	GPO	-	-	-	-
098 WELLAND	Frank Champion	PCP	60 445	27 445	55 163	54 493
	Donna Cridland	GPO	-	-	-	-
	Cindy Forster	NDP	108 781	75 995	114 532	76 832
	Benoit Mercier	LIB	13 936	10 067	41 226	40 026
	Andrea Murik	LTN	-	-	-	-

Dépenses assujetties au plafond	Plafond des dépenses	Plafond des dépenses	Subvention versée à l'auditeur	Électeurs admissibles	Nombre de bulletins de vote	%
97 375	130 231	19 475	2 128	101 743	9 498	19
-	130 231	-	1 356	101 743	200	0
589	130 231	-	2 128	101 743	2 265	4
-	130 231	-	1 330	101 743	551	1
465	130 231	-	763	101 743	163	0
-	130 231	-	277	101 743	137	0
41 393	130 231	8 251	2 128	101 743	29 935	58
-	130 231	-	2 128	101 743	76	0
-	130 231	-	2 121	101 743	152	0
47 405	130 231	9 481	2 128	101 743	8 140	16
-	130 231	-	2 128	101 743	78	0
					<b>51 195</b>	<b>100</b>
-	100 847	-	1 330	78 787	501	1
-	100 847	-	-	78 787	79	0
-	100 847	-	1 330	78 787	149	0
47 113	100 847	9 423	2 128	78 787	15 983	37
-	100 847	s. o.	678	78 787	s. o.	-
-	100 847	-	277	78 787	121	0
200	100 847	-	1 330	78 787	2 351	5
-	100 847	-	2 128	78 787	167	0
465	100 847	-	763	78 787	172	0
3 706	100 847	-	2 128	78 787	4 304	10
90 662	100 847	18 132	2 128	78 787	19 190	45
					<b>43 017</b>	<b>100</b>
113 387	150 935	22 678	2 128	117 918	26 543	46
-	150 935	-	1 330	117 918	729	1
-	150 935	-	2 121	117 918	306	1
38 044	150 935	-	2 128	117 918	4 016	7
-	150 935	-	1 356	117 918	264	0
110 887	150 935	22 177	2 128	117 918	17 389	30
11 829	150 935	-	2 128	117 918	8 014	14
					<b>57 261</b>	<b>100</b>
1 796	174 629	-	2 128	136 429	6 942	12
134 594	174 629	26 919	2 128	136 429	33 877	56
396	174 629	-	1 330	136 429	1 121	2
7 260	174 629	-	798	136 429	16 979	28
-	174 629	-	1 330	136 429	1 350	2
					<b>60 269</b>	<b>100</b>
49 955	111 697	9 991	2 121	87 263	12 933	28
-	111 697	-	2 128	87 263	1 874	4
70 005	111 697	14 001	2 128	87 263	21 326	47
13 707	111 697	2 741	2 128	87 263	9 060	20
-	111 697	-	1 330	87 263	460	1
					<b>45 653</b>	<b>100</b>

Circonscription	Nom du candidat ou de la candidate	Parti	Revenu incluant les transferts	Revenu excluant les transferts	Dépenses incluant les transferts	Dépenses excluant les transferts
099 WELLINGTON-- HALTON HILLS	Ted Arnott	PCP	150 170	57 191	152 618	59 639
	Michael Carlucci	NDP	4 442	3 670	9 003	8 230
	Jason Cousineau	LTN	-	-	-	-
	David Rodgers	GPO	1 215	1 215	923	923
	Mitchell Sproule	FRE	-	-	-	-
	Dan Zister	LIB	32 045	18 826	50 420	42 870
100 WHITBY--OSHAWA	Christine Janice Elliott	PCP	510 582	325 832	430 435	131 185
	Ryan Kelly	NDP	27 140	18 441	21 937	13 238
	Ajay Krishnan	LIB	22 400	12 071	26 690	24 030
	Stacey Leadbetter	GPO	4 728	3 512	5 899	4 699
	AUCUN CANDIDAT	LTN	-	-	-	-
	AUCUN CANDIDAT	PSN	-	-	-	-
	Douglas Thom	FRE	-	-	-	-
101 WILLOWDALE	Alexander Brown	NDP	12 439	5 076	14 007	6 644
	Michael Ceci	PCP	85 847	31 816	170 076	116 045
	Teresa Pun	GPO	1 385	450	2 258	1 356
	David Zimmer	LIB	87 221	47 054	122 487	83 070
102 WINDSOR--TECUMSEH	Jason William Dupuis	LIB	21 005	18 071	23 828	23 828
	Percy Hatfield	NDP	60 612	48 732	55 718	43 838
	Timothy Marshall	LTN	-	-	-	-
	Adam Wright	GPO	1 165	1 165	1 138	1 138
	Brandon Wright	PCP	15 005	3 205	16 620	9 820
103 WINDSOR-OUEST	Helmi Charif	IND	5 592	5 592	5 584	5 584
	Chad Durocher	GPO	-	-	-	-
	Lisa Gretzky	NDP	70 195	49 999	74 322	48 806
	Hung-Chih (Henry) Lau	PCP	73 947	19 413	122 555	73 021
	Teresa Piruzza	LIB	150 952	93 759	178 697	139 697
104 YORK-CENTRE	Joshua Borenstein	GPO	-	-	-	-
	Laurence Cherniak	FRE	-	-	-	-
	John Fagan	NDP	33 016	10 833	26 607	15 424
	Monte Kwinter	LIB	140 085	89 112	107 974	57 203
	Avi Yufest	PCP	116 471	48 941	144 804	82 024
105 YORK--SIMCOE	Cheryl Laura Bowman	NDP	15 321	15 030	12 720	11 559
	Loralea Carruthers	LIB	65 691	36 941	99 098	75 598
	Peter Elgie	GPO	1 349	1 349	1 349	1 349
	Julia Munro	PCP	197 282	127 129	181 711	81 153
	Craig Wallace	LTN	-	-	-	-

Dépenses assujetties au plafond	Plafond des dépenses	Plafond des dépenses	Subvention versée à l'auditeur	Électeurs admissibles	Nombre de bulletins de vote	%
53 485	113 087	10 697	2 128	88 349	22 450	47
5 612	113 087	-	2 128	88 349	6 804	14
-	113 087	-	1 330	88 349	1 043	2
919	113 087	-	1 330	88 349	3 550	7
-	113 087	-	277	88 349	198	0
39 103	113 087	7 821	2 128	88 349	14 120	29
					<b>48 165</b>	<b>100</b>
81 062	141 311	16 212	2 128	110 399	24 027	41
12 743	141 311	2 549	2 128	110 399	13 621	23
23 348	141 311	4 670	2 128	110 399	18 617	32
4 555	141 311	-	2 128	110 399	2 523	4
-	141 311	s.o.	798	110 399	s.o.	-
-	141 311	s.o.	678	110 399	s.o.	-
-	141 311	-	277	110 399	322	1
					<b>59 110</b>	<b>100</b>
6 178	127 653	-	2 128	99 729	4 693	10
112 859	127 653	22 572	2 128	99 729	15 468	33
1 356	127 653	-	2 128	99 729	1 758	4
62 399	127 653	12 480	2 128	99 729	24 300	53
					<b>46 219</b>	<b>100</b>
23 816	111 498	4 763	2 128	87 108	5 599	15
39 430	111 498	7 886	2 128	87 108	22 818	62
-	111 498	-	1 330	87 108	682	2
1 138	111 498	-	1 330	87 108	5 493	15
9 426	111 498	-	2 128	87 108	2 118	6
					<b>36 710</b>	<b>100</b>
5 517	110 451	-	1 243	86 290	891	2
-	110 451	-	1 330	86 290	1 171	3
42 957	110 451	8 591	2 128	86 290	15 043	41
56 051	110 451	-	2 128	86 290	5 225	14
97 431	110 451	19 486	2 128	86 290	14 001	39
					<b>36 331</b>	<b>100</b>
-	98 195	-	1 330	76 715	1 163	3
-	98 195	-	277	76 715	493	1
14 168	98 195	2 834	2 128	76 715	5 645	16
49 087	98 195	9 817	2 128	76 715	16 935	48
73 007	98 195	14 601	2 128	76 715	11 125	31
					<b>35 361</b>	<b>100</b>
10 894	128 954	2 179	2 128	100 745	8 420	18
67 738	128 954	13 547	2 128	100 745	16 276	35
1 349	128 954	-	1 330	100 745	2 946	6
65 524	128 954	13 105	2 128	100 745	19 025	40
-	128 954	-	1 330	100 745	419	1
					<b>47 086</b>	<b>100</b>

Circonscription	Nom du candidat ou de la candidate	Parti	Revenu incluant les transferts	Revenu excluant les transferts	Dépenses incluant les transferts	Dépenses excluant les transferts
106 YORK-SUD--WESTON	Laura Albanese	LIB	78 957	19 890	129 121	72 392
	Eric Compton	FRE	-	-	-	-
	Paul Ferreira	NDP	130 612	89 809	137 777	101 257
	Andrew Ffrench	PCP	16 013	3 013	17 766	9 766
	Jessica Higgins	GPO	-	-	-	-
	Abi Issa	IND	762	762	762	762

107 YORK-OUEST	Kayla Baptiste	FRE	-	-	-	-
	Keith Jarrett	GPO	-	-	-	-
	Karlene Nation	PCP	7 544	2 270	11 577	11 577
	Tom Rakocevic	NDP	64 506	36 332	100 356	75 661
	Waldemar Schwauss	IND	100	100	100	100
	Mario Sergio	LIB	71 667	49 595	75 296	53 224

Dépenses assujetties au plafond	Plafond des dépenses	Plafond des dépenses	Subvention versée à l'auditeur	Électeurs admissibles	Nombre de bulletins de vote	%
42 421	91 981	8 697	2 128	71 860	15 669	48
-	91 981	-	277	71 860	249	1
91 644	91 981	18 329	2 128	71 860	12 200	37
8 422	91 981	-	2 128	71 860	3 687	11
-	91 981	-	1 330	71 860	797	2
-	91 981	-	1 330	71 860	146	0
					<b>32 748</b>	<b>100</b>
-	78 149	-	277	61 054	267	1
-	78 149	-	1 330	61 054	418	2
9 385	78 149	-	1 330	61 054	2 794	11
71 682	78 149	14 336	2 128	61 054	9 997	39
100	78 149	-	1 130	61 054	111	0
46 010	78 149	9 936	2 128	61 054	11 907	47
					<b>25 494</b>	<b>100</b>

Parti	Revenu		Dépenses			Subventions versées	
	Incluant les transferts	Excluant les transferts	Incluant les transferts	Excluant les transferts	Assujetties au plafond	À l'auditeur	Au candidat
CCP	2 250	2 250	2 250	2 250	2 064	6 916	-
COM	5 968	0	6 026	6 026	6 026	9 916	-
COR	2 420	1 200	2 420	2 420	1 966	4 452	-
EPP	-	-	-	-	-	567	-
FCP	21 215	12 742	27 642	16 332	11 884	13 741	-
FRE	3 905	3 905	4 107	507	484	14 281	-
GPO	516 571	201 701	599 013	360 845	331 192	176 664	30 525
IND	6 758	6 758	6 712	6 712	5 879	12 524	-
LIB	9 605 343	5 044 772	12 214 767	8 093 394	6 369 448	224 328	1 307 591
LTN	6 944	1 605	6 944	6 944	1 360	94 164	-
MOD	-	-	-	-	-	2 660	-
NAP	1 790	1 790	1 790	1 790	-	9 944	-
NDP	5 305 284	3 537 603	5 559 523	3 695 125	3 292 316	217 588	667 646
NOH	1 214	1 214	1 214	1 214	1 200	5 518	-
PAU	-	-	-	-	-	4 068	-
PCP	11 866 389	5 711 080	13 576 764	8 667 129	6 997 631	224 385	1 346 501
PEO	2 331	2 331	2 331	2 331	2 331	6 916	-
PSN	-	-	-	-	-	7 458	-
SPO	-	-	-	-	-	-	-
TRI	-	-	-	-	-	2 660	-
VEP	-	-	-	-	-	8 232	-
WTH	-	-	-	-	-	5 879	-
<b>TOTAL</b>	<b>27 348 382</b>	<b>14 528 952</b>	<b>32 011 505</b>	<b>20 863 019</b>	<b>17 023 782</b>	<b>1 052 861</b>	<b>3 352 262</b>

Électeurs admissibles	Provenance des contributions			Contribution moyenne		
	Particuliers	Sociétés	Syndicats	Particuliers	Sociétés	Syndicats
351 251	2 250	-	-	375	-	-
974 762	-	-	-	-	-	-
222 781	1 200	-	-	1 200	-	-
172 835	-	-	-	-	-	-
1 728 085	16 605	-	-	252	-	-
3 716 531	-	-	-	-	-	-
9 526 064	161 284	7 322	-	209	488	-
1 098 144	730	4 550	-	146	414	-
9 526 064	2 265 086	1 341 124	386 515	268	747	794
6 724 812	1 209	-	-	134	-	-
191 281	-	-	-	-	-	-
739 217	800	50	-	200	50	-
9 526 064	1 746 234	198 636	701 787	235	588	791
216 830	150	1 050	-	75	1 050	-
285 730	-	-	-	-	-	-
9 526 064	2 973 078	1 758 605	3 960	298	669	1 320
415 129	2 331	-	-	389	-	-
778 108	-	-	-	-	-	-
190 473	-	-	-	-	-	-
276 665	-	-	-	-	-	-
469 738	-	-	-	-	-	-
502 079	-	-	-	-	-	-
<b>57 521 545</b>	<b>7 170 957</b>	<b>3 311 338</b>	<b>1 092 262</b>	<b>268</b>	<b>691</b>	<b>793</b>

**Annexe L :** Sommaire des données financières extraites des états financiers de la période de campagne des candidats et des associations de circonscription inscrits pour l'élection partielle de Sudbury du 5 février 2015

Circonscription	Nom du candidat/ de la candidate	Parti	Recettes incl. transferts	Recettes excl. transferts	Dépenses incl. transferts	Dépenses excl. transferts	Dépenses visées par plafond	Plafond des dépenses	Subvention versée au candidat	Suvention versée au vérificateur	Votants admissibles	Dénombre- ment des bulletins de vote	Pourcentage
088 SUDBURY	Jean Raymond Audet	PEO	-	-	-	-	-	83 656	-	1 330	65 356	39	0,15 %
	Andrew Olivier	IND	25 973	25 973	26 902	26 902	83 656	-	1 130	65 356	3 183	12,34 %	
	Paula Peroni	PCP	63 372	26 950	53 835	53 835	83 656	-	2 128	65 356	1 937	7,51 %	
	Edward Pokonzie	IND	36	36	36	36	83 656	-	1 330	65 356	22	0,09 %	
	J. David Popescu	IND	287	276	256	256	83 656	-	1 330	65 356	24	0,09 %	
	David Robinson	GPO	29 891	9 633	22 449	14 073	83 656	-	2 128	65 356	837	3,24 %	
	Suzanne Shawbonquit	NDP	85 854	85 005	88 023	88 023	83 656	16 297	2 128	65 356	9 067	35,15 %	
	Glenn Thibeault	LIB	234 161	104 481	236 251	120 961	83 656	15 805	2 128	65 356	10 640	41,25 %	
	John Turmel	PAU	-	-	-	-	83 656	-	678	65 356	25	0,10 %	
	James Waddell	IND	-	-	-	-	83 656	-	283	65 356	21	0,08 %	
											<b>25 795</b>	<b>100,00 %</b>	

**Annexe M :** Sommaire des données financières extraites des états financiers annuels de 2014 des associations de circonscription inscrites

	Le Parti du choix des Canadiens et Canadiennes	Parti communiste du Canada (Ontario)	Equal Parenting Party	Parti de la coalition des familles de l'Ontario	Parti de la Liberté - Ontario	Parti Vert de l'Ontario	Nouveau parti démocratique de l'Ontario	Northern Ontario Heritage Party
<b>A. ÉTAT DES RECETTES ET DÉPENSES</b>	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Recettes</b>								
Contributions nettes	-	-	-	2 200	387	37 441	375 112	6
Transferts	-	-	-	-	-	21 555	516 758	-
Autres recettes	-	16	-	1 211	0	53 284	276 267	-
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	-	<b>16</b>	-	<b>3 411</b>	<b>387</b>	<b>112 280</b>	<b>1 168 137</b>	<b>6</b>
<b>Dépenses</b>								
Transferts	-	-	-	5 545	-	11 650	1 450 879	-
Autres dépenses	-	20	-	3 984	148	26 980	514 296	6
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	-	<b>19.80</b>	-	<b>9 528.84</b>	<b>148.00</b>	<b>38 630.34</b>	<b>1 965 175.36</b>	<b>6.00</b>
<b>EXCÉDENT DES RECETTES SUR LES DÉPENSES</b>	-	(3)	-	(6 118)	239	73 650	(797 038)	-
Excédent (déficit) de la période de campagne électorale	-	(58)	-	(6 427)	(202)	(82 879)	(161 583)	-
Excédent (déficit) ajusté de la période précédente	-	333	-	17 304	60	162 116	894 178	(1 705)
<b>Excédent (déficit) à la fin de l'exercice</b>	-	<b>271</b>	-	<b>4 759</b>	<b>97</b>	<b>152 886</b>	<b>(64 443)</b>	<b>(1 705)</b>
<b>Provenance des contributions</b>								
Particuliers	-	-	-	2 200	387	36 827	134 603	6
Sociétés	-	-	-	-	-	614	83 045	-
Syndicats	-	-	-	-	-	-	157 465	-
<b>TOTAL</b>	-	-	-	<b>2 200</b>	<b>387</b>	<b>37 441</b>	<b>375 112</b>	<b>6</b>
<b>Contribution moyenne</b>								
Particuliers	-	-	-	-	64.45	207.53	135.64	-
Sociétés	-	-	-	-	-	102.26	459.68	-
Syndicats	-	-	-	-	-	-	530.75	-
<b>B. ÉTAT DES ACTIFS ET PASSIFS</b>								
<b>Actifs</b>								
<b>TOTAL</b>	-	461	-	5 176	97	156 799	1 663 024	-
<b>Passifs et excédent</b>								
Passifs	-	190	-	417	-	3 914	1 727 467	1 705
Excédent (déficit)	-	271	-	4 759	97	152 886	(64 443)	(1 705)
<b>TOTAL</b>	-	<b>461</b>	-	<b>5 176</b>	<b>97</b>	<b>156 799</b>	<b>1 663 024</b>	<b>-</b>

Parti Pauvre de l'Ontario	Parti libéral de l'Ontario	Parti libertarien de l'Ontario	Parti progressiste-conservateur de l'Ontario	Ontario Provincial Confederation of Regions Party	Parti ontarien des droits de la personne	Parti pour les gens qui ont des besoins spéciaux	Parti République d'abord de Gens de l'Ontario	Parti réformiste de l'Ontario	Parti socialiste d'Ontario	The Peoples Political Party	Parti écologique végétarien
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
-	1 353 967	-	1 701 451	-	-	-	-	-	-	-	-
-	596 837	-	445 662	-	-	-	-	-	-	-	-
-	869 405	-	1 734 579	-	-	-	-	-	-	-	-
-	<b>2 820 209</b>	-	<b>3 881 693</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
-	1 089 748	-	665 039	-	-	-	-	-	-	-	-
-	1 645 619	20	2 186 660	-	-	-	-	-	-	-	-
-	<b>2 735 366.98</b>	<b>20.00</b>	<b>2 851 698.98</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
-	84 842	(20)	1 030 424	-	-	-	-	-	-	-	-
-	(2 608 040)	-	(2 205 003)	-	-	-	-	-	-	-	-
-	4 499 414	622	4 468 415	-	-	-	-	-	-	-	-
-	<b>1 976 216</b>	<b>602</b>	<b>3 293 835</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
-	666 105	-	1 064 769	-	-	-	-	-	-	-	-
-	524 652	-	633 226	-	-	-	-	-	-	-	-
-	163 210	-	3 457	-	-	-	-	-	-	-	-
-	1 353 967	-	1 701 451	-	-	-	-	-	-	-	-
-	199.23	-	182.38	-	-	-	-	-	-	-	-
-	528.43	-	434.51	-	-	-	-	-	-	-	-
-	579.11	-	576.14	-	-	-	-	-	-	-	-
-	3 029 793	602	4 407 699	-	-	-	-	-	-	-	-
-	1 053 577	-	1 103 446	-	-	-	-	-	-	-	-
-	1 976 216	602	3 304 254	-	-	-	-	-	-	-	-
-	<b>3 029 793</b>	<b>602</b>	<b>4 407 699</b>	-	-	-	-	-	-	-	-

**Annexe N :** Sommaire des données financières extraites des états financiers de la période de course des candidats à la direction d'un parti

**Parti libéral de l'Ontario**

Course à la direction du 26 janvier 2013

Deuxième dépôt (du 27 mars 2013 au 26 mars 2014)	Revenu	Dépenses	Excédent <Déficit>	Subvention des frais d'audit
Charles Sousa	39 761	21 564	18 197	1 064
Eric Hoskins	122 000	31 656	90 344	1 064
Gerard Kennedy	67 338	8 464	58 874	1 064
Glen Murray	94 754	10 691	84 063	1 064
Harinder Takhar	2 500	2 415	85	1 064
Kathleen Wynne	9 068	15 851	(6 783)	1 064
Sandra Pupatello	10 950	43 519	(32 569)	1 064

**The Peoples Political Party**

Course à la direction du 21 mars 2013

Deuxième dépôt (du 22 mai 2013 au 21 mai 2014)	Revenu	Dépenses	Excédent <Déficit>	Subvention des frais d'audit
Kevin Clarke	0	0	0	1 064

**Parti de la coalition des familles de l'Ontario**

Course à la direction du 22 novembre 2014

Premier dépôt (du 11 novembre 2014 au 22 janvier 2015)	Revenu	Dépenses	Excédent <Déficit>	Subvention des frais d'audit
James Gault	0	0	0	480

**Annexe O :** Entités ayant effectué un dépôt tardif en 2014-2015

**États financiers annuels de 2014 - Partis politiques**

Échéance : 1<sup>er</sup> juin 2015

Nombre de partis politiques devant déposer des états financiers - 23 | 6 - Dépôts tardifs | 5 - Non déposés

Parti	Date de dépôt
Equal Parenting Party	3 sept. 2015
Parti Vert de l'Ontario	4 juin 2015
Parti de la coalition des familles de l'Ontario	<b>Non déposés</b>
Northern Ontario Heritage Party	15 juil. 2015
Parti ontarien des droits de la personne ( <b>désinscrit le 22 mai 2014</b> )	<b>Non déposés</b>
Parti pour les gens qui ont des besoins spéciaux	13 juil. 2015
Parti République d'abord de Gens de l'Ontario ( <b>désinscrit le 22 mai 2014</b> )	<b>Non déposés</b>
Parti réformiste de l'Ontario ( <b>désinscrit le 22 mai 2014</b> )	<b>Non déposés</b>
Parti socialiste d'Ontario ( <b>désinscrit en août 2014</b> )	<b>Non déposés</b>
The Peoples Political Party	8 juin 2015
Parti Trillium de l'Ontario	3 juil. 2015

## États financiers annuels de 2014 - Associations de circonscription

Échéance : 1<sup>er</sup> juin 2015

Nombre d'associations de circonscription - 438 | 89 - Dépôts tardifs | 8 - Non déposés

Parti	Circonscription	Date de réception (jj/mm/aa)
<b>Equal Parenting Party</b>	Huron—Bruce	3 sept. 2015
	Mississauga-Est—Cooksville	3 sept. 2015
	Perth—Wellington	3 sept. 2015
<b>Parti de la coalition des familles de l'Ontario</b>	Ottawa-Ouest—Nepean	17 juin 2015
<b>Parti Vert de l'Ontario</b>	Ajax-Pickering	19 juin 2015
	Algoma-Manitoulin	24 juin 2015
	Brant	22 sept. 2015
	Bruce-Grey-Owen Sound	3 sept. 2015
	Etobicoke-Lakeshore	25 juin 2015
	Kingston et les Îles	<b>Non déposés</b>
	Kitchener-Conestoga	14 sept. 2015
	Kitchener-Waterloo	15 juin 2015
	London-Ouest (réinscrit en 2014)	23 sept. 2015
	Niagara Ouest-Glanbrook	5 juin 2015
	Nickel Belt	13 juil. 2015
	Nipissing ( <b>association désinscrite le 21 août 2014</b> )	10 juil. 2015
	Ottawa-Centre	20 juil. 2015
	Simcoe-Nord	4 juin 2015
	Toronto-Centre	24 juil. 2015
	Welland	25 juin 2015
	<b>Parti ontarien des droits de la personne</b>	Davenport ( <b>association désinscrite le 22 mai 2014</b> )
Trinity—Spadina ( <b>association désinscrite le 22 mai 2014</b> )		<b>Non déposés</b>
<b>Parti libéral de l'Ontario</b>	Algoma-Manitoulin	9 nov. 2015
	Carleton—Mississippi Mills	2 nov. 2015
	Don Valley-Est	5 juin 2015
	Etobicoke-Nord	15 juil. 2015

Parti	Circonscription	Date de réception (jj/mm/aa)
<b>Parti libéral de l'Ontario</b>	Hamilton-Est--Stoney Creek	17 juil. 2015
	Kenora—Rainy River	23 juin 2015
	Kingston et les Îles	6 août 2015
	Lanark—Frontenac—Lennox and Addington	12 juin 2015
	Nickel Belt	5 juin 2015
	Oakville	16 juin 2015
	Parry Sound—Muskoka	17 juil. 2015
	Pickering—Scarborough-Est	19 juin 2015
	Sarnia—Lambton	3 juil. 2015
	Scarborough—Rouge River	5 juin 2015
	Stormont—Dundas—South Glengarry	2 nov. 2015
	Thunder Bay—Atikokan	14 juil. 2015
	Thunder Bay—Superior-Nord	16 juin 2015
	Timiskaming—Cochrane	9 juin 2015
	Timmins—James Bay	24 juin 2015
	Toronto-Centre	23 juin 2015
	Welland	25 juin 2015
Wellington—Halton Hills	19 juin 2015	
<b>Parti libertarien de l'Ontario</b>	Barrie	11 sept. 2015
	Whitby—Oshawa	16 juin 2015
<b>Nouveau parti démocratique de l'Ontario</b>	Barrie	26 juil. 2015
	Brant	12 juin 2015
	Leeds—Grenville ( <b>association désinscrite le 21 août 2014</b> )	<b>Non déposés</b>
	Mississauga-Est—Cooksville	4 juin 2015
	Northumberland—Quinte-Ouest	4 juin 2015
	Oak Ridges—Markham	2 juin 2015
Ottawa—Orléans	8 juin 2015	
Ottawa-Sud	12 juin 2015	

Parti	Circonscription	Date de réception (jj/mm/aa)
<b>Nouveau parti démocratique de l'Ontario</b>	Peterborough	2 juin 2015
	Renfrew—Nipissing—Pembroke	2 juin 2015
	St. Paul's	12 juin 2015
	Sarnia—Lambton	9 juin 2015
	Scarborough—Agincourt	2 juil. 2015
	Scarborough—Rouge River	9 juil. 2015
	Scarborough-Sud-Ouest	8 juin 2015
	Simcoe-Nord	12 juin 2015
	Thunder Bay—Atikokan	9 juin 2015
	Trinity—Spadina	16 juin 2015
	Wellington—Halton Hills	19 juin 2015
	York—Simcoe	4 juin 2015
	York-Sud—Weston	8 juin 2015
	<b>Parti progressiste-conservateur de l'Ontario</b>	Algoma-Manitoulin
Beaches—East York		18 juil. 2015
Bramalea—Gore—Malton		5 juin 2015
Burlington		3 juin 2015
Davenport		2 juin 2015
Glengarry—Prescott—Russell		22 juin 2015
Hamilton-Centre		10 juin 2015
Huron—Bruce		5 juin 2015
Lambton—Kent—Middlesex		15 juil. 2015
Markham—Unionville		1 juil. 2015
Mississauga—Brampton-Sud		23 juin 2015
Mississauga—Erindale		3 juil. 2015
Nepean—Carleton		21 juil. 2015
Nickel Belt		9 juin 2015
Ottawa-Sud		31 juil. 2015
Parry Sound—Muskoka		3 juin 2015

Parti	Circonscription	Date de réception (jj/mm/aa)
<b>Parti progressiste-conservateur de l'Ontario</b>	St. Paul's	4 juin 2015
	Scarborough—Guildwood	28 juin 2015
	Scarborough—Rouge River	6 août 2015
	Sudbury	21 sept. 2015
	Timmins—James Bay	5 juin 2015
	Trinity—Spadina	2 juin 2015
	Vaughan	16 sept. 2015
	Welland	15 juil. 2015
	Willowdale	14 juil. 2015
	Windsor-Ouest	21 sept. 2015
	<b>Parti réformiste de l'Ontario</b>	Lambton—Kent—Middlesex <b>(désinscrit le 22 mai 2014)</b>
<b>Parti République d'abord de Gens de l'Ontario</b>	Prince Edward—Hastings <b>(désinscrit le 22 mai 2014)</b>	<b>Non déposés</b>
<b>Parti socialiste d'Ontario</b>	Etobicoke—Lakeshore <b>(désinscrit le 21 août 2014)</b>	<b>Non déposés</b>
	Peterborough <b>(désinscrit le 21 août 2014)</b>	<b>Non déposés</b>

## État financiers de la campagne - Partis politiques

Échéance : 12 décembre 2014

Nombre de partis politiques devant déposer  
des états financiers - 20 | 2 - Dépôts tardifs | 1 - Non déposés

Nom du parti	Date de réception
Equal Parenting Party	23 déc. 2014
Parti de la coalition des familles de l'Ontario	21 mai 2015
Parti socialiste d'Ontario ( <b>désinscrit en août 2014</b> )	

## Rapports de publicité - Tiers annonceurs

Échéance : 12 décembre 2014

Nombre de tiers partis devant déposer  
des états financiers - 37 | 10 - Dépôts tardifs | 0 - Non déposés

Nom du tiers parti	Date de réception
2325524 Ontario Inc	30 janv. 2015
Campaign for Public Education Inc.	7 janv. 2015
Syndicat canadien des employées et employés professionnels et de bureau (SEPB) Ontario	6 févr. 2015
Syndicat canadien des employées et employés professionnels et de bureau, section 343	8 janv. 2015
Syndicat canadien de la fonction publique, sections 2331-01-02 et section 1571	16 janv. 2015
Conseil des syndicats d'hôpitaux de l'Ontario	16 janv. 2015
Ontario English Catholic Teachers' Association	8 janv. 2015
Association des infirmières et infirmiers de l'Ontario	12 janv. 2015
Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	19 janv. 2015
Your Billion	24 mars 2015

## États financiers de la campagne - Candidats

Échéance : 12 décembre 2014

Nombre de candidats devant déposer  
des états financiers - 621 | 164 - Dépôts tardifs | 19 - Non déposés

Nom du parti	Circonscription	Candidat(e)	Date de réception
<b>Le Parti du choix des Canadiens et Canadiennes</b>	Newmarket—Aurora	Baxter, Dorian	21 mars 2015
<b>Equal Parenting Party</b>	Huron—Bruce	Valenta, Dennis	23 déc. 2014
	Mississauga—Est—Cooksville	Catena, Dolly	23 déc. 2014
<b>Parti de la coalition des familles de l'Ontario</b>	Halton	Marsh, Gerald	24 févr. 2015
<b>Parti de la Liberté - Ontario</b>	Etobicoke—Lakeshore	Merklinger, Jeff	14 févr. 2015
	Etobicoke—Nord	McConnell, James	14 févr. 2015
	Hamilton—Centre	Melanson, Peter	14 févr. 2015
	Hamilton—Est--Stoney Creek	Johnston, Britney	23 janv. 2015
	Parkdale—High Park	Motz, Melanie	14 févr. 2015
	Pickering—Scarborough—Est	Oliver, Matthew	17 déc. 2014
	Wellington—Halton Hills	Sproule, Mitchell	16 déc. 2014
	Ajax—Pickering	Narraway, Adam	18 févr. 2015
	Bramalea—Gore—Malton	Thornham, Pauline	15 déc. 2014
	Burlington	Cross, Meredith	20 janv. 2015
	Cambridge	Brown, Temara	14 déc. 2014
<b>Parti Vert de l'Ontario</b>	Elgin—Middlesex—London	Fisher, John	20 janv. 2015
	Etobicoke—Lakeshore	Salewsky, Angela	12 mars 2015
	Glengarry—Prescott—Russell	St Martin, Raymond	12 févr. 2015
	Haliburton—Kawartha Lakes—Brock	Ahmad, Arsalan	14 janv. 2015
	Hamilton—Est--Stoney Creek	Zink, Greg	19 janv. 2015
	Huron—Bruce	Werstine, Adam	11 févr. 2015
	Lambton—Kent—Middlesex	Armstrong, James	23 janv. 2015
	Leeds—Grenville	Bowering, Stephen	<b>Non déposés</b>
	London—Ouest	McAlister, Keith	12 janv. 2015
	Mississauga—Est—Cooksville	Nguyen, Linh	<b>Non déposés</b>
	Mississauga—Erindale	Gupta, Vivek	12 févr. 2015
	Mississauga—Sud	Jones, Lloyd	20 janv. 2015
	Newmarket—Aurora	Roblin, Andrew	14 janv. 2015
	Niagara Falls	Bitter, Clarke	<b>Non déposés</b>
	Nipissing ( <b>association désinscrite le 21 août 2014</b> )	Peltier, Nicole	10 juil. 2015
	Parkdale—High Park	Rudkins, Timothy	10 févr. 2015
	Pickering—Scarborough—Est	Navarro, Anthony	15 janv. 2015
	Richmond Hill	Lave, Rachael	<b>Non déposés</b>
	St. Catharines	Fraser, Karen	14 janv. 2015
	Scarborough—Sud—Ouest	Del Grande, David	15 déc. 2014
Toronto—Centre	Daye, Mark	20 févr. 2015	
Toronto—Danforth	Power, Rachel	16 janv. 2015	

Nom du parti	Circonscription	Candidat(e)	Date de réception	
<b>Parti Vert de l'Ontario</b>	Vaughan	Pankhurst, Matthew	20 janv. 2015	
	Windsor—Tecumseh	Wright, Adam	4 mars 2015	
	Windsor-Ouest	Durocher, Chad	9 févr. 2015	
	York-Ouest	Jarrett, Keith	15 janv. 2015	
<b>Parti libéral de l'Ontario</b>	Algoma-Manitoulin	Hughson, Craig	23 mars 2015	
	Beaches—East York	Potts, Arthur	23 déc. 2014	
	Brant	Levac, Dave	17 déc. 2014	
	Etobicoke-Nord	Qaadri, Shafiq	21 janv. 2015	
	Haliburton—Kawartha Lakes—Brock	Johnson, Rick	27 janv. 2015	
	Hamilton-Est--Stoney Creek	Luksic, Ivan	26 févr. 2015	
	Kenora—Rainy River	Leek, Anthony	16 janv. 2015	
	Kitchener-Waterloo	Burton, Jamie	26 févr. 2015	
	Mississauga-Est—Cooksville	Damerla, Dipika	23 déc. 2014	
	Niagara Falls	Tupman, Lionel	11 févr. 2015	
	Nickel Belt	Tregonning, James	11 févr. 2015	
	Oshawa	Quintyn, Esrick	22 déc. 2014	
	Oxford	Moulton, Daniel	9 mars 2015	
	Parry Sound—Muskoka	Waters, Dan	6 févr. 2015	
	Perth—Wellington	Skinner, Stewart	18 déc. 2014	
	Pickering—Scarborough-Est	MacCharles, Tracy	23 déc. 2014	
	Renfrew—Nipissing—Pembroke	Boileau, Roderic	22 janv. 2015	
	Stormont—Dundas—South Glengarry	Earle, John	2 nov. 2015	
	Timiskaming—Cochrane	Goyer, Sebastien	25 mai 2015	
	Toronto-Centre	Murray, Glen	20 janv. 2015	
	Toronto—Danforth	Newman, Rob	20 janv. 2015	
	Trinity—Spadina	Dong, Han	22 déc. 2014	
	Welland	Mercier, Benoit	29 janv. 2015	
	Wellington—Halton Hills	Zister, Dan	6 févr. 2015	
	Whitby—Oshawa	Krishnan, Ajay	17 déc. 2014	
	<b>Parti libertarien de l'Ontario</b>	Barrie	Roskam, Darren	20 déc. 2014
		Beaches—East York	Lindsay, Alexander	5 mars 2015
Bruce—Grey—Owen Sound		Voscamp, Caleb	<b>Non déposés</b>	
Etobicoke—Lakeshore		Wrzesniewski, Mark	<b>Non déposés</b>	
Guelph		Smythe, Blair	19 févr. 2015	
Hamilton-Est--Stoney Creek		Burnison, Mark	13 févr. 2015	
Kitchener-Waterloo		Schulz, James	16 janv. 2015	
Leeds—Grenville		Gabriel, Harold	<b>Non déposés</b>	
Mississauga—Brampton-Sud		Levesque, Richard	15 déc. 2014	
Ottawa-Centre		Faulkner, Bruce	22 janv. 2015	
Ottawa-Sud		Brisson, Jean-Serge	26 mars 2015	
Parkdale—High Park		Weissenberger, Redmond	8 janv. 2015	
Prince Edward—Hastings		Forbes, Lindsay	<b>Non déposés</b>	
Sault Ste. Marie		Williams, Austin	8 janv. 2015	

Nom du parti	Circonscription	Candidat(e)	Date de réception
<b>Nouveau parti démocratique de l'Ontario</b>	Ajax—Pickering	King, Jermaine	15 janv. 2015
	Barrie	Bradbury, David	28 oct. 2015
	Brampton—Springdale	Dhillon, Gurpreet	<b>Non déposés</b>
	Brampton-Ouest	Panaich, Gugnigill	19 juin 2015
	Brant	Felsky, Alex	16 mars 2015
	Bruce—Grey—Owen Sound	Gventer, Karen	<b>Non déposés</b>
	Cambridge	Stewart, Bobbi	19 janv. 2015
	Carleton—Mississippi Mills	Hansen, John	6 mars 2015
	Chatham—Kent—Essex	Gelinas, Dan	24 févr. 2015
	Don Valley-Ouest	Ahmed, Khalid	2 juil. 2015
	Dufferin—Caledon	Yazbek, Rehya	19 janv. 2015
	Durham	Spence, Derek	21 janv. 2015
	Elgin—Middlesex—London	Cornish, Kathy	<b>Non déposés</b>
	Etobicoke—Lakeshore	Choo, P C	10 mars 2015
	Etobicoke-Nord	Barriffe, Nigel	22 avr. 2015
	Glengarry—Prescott—Russell	Sabourin, Isabelle	2 janv. 2015
	Guelph	Gordon, James	30 déc. 2014
	Haldimand—Norfolk	Nichols, Ian	21 janv. 2015
	Halton	Spoehr, Nik	10 févr. 2015
	Kingston et les Îles	Holland, Mary Rita	26 janv. 2015
	Leeds—Grenville ( <b>association désinscrite le 21 août 2014</b> )	Lundy, David	<b>Non déposés</b>
	Markham—Unionville	Kormos-Hawkins, Nadine	<b>Non déposés</b>
	Mississauga—Brampton-Sud	Troake, Kevin	26 mars 2015
	Mississauga-Est—Cooksville	Karim, Fayaz	5 mars 2015
	Mississauga-Sud	Rosolak, Boris	27 avr. 2015
	Mississauga—Streetsville	Sikka, Anju	26 janv. 2015
	Nepean—Carleton	Dagenais, Ric	3 févr. 2015
	Newmarket—Aurora	Duff, Angus	21 janv. 2015
	Nipissing	Giroux, Henri	12 févr. 2015
	Oak Ridges—Markham	Krauter, Miles	12 janv. 2015
	Oakville	Marville, Che	26 janv. 2015
	Ottawa-Centre	McKenzie, Jennifer	4 févr. 2015
	Ottawa-Sud	Funciello, Bronwyn	27 févr. 2015
	Ottawa—Vanier	Ngamby, Herve	13 janv. 2015
	Oxford	Smith, Bryan	4 févr. 2015
	Parry Sound—Muskoka	Mobbyley, Clyde	3 févr. 2015
	Pickering—Scarborough-Est	Higdon, Eileen	3 févr. 2015
Renfrew—Nipissing—Pembroke	Dougherty, Brian	6 févr. 2015	
Richmond Hill	DeVita, Adam	16 janv. 2015	
St. Catharines	Stevens, Jennifer	17 mars 2015	
St. Paul's	Savage, Luke	29 avr. 2015	
Sarnia—Lambton	White, Brian	24 févr. 2015	
Sault Ste. Marie	Ross, Celia	27 févr. 2015	

Nom du parti	Circonscription	Candidat(e)	Date de réception	
<b>Nouveau parti démocratique de l'Ontario</b>	Scarborough—Agincourt	Wilson, Alex	27 févr. 2015	
	Scarborough—Guildwood	Syed, Shuja	18 déc. 2014	
	Scarborough—Rouge River	Shan, Neethan	21 janv. 2015	
	Simcoe—Grey	Matthews, David	12 janv. 2015	
	Simcoe-Nord	Middleton, Doris	28 janv. 2015	
	<b>Sudbury (association désinscrite le 21 août 2014)</b>	Cimino, Joe	17 févr. 2015	
	Thornhill	Hackelberg, Cindy	4 févr. 2015	
	Thunder Bay—Atikokan	Kozorys, Mary	23 déc. 2014	
	Thunder Bay—Superior-Nord	Foulds, Andrew	3 févr. 2015	
	Toronto-Centre	Sellar, Kate	10 févr. 2015	
	Trinity—Spadina	Marchese, Rosario	12 janv. 2015	
	Vaughan	Coletta, Marco	4 févr. 2015	
	Wellington—Halton Hills	Carlucci, Michael	6 févr. 2015	
	Willowdale	Brown, Alexander	27 févr. 2015	
	York—Simcoe	Bowman, Cheryl Laura	16 janv. 2015	
	York-Ouest	Rakocevic, Tom	24 févr. 2015	
	<b>Parti progressiste-conservateur de l'Ontario</b>	Ajax—Pickering	McCarthy, Todd	10 févr. 2015
		Algoma-Manitoulin	Turner, Byron JIB	11 févr. 2015
		Bramalea—Gore—Malton	Jaswal, Harjit	5 févr. 2015
		Brampton—Springdale	Hundal, Pam	24 févr. 2015
Brampton-Ouest		Sandhu, Randeep	9 janv. 2015	
Burlington		McKenna, Jane	19 janv. 2015	
Davenport		Daniel, Lan	16 juil. 2015	
Etobicoke—Lakeshore		Holyday, Doug	14 févr. 2015	
Glengarry—Prescott—Russell		Villeneuve Robertson, Roxane	17 janv. 2015	
Guelph		MacDonald, Anthony	20 avr. 2015	
Hamilton-Centre		Vail, John	26 mars 2015	
Huron—Bruce		Thompson, Lisa	11 févr. 2015	
Lambton—Kent—Middlesex		McNaughton, Monte	9 févr. 2015	
Lanark—Frontenac—Lennox and Addington		Hillier, Randy	13 janv. 2015	
Markham—Unionville		Thayaparan, Shan	23 sept. 2015	
Mississauga—Brampton-Sud		Gill, Amarjeet	15 janv. 2015	
Mississauga-Est—Cooksville		Churchin, Zoran	14 févr. 2015	
Mississauga—Streetsville		Tangri, Nina	23 avr. 2015	
Nepean—Carleton		MacLeod, Lisa	15 déc. 2014	
Northumberland—Quinte-Ouest		Milligan, Rob	19 janv. 2015	
Oakville		Scott, Larry	12 févr. 2015	
Oshawa		Ouellette, Jerry	11 févr. 2015	
Ottawa-Sud		Young, Matt	14 août 2015	
Prince Edward—Hastings		Smith, Todd	17 déc. 2014	
Richmond Hill		Gupta, Vic	21 janv. 2015	
St. Paul's		Deluce, Justine	5 févr. 2015	
Scarborough—Guildwood		Kirupa, Ken	28 juin 2015	

Nom du parti	Circonscription	Candidat(e)	Date de réception
<b>Parti progressiste-conservateur de l'Ontario</b>	Timmins—James Bay	Black, Steve	25 mai 2015
	Toronto-Centre	Abell, Martin	4 mars 2015
	Trinity—Spadina	Scott, Roberta	31 janv. 2015
	Vaughan	Meffe, Peter	<b>Non déposés</b>
	Willowdale	Ceci, Michael	6 mars 2015
	Windsor-Ouest	Lau, Hung-Chih	17 déc. 2014
	York-Sud—Weston	Ffrench, Andrew	5 juin 2015
<b>Parti pour les gens qui ont des besoins spéciaux</b>	Ottawa-Sud	Redins, John	13 janv. 2015
<b>Parti socialiste d'Ontario</b>	Etobicoke—Lakeshore ( <b>association désinscrite le 21 août 2014</b> )	Lochwin, Natalie	<b>Non déposés</b>
	Peterborough ( <b>association désinscrite le 21 août 2014</b> )	Quiano, Andrea	<b>Non déposés</b>
<b>The Peoples Political Party</b>	Toronto - Danforth	Azaroghli, Ali	<b>Non déposés</b>
<b>Candidat indépendant</b>	Eglinton—Lawrence	Sniedzins, Erwin	11 févr. 2015
	Glengarry—Prescott—Russell	Gagnier, Marc-Antoine	<b>Non déposés</b>
	London - Fanshawe	Hamadi, Ali	11 mars 2015
	Renfrew—Nipissing—Pembroke	Beckwith-Smith, Chad	<b>Non déposés</b>
	York-Sud—Weston	Issa, Abi	5 janv. 2015
	York-Ouest	Schwauss, Waldemar B	29 janv. 2015

## États financiers de la campagne - Associations de circonscription

Échéance : 12 décembre 2014

Nombre d'associations de circonscription devant déposer des états financiers - 430 | 160 - Dépôts tardifs | 3 - Non déposés

Nom du parti	Circonscription	Date de réception	
<b>Ontario Provincial Confederation of Regions Party</b>	Brampton—Springdale	20 janv. 2015	
<b>Equal Parenting Party</b>	Huron—Bruce	7 mai 2015	
	Mississauga-Est—Cooksville	7 mai 2015	
	Perth—Wellington	7 mai 2015	
<b>Parti de la Liberté - Ontario</b>	Elgin—Middlesex—London	15 déc. 2014	
<b>Parti Vert de l'Ontario</b>	Barrie	2 févr. 2015	
	Bruce—Grey—Owen Sound	12 févr. 2015	
	Kitchener—Conestoga	9 févr. 2015	
	London-Ouest	12 janv. 2015	
	Mississauga-Est—Cooksville	8 mai 2015	
	Nipissing ( <b>association désinscrite le 21 août 2014</b> )	10 juil. 2015	
	Ottawa-Centre	18 janv. 2015	
	Parkdale—High Park	23 févr. 2015	
	Pickering—Scarborough-Est	27 avr. 2015	
	Richmond Hill	12 janv. 2015	
	Simcoe—Grey	15 déc. 2014	
	Toronto-Centre	4 mars 2015	
	<b>Parti libéral de l'Ontario</b>	Algoma-Manitoulin	23 mars 2015
		Beaches—East York	23 déc. 2014
Etobicoke-Nord		10 févr. 2015	
Haliburton—Kawartha Lakes—Brock		15 janv. 2015	
Hamilton-Est--Stoney Creek		24 févr. 2015	
Kenora—Rainy River		16 janv. 2015	
Kitchener-Waterloo		26 févr. 2015	
Leeds—Grenville		9 janv. 2015	

Nom du parti	Circonscription	Date de réception
<b>Parti libéral de l'Ontario</b>	Mississauga-Est—Cooksville	23 déc. 2014
	Niagara Falls	11 févr. 2015
	Nickel Belt	11 févr. 2015
	Oshawa	7 janv. 2015
	Oxford	9 janv. 2015
	Parry Sound—Muskoka	6 févr. 2015
	Perth—Wellington	18 déc. 2014
	Pickering—Scarborough-Est	23 déc. 2014
	Renfrew—Nipissing—Pembroke	4 févr. 2015
	Simcoe-Nord	22 déc. 2014
	Stormont—Dundas—South Glengarry	11 févr. 2015
	Timiskaming—Cochrane	23 mars 2015
	Timmins—James Bay	18 févr. 2015
	Toronto-Centre	20 janv. 2015
	Toronto—Danforth	20 janv. 2015
	Trinity—Spadina	22 déc. 2014
	Welland	29 janv. 2015
	Wellington—Halton Hills	9 févr. 2015
	Whitby—Oshawa	7 janv. 2015
	<b>Nouveau parti démocratique de l'Ontario</b>	Ajax—Pickering
Barrie		6 févr. 2015
Beaches—East York		15 janv. 2015
Brampton—Springdale		3 févr. 2015
Brampton-Ouest		12 janv. 2015
Brant		6 févr. 2015
Bruce—Grey—Owen Sound		11 févr. 2015
Burlington		15 janv. 2015
Cambridge		19 janv. 2015

Nom du parti	Circonscription	Date de réception
Nouveau parti démocratique de l'Ontario	Carleton—Mississippi Mills	26 janv. 2015
	Chatham—Kent—Essex	30 janv. 2015
	Don Valley-Est	13 janv. 2015
	Don Valley-Ouest	10 févr. 2015
	Dufferin—Caledon	19 janv. 2015
	Durham	6 févr. 2015
	Etobicoke-Centre	13 janv. 2015
	Etobicoke—Lakeshore	28 janv. 2015
	Etobicoke-Nord	6 févr. 2015
	Glengarry—Prescott—Russell	2 janv. 2015
	Guelph	30 déc. 2014
	Haldimand—Norfolk	21 janv. 2015
	Haliburton—Kawartha Lakes—Brock	23 déc. 2014
	Halton	10 févr. 2015
	Hamilton Mountain	15 janv. 2015
	Kingston et les Îles	26 janv. 2015
	Lambton—Kent—Middlesex	15 janv. 2015
	Leeds—Grenville <b>(association désinscrite le 21 août 2014)</b>	<b>Non déposés</b>
	London Centre-Nord	12 janv. 2015
	Markham—Unionville	10 févr. 2015
	Mississauga—Brampton-Sud	10 févr. 2015
	Mississauga-Est—Cooksville	26 janv. 2015
	Mississauga—Erindale	30 déc. 2014
	Mississauga-Sud	29 janv. 2015
	Mississauga—Streetsville	26 janv. 2015
	Nepean—Carleton	19 janv. 2015
	Newmarket—Aurora	29 janv. 2015
	Niagara West—Glanbrook	15 janv. 2015

Nom du parti	Circonscription	Date de réception
Nouveau parti démocratique de l'Ontario	Nipissing	10 févr. 2015
	Oak Ridges—Markham	12 janv. 2015
	Oakville	19 janv. 2015
	Ottawa-Centre	4 févr. 2015
	Ottawa—Orléans	28 janv. 2015
	Ottawa-Sud	21 janv. 2015
	Ottawa—Vanier	15 janv. 2015
	Oxford	3 févr. 2015
	Parry Sound—Muskoka	29 janv. 2015
	Pickering—Scarborough-Est	12 janv. 2015
	Prince Edward—Hastings	21 janv. 2015
	Renfrew—Nipissing—Pembroke	3 févr. 2015
	Richmond Hill	12 janv. 2015
	St. Catharines	15 janv. 2015
	St. Paul's	4 févr. 2015
	Sarnia—Lambton	28 janv. 2015
	Sault Ste. Marie	10 févr. 2015
	Scarborough—Agincourt	2 janv. 2015
	Scarborough—Guildwood	16 déc. 2014
	Scarborough—Rouge River	21 janv. 2015
	Simcoe—Grey	12 janv. 2015
	Simcoe-Nord	28 janv. 2015
	Sudbury <b>(association désinscrite le 21 août 2014)</b>	23 déc. 2014
	Thornhill	19 janv. 2015
	Thunder Bay—Atikokan	23 déc. 2014
	Thunder Bay—Superior-Nord	3 févr. 2015
	Toronto-Centre	26 janv. 2015
	Trinity—Spadina	13 janv. 2015

Nom du parti	Circonscription	Date de réception
<b>Nouveau parti démocratique de l'Ontario</b>	Vaughan	19 janv. 2015
	Wellington—Halton Hills	10 févr. 2015
	Willowdale	26 janv. 2015
	Windsor—Tecumseh	12 janv. 2015
	York—Simcoe	29 janv. 2015
	York-Ouest	10 févr. 2015
<b>Northern Ontario Heritage Party</b>	Timiskaming—Cochrane	10 févr. 2015
<b>Parti progressiste-conservateur de l'Ontario</b>	Ajax—Pickering	10 févr. 2015
	Algoma-Manitoulin	2 févr. 2015
	Beaches—East York	2 févr. 2015
	Bramalea—Gore—Malton	5 févr. 2015
	Brampton—Springdale	12 févr. 2015
	Brampton-Ouest	9 janv. 2015
	Burlington	19 janv. 2015
	Davenport	6 mai 2015
	Etobicoke—Lakeshore	9 févr. 2015
	Glengarry—Prescott—Russell	6 janv. 2015
	Guelph	20 avr. 2015
	Hamilton-Centre	23 mars 2015
	Huron—Bruce	13 févr. 2015
	Kingston et les Îles	11 févr. 2015
	Lambton—Kent—Middlesex	17 févr. 2015
	Lanark—Frontenac—Lennox and Addington	13 janv. 2015
	Markham—Unionville	17 janv. 2015
	Mississauga—Brampton-Sud	15 janv. 2015
	Mississauga-Est—Cooksville	1 févr. 2015
	Mississauga—Streetsville	9 févr. 2015
Nepean—Carleton	12 févr. 2015	

Nom du parti	Circonscription	Date de réception
<b>Parti progressiste-conservateur de l'Ontario</b>	Nickel Belt	16 déc. 2014
	Northumberland—Quinte-Ouest	19 janv. 2015
	Oakville	12 févr. 2015
	Oshawa	11 févr. 2015
	Ottawa-Centre	20 janv. 2015
	Ottawa—Orléans	6 févr. 2015
	Ottawa-Sud	14 mai 2015
	Parry Sound—Muskoka	22 déc. 2014
	Peterborough	23 janv. 2015
	Prince Edward—Hastings	17 déc. 2014
	Richmond Hill	21 janv. 2015
	St. Paul's	26 janv. 2015
	Sault Ste. Marie	29 janv. 2015
	Scarborough—Guildwood	16 mai 2015
	Scarborough—Rouge River	27 janv. 2015
	Sudbury	21 mai 2015
	Thunder Bay—Atikokan	10 févr. 2015
	Timmins—James Bay	21 mai 2015
	Toronto-Centre	5 mars 2015
	Trinity—Spadina	24 janv. 2015
Vaughan	21 mai 2015	
Welland	8 mai 2015	
Willowdale	1 mars 2015	
York-Sud—Weston	7 mai 2015	
<b>Parti socialiste d'Ontario</b>	Etobicoke—Lakeshore ( <b>association désinscrite le 21 août 2014</b> )	<b>Non déposés</b>
	Peterborough ( <b>association désinscrite le 21 août 2014</b> )	<b>Non déposés</b>

## Élection partielle de 2015 à Sudbury

### État financiers de la campagne - Partis politiques

Échéance : 5 août 2015

Nombre de partis politiques devant déposer  
des états financiers - 19 | 6 - Dépôts tardifs | 1 - Non déposés

Nom du parti	Date de réception
Parti communiste du Canada (Ontario)	25 août 2015
Equal Parenting Party	3 sept. 2015
Parti de la Liberté - Ontario	11 sept. 2015
Nouveau Parti Réformiste de l'Ontario (FCP)	Non déposés
Ontario Moderate Party	11 sept. 2015
The Peoples Political Party	3 sept. 2015
Parti Trillium de l'Ontario	26 août 2015

### État financiers de la campagne - Associations de circonscription

Échéance : 5 août 2015

Nombre d'associations de circonscription devant déposer  
des états financiers - 4 | 2 - Dépôts tardifs | 0 - Non déposés

Nom du parti	Date de réception
Nouveau parti démocratique de l'Ontario	9 sept. 2015
Parti progressiste-conservateur de l'Ontario	21 sept. 2015

### État financiers de la campagne - Associations de circonscription

Échéance : 5 août 2015

Nombre d'associations de circonscription devant déposer  
des états financiers - 4 | 2 - Dépôts tardifs | 0 - Non déposés

Nom du tiers parti	Date de réception
Sudbury Professional Firefighters Association	17 nov. 2015

### État financiers de la campagne - Candidats

Échéance : 5 août 2015

Nombre de candidats devant déposer  
des états financiers - 10 | 1 - Dépôts tardifs | 0 - Non déposés

Nom du parti	Candidate	Date de réception
Parti progressiste-conservateur de l'Ontario	Paula Peroni	6 août 2015

### Parti libéral de l'Ontario

Course à la direction du 26 janvier 2013

États financiers de la deuxième période - échéance : 26 septembre 2014

Nombre de candidats à la direction devant déposer  
des états financiers - 7 | 1 - Dépôts tardifs | 0 - Non déposés

Nom de la candidate à la direction	Date de réception
Sandra Pupatello	15 oct. 2014

### The Peoples Political Party

Course à la direction du 21 mars 2013

États financiers de la deuxième période - échéance : 21 novembre 2014

Nombre de candidats à la direction devant déposer  
des états financiers - 1 | 0 - Dépôts tardifs | 0 - Non déposés

### Parti de la coalition des familles de l'Ontario

Course à la direction du 22 novembre 2014

États financiers de la première période - échéance : 22 mai 2015

Nombre de candidats à la direction devant déposer  
des états financiers - 1 | 1 - Dépôts tardifs | 0 - Non déposés

Nom de la candidate à la direction	Date de réception
James Gault	25 mai 2015

## Annexe P : Budget et dépenses réelles de l'élection générale de 2014

	Estimation des coûts publiée
Bureau central	Published
<b>Salaries et avantages sociaux</b>	<b>3 261 099</b>
Salaries et avantages sociaux	3 261 099
<b>Transports et communication</b>	<b>8 984 050</b>
Déplacement des employés	127 173
Poste, services de messagerie, télécommunications	8 856 877
<b>Services</b>	<b>5 541 795</b>
Conseil	5 527 426
Installations	14 369
<b>Fournitures et équipement</b>	<b>6 842 709</b>
Mobilier et équipement	783 458
Fournitures et divers	1 048 483
Location	175 656
Publicité et communications (y compris les CAE)	4 835 112
<b>Autres services</b>	<b>42 801</b>
<b>Sous-total - Bureau central</b>	<b>24 672 454</b>
<b>Bureaux locaux des circonscriptions électorales</b>	
Administration des bureaux électoraux	17 133 244
Vote par anticipation	4 430 549
Jour du scrutin	18 704 443
Impression	1 328 480
Personnel de révision	1 591 360
Vote par bulletin spécial	1 771 730
Tâches préliminaires	347 403
<b>Sous-total - Bureaux locaux des circonscriptions électorales</b>	<b>45 307 209</b>
<b>Financement des élections</b>	
Subventions des frais de vérification et des dépenses électorales	5 877 067
<b>Maintien de l'état de préparation aux élections</b>	
Soutien aux activités de préparation	13 839 866
Accélération des activités de préparation	617 917
<b>Sous-total - Maintien de l'état de préparation aux élections</b>	<b>14 457 783</b>
<b>TOTAUX</b>	<b>90 314 513</b>

Le tableau suivant présente les coûts réels de l'élection générale de 2014. Il s'agit d'une mise à jour du budget de l'élection publié initialement dans le Rapport d'évaluation finale de l'élection générale de 2014. Le budget et les chiffres réels présentés sont des chiffres pluriannuels. Le budget non vérifié repose sur la méthode de comptabilité de trésorerie et ne sera pas corrélé aux états financiers.

Dépenses réelles au 31 décembre 2014	Dépenses réelles au 31 mars 2015
<b>2 191 289</b>	<b>2 299 165</b>
2 191 289	2 299 165
<b>8 648 053</b>	<b>8 645 030</b>
83 798	84 053
8 564 255	8 560 977
<b>2 944 927</b>	<b>3 070 109</b>
2 937 794	2 972 625
7 133	97 484
<b>4 969 527</b>	<b>4 998 402</b>
230 338	230 338
479 322	479 680
935 223	939 582
3 324 644	3 348 802
<b>155 761</b>	<b>155 761</b>
<b>18 909 557</b>	<b>19 168 467</b>
14 882 353	15 138 041
4 045 874	4 045 128
18 158 998	17 904 311
1 313 345	1 313 303
1 572 197	1 572 318
1 481 347	1 481 013
347 403	347 403
<b>41 801 517</b>	<b>41 801 517</b>
587 7067	5 759 888
10 473 612	10 530 259
810 669	810 669
<b>11 284 281</b>	<b>11 340 928</b>
<b>77 872 422</b>	<b>78 070 800</b>

## Annexe Q : Exigence de publication d'un rapport sur l'accessibilité lors de l'élection partielle à Sudbury le 5 février 2015

### Exigence de publication d'un rapport sur l'accessibilité lors de l'élection partielle de Sudbury du 5 février 2015 (circonscription 088) en vertu de l'article 67.2 de la Loi électorale

Exigences de la disposition	Résumé
67.2 (1) et (2)  Après chaque élection, le directeur général des élections dresse un rapport sur les questions d'accessibilité.  Le rapport doit être inclus dans le rapport sur les élections* ou dans le prochain rapport annuel.  *Le rapport sur l'accessibilité pour l'élection générale du 12 juin 2014 se trouve dans le rapport postscrutin <i>À vos marques, prêts, partez!</i>	L'information ci-après tient lieu de rapport du DGE sur les questions d'accessibilité, en conformité avec les exigences de l'article 67.2 de la <i>Loi électorale</i> .  La <i>Loi électorale</i> renferme de nombreuses dispositions liées à l'accessibilité. La <i>Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario</i> contient également des dispositions touchant l'accessibilité de l'élection. En vertu du <i>Code des droits de la personne</i> et de la <i>Charte</i> , Élections Ontario est tenu de fournir des élections aux électeurs de l'Ontario et de s'acquitter de ses activités quotidiennes d'une manière non discriminatoire.  La mission d'Élections Ontario est de préserver l'intégrité et l'accessibilité du processus électoral et d'administrer les élections de façon efficace, équitable et impartiale. Nous souscrivons aux principes d'accessibilité énoncés dans notre Politique d'accessibilité pour les services à la clientèle, dans notre Directive relative à la politique sur les normes d'accessibilité intégrées et dans notre Plan d'accessibilité pluriannuel.  À cette fin, nous continuons à intégrer l'accessibilité dans la planification de nos mesures de modernisation et de transformation de la prestation des services électoraux.
67.2 (1) a) (i)  Résumé de la rétroaction sur l'accessibilité des services à la clientèle	Élections Ontario reçoit avec plaisir les commentaires sur le service à la clientèle qui sont formulés par l'ensemble de la population ontarienne, notamment au sujet des services fournis aux personnes handicapées. À chaque lieu de vote, dont les bureaux de directeur du scrutin et les bureaux de vote par anticipation, des formulaires de commentaires sur le service à la clientèle et des boîtes sont disponibles. Des membres du personnel électoral vérifient les boîtes pendant le scrutin afin de déterminer quels problèmes peuvent être réglés sur-le-champ et quels problèmes doivent être solutionnés ultérieurement. Il y a également de la rétroaction de vive voix. En outre, des électeurs contactent le bureau central d'Élections Ontario directement par courriel, par courrier ou par téléphone pour donner de la rétroaction.

Exigences de la disposition	Résumé
67.2(1) a) (ii)  Réponse à la rétroaction, y compris les mesures prises pour répondre à toute rétroaction négative	Lors de l'élection partielle du 5 février 2015 à Sudbury, Élections Ontario a reçu 72 commentaires sur des questions d'accessibilité. Environ le tiers des commentaires étaient positifs. Les commentaires favorables étaient surtout axés sur le service à la clientèle fourni par le personnel des bureaux de scrutin et sur l'accessibilité du stationnement dans les lieux de vote. Les commentaires défavorables portaient surtout sur les lieux de vote et sur les difficultés relatives à la carte d'Avis d'enregistrement.  En conséquence de la rétroaction fournie au sujet des lieux de vote, les membres du personnel électoral, les votants et le personnel oeuvrant le jour du scrutin ont donné des conseils aux directeurs du scrutin sur les façons d'améliorer l'accessibilité aux lieux de vote dans l'avenir.  Toute la rétroaction sera prise en compte dans la préparation et la planification des élections à venir.
67.2 (1) b)  Résumé des rapports d'accessibilité des directeurs du scrutin	Les directeurs du scrutin s'engagent à rendre les élections les plus accessibles possibles. Le directeur du scrutin à Sudbury a décrit plusieurs aspects de l'accessibilité à l'élection dans le rapport présenté après l'élection partielle de Sudbury tenue le 5 février 2015. <ul style="list-style-type: none"> <li>• Tous les membres du personnel ont reçu une formation et ont obtenu l'attestation de leur capacité de fournir des services d'une manière accessible.</li> <li>• Les électeurs handicapés pouvaient disposer de matériel accessible, de manière proactive ou sur demande, dont des appareils et accessoires fonctionnels comme des dispositifs grossissants.</li> <li>• L'un des éléments du vote par bulletin de vote spécial est l'option de bénéficier d'une visite à domicile si l'électeur a besoin d'assistance en raison d'un handicap ou d'une incapacité à lire ou à écrire et éprouverait des difficultés déraisonnables à se rendre dans le bureau du directeur du scrutin.</li> <li>• Quatre-vingt-cinq votants ont exprimé leur suffrage au cours de visites à domicile, et des agents préposés aux bulletins de vote spéciaux leur ont apporté de l'aide, notamment en lisant les noms des candidats à haute voix, en les aidant à remplir le bulletin de vote, ou encore en fournissant des appareils ou accessoires fonctionnels afin que l'électeur puisse plus facilement remplir le bulletin de vote de façon autonome.</li> <li>• Le directeur du scrutin a signalé qu'aucun électeur n'a voté au moyen de la technologie d'aide au vote offerte au bureau du directeur du scrutin.</li> </ul>

## Exigences de la disposition

## Résumé

- Les électeurs ont voté dans l'un des quelque 46 lieux de vote se trouvant dans la circonscription électorale. Tous les lieux répondaient aux normes d'accessibilité du site d'Élections Ontario. Certains lieux pourraient être utilisés tels quels, tandis que d'autres avaient besoin de mesures correctives comme des rampes, des seuils en biseau, des tapis, des balises de stationnement ou des panneaux de signalisation pour être conformes. Environ 25 préposés à l'accueil étaient employés pour s'assurer que les lieux étaient accessibles à tous les électeurs.
- D'autres mesures d'adaptation étaient fournies au besoin, comme le déplacement de l'urne au niveau de la bordure.
- Les membres du personnel ont également pris des mesures supplémentaires pour assurer l'accessibilité aux électeurs, notamment en fournissant des documents ou de l'information dans des formats accessibles, en lisant le nom des candidats aux votants, en faisant la promotion des visites à domicile dans les immeubles où vivent des populations ciblées qui votent par bulletin spécial, en participant à une formation additionnelle, et en collaborant avec des groupes d'intervenants.

67.2 (1) c)

Sans objet – Élection partielle.

Résultats du sondage d'opinion publique, seulement dans le cas d'une élection générale

67.2 (1) d)

Résumé des mesures prises pour s'occuper des obstacles à l'accessibilité et des autres questions d'accessibilité

- Les rapports de 2011 et de 2014 sur l'élection générale provinciale comportent des renseignements détaillés sur tout un éventail de mesures de lutte contre les obstacles à l'accessibilité couvrant une vaste gamme d'activités, de documents et de processus qui vont de la période antérieure à l'élection au jour du scrutin lui-même. Ces mesures et éléments additionnels instaurés depuis 2011 sont mis en relief ci-après :
- Politiques et plan d'accessibilité
  - Processus de rétroaction sur l'accessibilité
  - Formats de substitution
  - Appareils ou accessoires fonctionnels aux lieux de vote, p. ex. dispositifs grossissants, crayons à prise facile, gabarit en braille pour les bulletins de vote
  - Technologie d'aide au vote
  - Versions sonores et en gros caractères d'une brochure d'information à l'intention des ménages
  - Taille de la police du bulletin de vote
  - Autorisation de voter – transferts dans un autre lieu de vote

## Exigences de la disposition

## Résumé

- Sous-titrage codé des publicités
- Formation sur le service à la clientèle et sur les normes d'accessibilité intégrées
- Audiovision
- Adaptation des emplois
- Procédé visant les électeurs sans-abri
- Interprètes
- Déplacement de l'urne
- Avis de perturbation
- Carte d'Avis d'enregistrement
- Programme d'approche
- Adoption d'un langage simple dans les communications
- Publicité à la radio
- Animaux d'assistance
- Bulletin spécial : vote par courrier
- Bulletin spécial : visites à domicile
- ATS
- Aide d'un ami ou d'un accompagnateur pour voter
- Bureaux de vote dans un hôpital et dans d'autres endroits
- Site Web facile d'accès
- Renseignements relatifs aux interventions d'urgence sur le lieu de travail

67.2 (1) e)

Recommandations que le directeur général des élections estime appropriées à l'égard des obstacles

Tel qu'il est exposé dans notre *Plan stratégique 2013-2017*, Élections Ontario s'engage à mettre en place pour les Ontariens et les Ontariennes des services modernes qui placent les besoins des électeurs au premier plan. Nous entendons faire fond sur nos réussites et nos forces du passé pour améliorer le processus électoral de la province de l'Ontario. Nous devons veiller à ce que nos processus favorisent l'universalité et à ce que les obstacles disparaissent.

Notre objectif consiste à collaborer avec nos intervenants pour établir un processus électoral qui offre aux Ontariens et aux Ontariennes un choix de services qui sont offerts de façon moderne, accessible, sûre, sécuritaire et transparente qui protège le secret du vote.

Nous avons déjà entrepris la transformation et avons établi une feuille de route quadriennale claire. Au moment opportun, nous formulerons des recommandations qui peuvent nous aider à supprimer les obstacles à l'accessibilité que nous cernons.

**Annexe R :** Liste des provinces et des territoires permettant de voter la fin de semaine ou lors d'un congé scolaire

Juridiction	Participation aux 5 dernières élections				
	Élection la moins → la plus récente				
Malte	97.16%	95.40%	95.70%	93.30%	92.95%
Singapour	95.03%	95.91%	94.61%	94.01%	93.18%
Australie	94.85%	94.32%	94.76%	93.22%	93.23%
Uruguay	91.44%	91.71%	89.62%	89.91%	89.62%
Belgique	90.57%	91.63%	91.08%	89.22%	89.37%
Luxembourg	88.30%	86.51%	91.68%	90.93%	91.15%
Chypre	94.31%	90.13%	91.75%	89.00%	78.70%
Turquie	87.09%	79.28%	84.25%	87.59%	86.64%
Islande	84.07%	87.70%	83.60%	85.12%	81.44%
Suède	81.39%	80.11%	81.99%	84.63%	85.81%
Bolivie	71.36%	72.06%	84.51%	94.55%	87.45%
Italie	82.91%	81.44%	83.62%	80.54%	75.19%
Autriche	80.42%	84.27%	78.49%	78.81%	74.91%
Brésil	78.51%	68.72%	83.27%	81.88%	80.60%
Nouvelle-Zélande	76.98%	80.29%	79.46%	74.21%	76.95%
Allemagne	82.20%	79.08%	77.65%	70.78%	71.53%
Maldives	75.39%	77.40%	71.29%	78.87%	77.93%
Nicaragua	81.01%	77.07%	75.00%	66.73%	79.09%
Malaisie	71.80%	68.65%	73.90%	75.99%	84.84%
Argentine	70.94%	73.13%	72.39%	79.39%	77.17%
Espagne	78.06%	68.71%	75.66%	75.32%	68.94%
Chili	87.32%	87.11%	87.67%	87.67%	49.25%*
Grèce	76.62%	74.14%	70.92%	62.47%	63.60%
Paraguay	66.22%	80.48%	64.02%	65.48%	68.24%
Costa Rica	69.99%	68.84%	65.13%	69.11%	68.38%
Thaïlande	75.13%	64.77%	78.51%	75.03%	46.79%
Finlande	65.27%	66.71%	65.02%	67.37%	66.85%
Équateur	47.25%	63.51%	63.50%	75.72%	80.84%
Slovaquie	84.25%	70.07%	54.67%	58.84%	59.11%
Taiwan	68.09%	66.16%	59.16%	58.50%	74.70%
Hongrie	57.01%	70.52%	67.57%	64.38%	61.84%

Participation moyenne aux 5 dernières élections	Jour du vote	Vote obligatoire
94.90%	Samedi	Non
94.55%	Samedi	Oui
94.08%	Samedi	Oui
90.46%	Dimanche	Oui
90.37%	Dimanche	Oui
89.71%	Dimanche	Oui
88.78%	Dimanche	Oui
84.97%	Dimanche	Oui
84.39%	Samedi	Non
82.79%	Dimanche	Non
81.99%	Dimanche	Oui
80.74%	Dimanche	Non
79.38%	Dimanche	Non
78.60%	Dimanche	Oui
77.58%	Samedi	Non
76.25%	Dimanche	Non
76.18%	Samedi	Non
75.78%	Dimanche	Non
75.04%	Dimanche	Non
74.60%	Dimanche	Oui
73.34%	Dimanche	Non
69.95%	Dimanche	Oui/Non
69.55%	Dimanche	Oui
68.89%	Dimanche	Oui
68.29%	Dimanche	Oui
68.05%	Dimanche	Oui
66.24%	Dimanche	Non
66.16%	Dimanche	Oui
65.39%	Samedi	Non
65.32%	Samedi	Non
64.26%	Dimanche	Non

Juridiction		Participation aux 5 dernières élections				
		Élection la moins → la plus récente				
Weekend Voting	Croatie	68.79%	76.55%	61.65%	59.58%	54.17%
	République tchèque	74.00%	57.95%	64.47%	62.60%	59.48%
	Lettonie	71.17%	60.98%	64.72%	59.49%	58.80%
	France	68.93%	67.96%	60.32%	59.98%	55.40%
	Slovénie	70.36%	60.64%	63.10%	65.60%	51.73%
	Japon	59.80%	67.46%	69.27%	59.32%	52.66%
	Ukraine	69.24%	67.19%	62.03%	57.40%	52.42%
	Russie	64.73%	62.33%	55.67%	63.71%	60.10%
	Estonie	57.43%	58.24%	61.91%	63.53%	64.23%
	Serbie		60.57%	61.35%	57.77%	53.09%
	Bulgarie	66.63%	55.76%	60.64%	52.49%	51.05%
	Bosnie-Herzégovine	63.70%	55.45%	54.94%	56.49%	54.54%
	Roumalie	76.01%	65.31%	58.51%	39.20%	41.76%
	Lituanie	52.92%	58.18%	46.04%	48.59%	52.93%
	Mexique	41.68%	58.90%	44.61%	62.45%	47.72%
	Pologne	47.93%	46.18%	40.57%	53.88%	48.92%
	Suisse	42.25%	43.22%	45.22%	48.28%	49.10%
El Salvador	38.07%	28.42%	52.56%	53.58%	45.91%	
Columbia	45%	42.45%	40.49%	43.75%	43.58%	
Election Day Holiday	Wisconsin	58.40%	67.60%	75.30%	72.70%	72.90%
	New Hampshire	60.10%	65.00%	71.50%	72.50%	70.90%
	Montana	64.70%	62.60%	65.20%	67.10%	63.50%
	Michigan	56.30%	60.50%	67.10%	69.70%	65.40%
	New Jersey	56.90%	58.80%	64.20%	67.70%	62.30%
	Maryland	50.80%	55.80%	63.10%	67.80%	67.30%
	Delaware	52.50%	59.00%	64.50%	65.80%	62.40%
	Louisiane	58.40%	56.70%	61.50%	61.80%	60.80%
	Illinois	53.80%	58.50%	62.40%	64.30%	59.30%
	Pennsylvanie	49.70%	54.10%	62.60%	64.20%	59.50%
	Rhode Island	54.40%	54.70%	58.90%	62.30%	58.00%
	New York	52.90%	56.20%	58.50%	59.60%	53.50%
	Indiana	51.00%	50.08%	55.80%	60.03%	56.00%
	Virginie-Occidentale	47.10%	46.60%	55.10%	51.20%	46.30%
Hawaii	45.10%	44.60%	48.50%	49.00%	44.50%	

Participation moyenne aux 5 dernières élections	Jour du vote	Vote obligatoire
64.15%	Dimanche	Non
63.70%	Samedi	Non
63.03%	Samedi	Non
62.52%	Dimanche	Non
62.29%	Dimanche	Non
61.70%	Dimanche	Non
61.66%	Dimanche	Non
61.31%	Dimanche	Non
61.07%	Dimanche	Non
58.20%	Dimanche	Non
57.31%	Dimanche	Non
57.02%	Dimanche	Non
56.16%	Dimanche	Non
51.73%	Dimanche	Non
51.07%	Dimanche	Oui
47.50%	Dimanche	Non
45.61%	Dimanche	Non
43.71%	Dimanche	Non
43.05%	Dimanche	Non
69.38%		
68.00%		
64.62%		
63.80%		
61.98%		
60.96%		
60.84%		
59.84%		
59.66%		
58.02%		
57.66%		
56.14%		
54.58%		
49.26%		
46.34%		





51, promenade Rolark  
Toronto (Ontario) M1R 3B1

1-888-668-8683

1-888-292-2312 (ATS)

[info@elections.on.ca](mailto:info@elections.on.ca)  
[elections.on.ca](http://elections.on.ca)

*Also available in english*

Disponible dans des formats accessibles sur demande.



**Elections  
Ontario**

